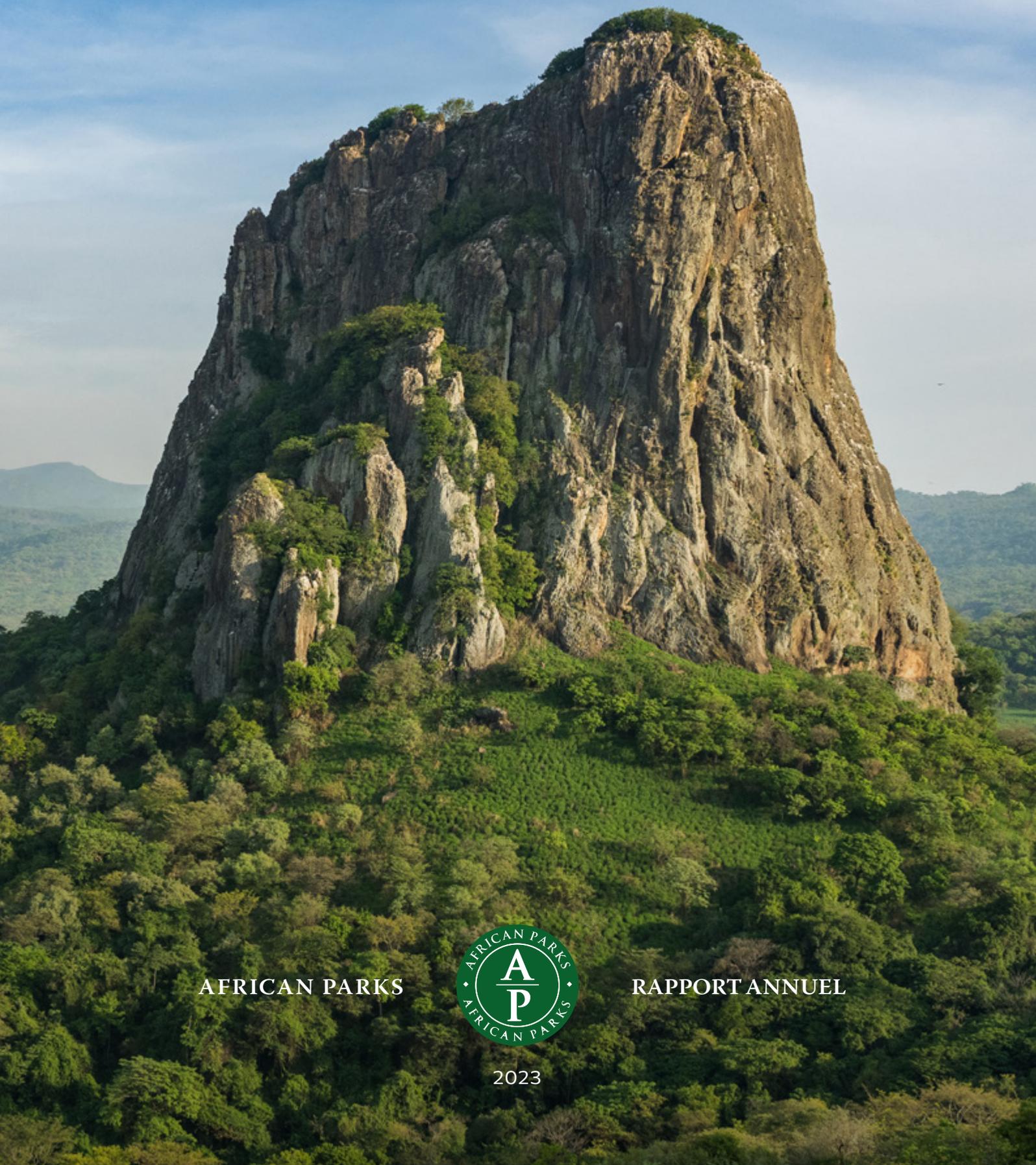


SE PENCHER SUR LE PASSÉ, CONSTRUIRE L'AVENIR



AFRICAN PARKS



RAPPORT ANNUEL

2023



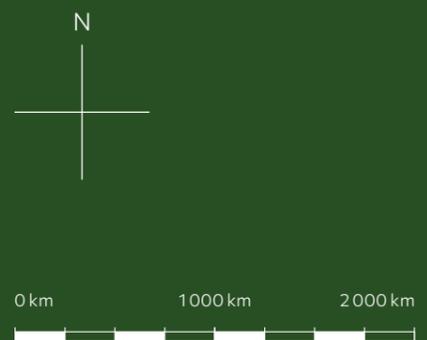
INTRODUCTION	02
04 Le portefeuille du Partenariat de gestion d'African Parks	16 Notre modèle
06 Message du Président	18 Rhinocéros : retour à la nature
08 Lettre du PDG et résumé exécutif	20 Notre impact en quelques chiffres
LES PARCS	22
ANGOLA	24
26 Parc national d'Iona	
BÉNIN	28
30 Parc national de la Pendjari	
32 Parc national du W	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	34
36 Chinko	
TCHAD	38
40 Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi	
42 Parc national de Zakouma et Réserve faunique de Siniaka Minia	
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	44
46 Parc national de la Garamba	
MALAWI	48
50 Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi	
52 Réserve faunique de Majete	
54 Réserve faunique de Nkhotakota	
MOZAMBIQUE	56
58 Parc national de l'archipel de Bazaruto	
RÉPUBLIQUE DU CONGO	60
62 Parc national d'Odzala-Kokoua	
RWANDA	64
66 Parc national de l'Akagera	
68 Parc national de Nyungwe	
SOUDAN DU SUD	70
72 Parc national de Badingilo et Parc national de Boma	
ZAMBIE	74
76 Zones humides de Bangweulu	
78 Parc national de Kafue	
80 Parc national des plaines de Liuwa	
ZIMBABWE	82
84 Parc national de Matusadona	
NOS PARTENAIRES	86
88 Programme d'incubation	
90 Partenaires financiers stratégiques	
100 Informations institutionnelles	
102 En souvenir	
FINANCES	104
106 Faits marquants de l'exercice 2023	112 Gouvernance
108 Résumé des états financiers	IBC Rejoignez-nous

Le Parc national d'Odzala-Kokoua, au Congo, a assuré aux gorilles plus de 1 500 jours d'habitation sur le terrain, favorisant ainsi leur surveillance et leur conservation © Irene Galera

Couverture : Le mont Galan, situé dans le Parc national de Boma, au Soudan du Sud, constitue un point central dans le paysage et abrite une grande diversité d'espèces © Marcus Westberg

INTRODUCTION

Le portefeuille du Partenariat pour la gestion d'African Parks	04
Message du Président	06
Lettre du PDG et résumé exécutif	08
Notre modèle	16
Rhinocéros : retour à la nature	18
Notre impact en quelques chiffres	20



LE PORTEFEUILLE DU PARTENARIAT DE GESTION D'AFRICAN PARKS

African Parks a été fondé en 2000 pour offrir une solution africaine à la conservation de la biodiversité du continent, au profit des populations et de la faune. Nous assumons la responsabilité de la gestion à long terme de zones protégées, en partenariat avec des gouvernements et des communautés locales. Nous visons à restaurer et à gérer efficacement ces territoires, et à assurer leur viabilité écologique, sociale et financière de manière à permettre aux populations et aux espèces sauvages de bénéficier à perpétuité d'une multitude de bienfaits. Fin 2023, African Parks gère durablement 22 zones protégées dans 12 pays.

LE TEMPS DE L'ACTION



Vasant (Vas) Narasimhan

PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU
RÉSEAU AFRICAN PARKS

En décembre 2022, je suis devenu président d'African Parks (AP), dont le mode de gestion vise à prévenir la perte de la biodiversité en Afrique en garantissant la protection d'écosystèmes critiques et l'apport de ressources essentielles aux populations et à la faune.

Des zones protégées, des systèmes naturels intacts contribuent efficacement à la salubrité des écosystèmes et à la préservation de la biodiversité – ils sont donc essentiels à l'avenir de toute vie sur Terre. Aujourd'hui, le rôle d'AP et de ses partenaires gouvernementaux et communautaires est plus important que jamais. Selon tous les experts, nous sommes au cœur d'une sixième extinction de masse, due principalement au changement climatique et à la destruction des habitats. L'année 2023, de loin la plus chaude jamais enregistrée, a été ponctuée de rapports documentés sur le réchauffement des eaux océaniques, la fonte des glaces polaires, et des phénomènes météorologiques mouvants et extrêmes. Ces manifestations menacent non seulement les ressources naturelles nécessaires à la survie de l'humanité, mais aussi les dynamiques économiques, sociales et politiques. C'est particulièrement vrai en Afrique, où de nombreuses communautés, particulièrement tributaires du changement climatique, dépendent pour leur subsistance du bon fonctionnement des écosystèmes.

Lors de la Convention sur la diversité biologique (COP15), la communauté mondiale a convenu de l'objectif 30x30 consistant à conserver d'ici à 2030 au moins 30% des terres, des mers intérieures

et des océans – un engagement hardi réclamant des solutions audacieuses. AP s'associe avec les communautés et les gouvernements pour gérer durablement 22 zones protégées en Afrique, englobant divers biomes et écosystèmes essentiels à la survie de millions de personnes. Mais nous pensons devoir et pouvoir faire davantage, d'où notre objectif de protéger 30 zones d'ici à 2030.

En 2023, AP a réalisé certains de ses programmes les plus ambitieux à ce jour. En septembre, nous nous sommes portés acquéreurs du plus grand élevage mondial de rhinocéros en captivité, devenant ainsi les protecteurs de 2 000 rhinocéros blancs du Sud, que nous souhaitons ré-ensauvager au cours des dix prochaines années dans des zones protégées sûres. En 2023, première année de gestion complète de Boma et de Badingilo avec le Gouvernement du Soudan du Sud, nous avons fortement investi dans les relations communautaires et la recherche en matière de biodiversité pour mieux appréhender ce remarquable écosystème qui abrite probablement le plus grand ensemble de mammifères terrestres de la planète. Avec la Verifiable Nature Unit (VNU), nous nous sommes centrés sur le déploiement de solutions alternatives de financement basées sur la nature, en partenariat avec The Landbanking Group, un mécanisme basé sur les résultats qui facilitera les transactions entre donateurs et responsables des terres engagés dans la conservation et la restauration.

Je tiens à remercier sincèrement les gouvernements et les communautés pour leur engagement et pour les partenariats qu'ils ont mis en place. Je suis également très reconnaissant à nos donateurs, dont la générosité rend ce travail possible. En ces temps critiques pour notre planète, nous sommes déterminés à œuvrer en faveur d'écosystèmes salubres. J'espère que votre soutien à notre collecte de fonds, si essentiels au développement de notre impact, nous restera, ces prochaines années, pleinement acquis.

J'attends avec impatience l'année 2024 – tant ses défis que ses opportunités.

Bien cordialement
Vas Narasimhan, président



ONSTRUIRE POUR L'AVENIR



Peter Fearnhead

LETTRE DU PDG ET
RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Compiler notre rapport annuel est toujours un grand plaisir : ce moment est l'un des rares de l'année où nous avons l'occasion de saluer nos réalisations, de réfléchir aux enjeux auxquels nous sommes confrontés, et de partager quelques idées sur les perspectives qui s'ouvrent à nous. Si 2023 a été marquée par d'importants défis, nous nous sommes également lancés pendant ces douze mois dans certains de nos projets les plus ambitieux à ce jour et, ajoutant encore à son importance, avons célébré le 20^e anniversaire de notre mandat à la fois pour la Réserve faunique de Majete, au Malawi, et le Parc national des plaines de Liuwa, en Zambie – mais où est donc passé tout ce temps ?

Le thème de ce rapport annuel – « Réfléchir au passé, construire l'avenir » – trouve son origine dans notre stratégie institutionnelle. Au cours de ces vingt années, nous avons construit l'organisation de manière largement organique et réactive. Fin 2022, nous avons entamé la critique de ce que nous appelons la « plateforme institutionnelle » d'African Parks : la structure qui appuie la conclusion de nouveaux partenariats de gestion (les mandats), l'obtention du financement nécessaire (les fonds), et la supervision et le soutien aux équipes sur le terrain (la gestion). Nous y avons noté certaines lacunes. En les corrigeant, courant 2023 et 2024, nous nous assurons de pouvoir maintenir le portefeuille actuel, tout en préparant notre prochaine phase de développement.

Nous avons bien progressé dans la mise en œuvre de cette stratégie, notamment avec le recrutement d'un juriste conseil, la création d'un nouveau département technologique intégré, la mise en place d'une unité de veille stratégique en appui de nos activités de suivi et d'évaluation, ainsi que d'une unité de sauvegarde et de conformité dûment formalisée pour appuyer la gestion des risques, la conformité et les audits opérationnels ; enfin, nous avons pris les premières mesures de mise en œuvre d'une structure régionale à même de soutenir les regroupements géographiques de nos parcs. Tout

cela devra être consolidé et affiné en 2024, mais les éléments de base sont désormais en place.

Nous nous sommes également attachés à affiner notre stratégie de développement communautaire, afin que les communautés participent activement à la gestion de ces zones et que les aires protégées centrales servent de points d'ancrage aux vastes territoires de conservation dans lesquels elles s'inscrivent.

Nos procédures opérationnelles standard (SOP) en matière d'application de la loi ont été soumises à l'examen d'un expert externe en matière de droits humains, et nous avons fait des progrès encourageants dans l'institutionnalisation de notre programme d'audit opérationnel interne, lequel s'avère déjà précieux dans l'identification des domaines où nous manquons à nos propres exigences. Enfin, nos mécanismes de règlement des différends ont été améliorés, de sorte que tous les membres du personnel et des communautés disposent de canaux de communication accessibles au cas où des abus ne seraient pas détectés.

En milieu d'année, nous avons reçu un courrier de l'organisation Survival International, accusant les écogardes sous notre direction de nombreuses violations des droits humains à l'encontre du peuple Baka, dans le Parc national d'Odzala-Kokoua, en République du Congo. Prenant ces accusations à cœur, African Parks a chargé un cabinet juridique externe d'enquêter sur leur véracité ; les résultats seront communiqués dès qu'ils seront disponibles. Nous espérons également que les efforts importants déployés au fil des ans pour instaurer nos propres SOP, mécanismes de règlement des litiges et mesures de protection réduiront à l'avenir ces risques de violations.

Cette année, nous avons eu la joie de voir Rob Walton prendre la présidence du conseil d'administration de l'African Parks Foundation of America (APFA). Rob, qui s'est impliqué dans African Parks dès sa création, à la fois en tant qu'ami et partenaire stratégique, joue un rôle important dans notre développement depuis une vingtaine d'années. Il succède ainsi à Ron Ulrich qui, après avoir occupé cette position pendant onze ans, a dû se retirer pour raisons de santé. Ron a joué un rôle inestimable dans l'essor de la représentation d'African Parks aux États-Unis, et nous lui sommes profondément reconnaissants de son dévouement et de son soutien au fil des ans.

Vous découvrirez ici le travail que nous avons accompli et les multiples partenariats qui ont permis sa réalisation.

Nous sommes particulièrement reconnaissants à nos partenaires gouvernementaux qui ont confié leurs biens nationaux à notre gestion ; à nos partenaires financiers qui rendent tout cela possible au nom de la société mondiale ; et à nos partenaires communautaires et techniques. Tout cela est également le fruit du dévouement et de l'engagement profond de nos collaborateurs sur le terrain, qui évoluent souvent dans des conditions très difficiles.

Compte tenu de la crise du climat et de la biodiversité, de l'aggravation des insurrections militantes dans une grande partie du nord-ouest et du centre de l'Afrique, de l'accroissement de sa population, de l'instabilité politique et de la hausse de la pauvreté, il est urgent de redoubler d'efforts en matière de conservation – tant pour résorber le problème du climat et de la biodiversité que pour agir en faveur d'un développement socio-économique durable. Les zones protégées contribuent très efficacement à la biodiversité ; des écosystèmes salubres sont des régulateurs climatiques intégrés à la nature et essentiels au bien-être de l'humanité. Il est donc impératif pour African Parks de monter en puissance, et ce, d'une manière qui minimise les risques d'erreurs.

Selon certains détracteurs, la conservation prive les communautés locales de leur accès aux ressources

naturelles : c'est exactement le contraire. Une conservation efficace inscrit et maintient les droits d'utilisation légitimes, et écarte les usagers illégitimes. S'il est bien géré, l'engagement mondial qui a été pris de conserver 30% des zones terrestres, aquatiques, côtières et marines d'ici à 2030 devrait offrir aux communautés la meilleure opportunité de voir leurs droits d'usage formellement reconnus et protégés. L'accès aux ressources naturelles nécessite intrinsèquement des lois et des politiques appropriées qui établissent une distinction entre opérateurs légitimes et illégitimes et déterminent des niveaux d'exploitation durables. Lorsque les droits sont consacrés, que des mécanismes de gouvernance inclusifs sont mis en place et que les lois locales sont respectées, la durabilité est rendue possible.

Construire notre avenir nécessite des partenariats solides et fiables, un financement continu, une responsabilisation sans relâche, une évaluation constante de nos systèmes opérationnels et une volonté d'obtenir des résultats tangibles. Au cours des 2 400 jours qui nous séparent de la fin de l'année 2030, chacun devra donc faire preuve de courage et d'engagement pour accomplir davantage encore.

Cordialement
Peter Fearnhead, PDG

Ci-dessous : Ses paysages exceptionnels et la diversité de sa faune et de sa flore sont en passe de faire du Parc national de Kafue, en Zambie, d'une superficie de 22 400 km², une destination touristique de tout premier plan © Lucien Beaumont





Ci-dessus : Dans la Réserve faunique de Majete, les communautés locales, le Gouvernement et African Parks ont célébré les 20 ans de leur partenariat de gestion © Thoko Chikondi

2023 a marqué une étape importante pour African Parks puisque nous avons célébré le 20e anniversaire de notre mandat de gestion dans la Réserve faunique de Majete : le 28 mars 2003, en effet, le Dr Anthony Hall Martin, l'un des cofondateurs d'African Parks, paraphait cet accord avec le Gouvernement du Malawi. Depuis lors, grâce au partenariat et au soutien continu du Gouvernement, des communautés voisines et de nos donateurs, Majete, à nouveau prospère, joue un rôle essentiel non seulement dans la conservation de la faune et de la flore au Malawi, mais aussi comme moteur du développement socio-économique local.

CROISSANCE ET NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS – Avec la signature en 2022 de notre partenariat de gestion pour les Parcs nationaux de Boma et Badingilo, au Soudan du Sud, nos échanges avec le gouvernement éthiopien, relatifs à un mandat de gestion à long terme pour le Parc national voisin de Gambella, ont bien progressé. Ce territoire accueille vraisemblablement la plus grande migration planétaire d'antilopes, lesquelles se déplacent à travers un immense paysage recouvrant l'ensemble des trois parcs. Un projet d'accord a été finalisé avec l'Autorité éthiopienne de conservation de la faune (EWCA), et en juillet, suite à sa visite officielle de diligence raisonnable à Gambella, le conseil d'administration a approuvé le projet. Nous espérons conclure le partenariat début 2024 avec le gouvernement régional et l'EWCA. Malheureusement, malgré tous nos efforts, aucune

avancée n'a été enregistrée avec le gouvernement angolais au sujet des Parcs nationaux de Luengue-Luiana et Mavinga. Cette année, nous avons également accueilli dans notre programme d'incubation – qui aide d'autres organisations à administrer des zones protégées par le biais de partenariats à long terme – la Forgotten Parks Foundation, qui gère le Parc national d'Upemba, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, et nous nous réjouissons de ce parcours en leur compagnie (pour en savoir plus sur ce programme, voir page 86).

En septembre s'est déroulée l'une de nos plus importantes opérations à ce jour : nous nous sommes rendus acquéreurs de la plus grande ferme au monde d'élevage de rhinocéros en captivité, en Afrique du Sud – devenant ainsi les gardiens de 2 000 rhinocéros blancs du Sud. Cette décision a été prise avec une intention claire : ré-ensauvager ces rhinos au cours des dix prochaines années dans des zones protégées à travers le continent, de manière à réduire les risques futurs encourus par l'espèce. Nos actions, encore en phase de démarrage, ont pour l'essentiel concerné l'intégration du personnel au sein d'African Parks, la mise en place de systèmes de gestion améliorés et la maintenance et l'entretien, bien nécessaires, des infrastructures et des véhicules. Si la responsabilité et l'ampleur de cette entreprise donnent à réfléchir, nous restons convaincus que nous pourrons en atteindre les objectifs avec la participation et les conseils de nombreux acteurs, une planification solide

et le soutien, vital, de nos donateurs. Plusieurs années de travail acharné nous attendent : il nous faudra maintenir le plus haut niveau de sécurité pour l'opération, réaliser des translocations à une échelle sans précédent et, nul doute, relever de nombreux défis, connus et inconnus (pour en savoir plus sur ce projet, voir page 18).

Au cours de cette année, nous nous sommes attachés à développer des solutions alternatives de financement basées sur la nature avec un nouveau projet passionnant, la Verifiable Nature Unit (VNU), en partenariat avec The Landbanking Group. Ce mécanisme de financement basé sur les résultats, soucieux d'accélérer le financement basé sur la nature, venir en appui des transactions entre donateurs et responsables des territoires engagés dans des projets de conservation et de restauration de la nature. Des projets pilotes sont déjà en cours dans les Parcs nationaux d'Odzala-Kokoua, de la Garamba et de Zakouma. Alors que la VNU est en cours de développement, les premiers crédits carbone ont été émis pour les Parcs nationaux de la Pendjari et du W, au Bénin, et le projet carbone du Chinko, en République centrafricaine, a été approuvé par Verra en novembre. Au-delà de l'apport de fonds essentiels pour les parcs, les gouvernements et les communautés locales, cela marque aussi une étape importante dans la mise en place de solutions basées sur la nature : un flux de revenus durables aide les parcs à soutenir les actions de conservation et de développement communautaire.

Ci-dessous : Le Parc national de la Garamba, en RDC, abrite diverses espèces de primates, dont le hocheur blanc-nez du Congo (Cercopithecus ascanius) © Marcus Westberg

L'objectif global étant la conservation de 30% de la planète d'ici 2030, il est impératif que l'Afrique dispose d'un vivier de gestionnaires compétents pour administrer les zones protégées et les ressources naturelles, et surtout capables de faire face à des situations de plus en plus complexes. Il existe un certain nombre d'excellentes formations, mais peu recouvrent l'ensemble des éléments qu'exigent les gestionnaires, depuis l'implication des parties prenantes et la planification stratégique jusqu'aux droits humains et la technologie. La longueur des stages pouvant constituer un obstacle, ils ne doivent pas durer plus de six mois sur le terrain – c'est pourquoi African Parks a entrepris de développer un centre de formation à l'intention des gestionnaires dans le Parc national de l'Akagera, au Rwanda. Pour soutenir sa mise en œuvre, nous nous associerons à l'École de conservation de la faune et de la flore (School of Wildlife Conservation) de l'African Leadership University, basée au Rwanda, qui possède les connaissances et les outils nécessaires pour en soutenir la création et le fonctionnement. Il reste énormément à faire et à apprendre, mais cette initiative nous enthousiasme.

LES DÉFIS À RELEVER – En juin, nous avons été informés par l'organisation Survival International d'allégations relatives à des violations des droits humains qui auraient été commises par des écogardes à l'encontre du peuple Baka vivant à proximité du Parc national d'Odzala-Kokoua. Nous avons pris plusieurs



mesures immédiates pour y répondre, notamment en commandant une enquête juridique indépendante (à cette date toujours en cours) sur l'ensemble des plaintes. Nous avons également engagé un anthropologue spécialiste des Baka pour nous aider à mieux comprendre le contexte social des populations indigènes autour d'Odzala et développer une meilleure stratégie de participation des Baka. African Parks a une politique de tolérance zéro pour toute violation des droits humains, et une partie de notre mandat garantit la protection des droits d'usage fondés des communautés locales, comme c'est le cas à Odzala. Nous avons mis en place de nombreuses mesures en ce sens pour prévenir les abus potentiels, les détecter et y remédier s'ils se produisent, notamment des procédures opérationnelles standard vérifiées en externe, des formations régulières aux droits humains, des exigences strictes en matière de rapports, de mécanismes de réclamation, d'audits d'application de la loi et de licenciement potentiel du personnel qui enfreindrait nos codes de conduite ou les lois nationales, par des procédures soit disciplinaires, soit judiciaires.

Au Bénin, nous avons été confrontés cette année à trois nouvelles attaques de militants dans les zones que nous gérons en partenariat avec le Gouvernement béninois. Un incident survenu en septembre a entraîné la mort tragique d'un écocarde et de deux soldats nationaux. L'engagement du Gouvernement à renforcer les capacités de sécurité du pays ainsi que le soutien permanent des

donateurs et autres parties prenantes ont grandement encouragé les gestionnaires du parc à redoubler d'efforts pendant cette période d'instabilité. En mettant l'accent sur la formation continue et spécialisée, sur l'équipement des écocardes et sur les contacts étroits noués avec les communautés locales, lesquelles jouent un rôle essentiel dans la stabilité de la région, nous sommes parvenus à maintenir le cap. Chaque jour apporte son lot de défis, et nous devons constamment réévaluer les risques et les effets de notre présence. Cependant, nous nous engageons à relever ces défis de manière responsable et proactive, car un retrait de cet engagement exercerait des conséquences dévastatrices sur les populations et la biodiversité.

Au Soudan du Sud, les épisodes de pillage du bétail ont donné lieu à de fréquentes escarmouches entre les différentes communautés ethniques. Dans le cadre de ces conflits, l'attaque d'un de nos véhicules, en février, à la limite du Parc national de Badingilo a hélas entraîné la mort d'un ranger du ministère de la Conservation de la faune et du Tourisme (MWCT) et blessé un autre garde et trois contractants d'African Parks. Vu la complexité des tensions ethniques dans ce pays, les équipes des parcs donnent la priorité à l'implication des communautés, avec lesquelles elles collaborent étroitement pour en comprendre la dynamique.

En septembre, nous avons subi une perte tragique,

Ci-dessous : Grâce aux réunions régulières de communication et de sensibilisation des communautés dans et autour du Parc national du W, au Bénin, les besoins des populations locales sont mieux pris en compte © Marcus Westberg



Ci-dessus : Dans le Parc national d'Odzala-Kokoua, au Congo, la clôture anti-éléphants de 20 km de long, fonctionnant à l'énergie solaire, a montré son efficacité pour protéger les cultures © Irene Galera

celle d'un autre écocarde : **Limbani Chidakwa s'est noyé après être tombé dans la rivière Bua alors qu'il poursuivait des chercheurs d'or illégaux dans la Réserve faunique de Nkhotakota, au Malawi.** En conséquence, toutes les équipes d'écocardes susceptibles de devoir nager, même en de rares occasions, suivent actuellement un stage de natation. Sur une note plus encourageante : un homme suspecté dans le meurtre du garde Bendius Amasi, survenu lors d'une altercation avec des braconniers en 2022 dans la Réserve faunique de Majete, au Malawi, a été arrêté en février.

APPRENTISSAGES – African Parks opère dans de nombreux pays, souvent dans des environnements reculés et difficiles. Les responsabilités qui nous sont confiées sont importantes, et nous sommes quotidiennement confrontés à des complexités découlant de la nature multidimensionnelle de notre travail. En tant qu'organisation, nous considérons comme essentiel d'apprendre et de croître – soit en tirant les leçons de nos erreurs et en nous perfectionnant, soit en prenant des initiatives proactives qui concourent à notre meilleure compréhension.

Afin d'évaluer les dispositions des communautés à l'égard des parcs et de la conservation de la biodiversité, nous avons poursuivi dans toutes les zones protégées nos enquêtes sur l'Indice de circonscription pour la conservation (CCI). Obtenus sur la base de 11 700 entretiens, les résultats globaux, avec un score moyen de 61% pour tous les parcs étudiés, sont encourageants. Ils

sont le reflet de perceptions positives quant à l'existence des zones protégées et l'importance de la conservation des ressources naturelles (75% en faveur de la zone protégée), ainsi qu'aux bonnes relations entre les communautés et la gestion du parc (66%). Les attitudes, c'est-à-dire la façon dont les populations locales perçoivent le niveau de représentation et d'inclusion dont elles jouissent, ont obtenu un score de 56%. Les scores plus faibles de 52% pour les bénéficiaires et de 51% pour les coûts reflètent l'insatisfaction quant aux bénéfices retirés du parc (emplois, revenus du tourisme et projets socio-économiques aidés) et les préoccupations concernant les pertes de bétail et de récoltes dues aux conflits homme-faune. Ces informations nous permettent d'affiner nos plans de développement communautaire, d'améliorer nos façons de communiquer, d'instaurer la confiance et d'appréhender les besoins dans tous les domaines où sont engagés le personnel de gestion du parc, les écocardes et les communautés.

Les conflits homme-faune représentent un défi permanent dans les zones protégées où tous résident côte à côte, et nous nous efforçons en permanence de consolider leurs méthodes d'atténuation. Outre les clôtures, les patrouilles et la surveillance de la faune pour réduire ses impacts négatifs sur les populations, les projets alternatifs et la sensibilisation sont des priorités constantes. Ainsi, dans le Parc national d'Odzala-Kokoua, en République du Congo, la clôture de 20 km de long fonctionnant à l'énergie solaire, érigée pour barrer la route aux éléphants dans les zones de culture communautaires,



Ci-dessus : L'un des cinq rhinocéros noirs relâchés dans le Parc national de Zakouma, au Tchad, après avoir été transférés d'Afrique du Sud en décembre © Marcus Westberg

s'est révélée très efficace ; les agriculteurs concernés ont fait part de leur satisfaction. Un fonds d'atténuation auquel contribuent les cultivateurs a été lancé dans le Parc national des plaines de Liuwa, en Zambie : ceux-ci peuvent ensuite demander un remboursement en cas de perte de bétail. Les conflits armés ont également entraîné des pertes de vies humaines dans de nombreux parcs : en mai, un écolier du Parc national de Liwonde a été tué par un buffle qui s'était échappé du parc par une brèche dans la clôture ouverte par un acte de vandalisme ; en juillet, une invasion d'éléphants dans la Réserve de Nkhotakota a entraîné la mort d'un enfant et blessé une femme. Si la priorité va à l'entretien des clôtures, les équipes des deux parcs sensibilisent également les communautés, lors de réunions régulières, à l'impact dévastateur des clôtures vandalisées. Nous sommes toujours en phase d'apprentissage, et nous nous efforçons constamment de nous améliorer et de nous adapter – à la fois à l'aide des méthodes susmentionnées et d'une éducation et d'une sensibilisation continues, toutes cruciales pour la diminution des conflits.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les Parcs nationaux de Boma et de Badingilo, au Soudan du Sud, ont été le lieu de notre plus grande opération de pose de colliers, menée en mars et en avril. Au total, 126 animaux de différentes espèces ont été équipés, au nombre desquels des antilopes, des prédateurs et des éléphants. Cette entreprise de grande envergure présente un intérêt considérable pour la conservation, car elle permet de mieux comprendre les déplacements des espèces dans ce vaste territoire grâce au suivi en direct. Après l'opération

de marquage, un vol de reconnaissance systématique de la zone a été entrepris pour préciser le nombre d'animaux sauvages, au final bien plus important que prévu : selon ces données, les six millions d'antilopes qui la traversent chaque année composent probablement la plus grande migration de ce type sur Terre. Une fois les données étudiées, les chiffres officiels seront annoncés lors d'un événement organisé par les parties prenantes à Juba en 2024.

En juin, seize rhinocéros blancs du Sud ont été transférés avec succès de la réserve privée de Phinda, en Afrique du Sud, vers le Parc national de la Garamba, en RDC.

Ils forment une alternative viable aux rhinocéros blancs du Nord, désormais éteints, et jouent un rôle vital dans l'écosystème. Parmi les autres transferts, citons celui de 14 girafes d'Angola, depuis la Namibie jusqu'au Parc national d'Iona, en Angola. Malheureusement, trois d'entre elles sont mortes de causes naturelles ; cependant, la survie des girafes restantes met en évidence leur capacité à s'adapter aux conditions locales et inaugure la fondation d'une population viable dans le parc. En novembre, dix antilopes addax ont été réintroduites dans la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi, au Tchad, en provenance d'Abu Dhabi.

En décembre, cinq rhinocéros noirs ont été transférés d'Afrique du Sud vers le Parc national de Zakouma, au Tchad, portant leur population à sept individus. Pour se donner de meilleures chances de succès, l'équipe, intégrant les enseignements de la mort de quatre des six rhinocéros transférés en 2018, en a revu le calendrier

et la méthodologie. Les animaux ont été déplacés plus tôt dans la saison sèche, ce qui a permis de prolonger la période précédant la saison des pluies pour s'adapter aux différentes espèces de broutards, et ont bénéficié d'une alimentation complémentaire pendant leur processus d'installation.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Nous avons réexaminé et révisé notre stratégie de développement communautaire afin de créer une base active pour la conservation. Ce cadre non seulement apporte plus de clarté et de structure aux actions communautaires menées dans le parc, mais examine également comment de plus vastes territoires seront gérés – par le biais d'une gouvernance communautaire et d'une planification intégrée de l'utilisation des terres leur conférant une affectation durable au-delà de la zone protégée. Cette stratégie est axée sur le respect des droits d'usage établis, les communautés locales étant les premières bénéficiaires des actions menées dans les parcs.

Dans l'ensemble du portefeuille, près de 300 écoles sont soutenues et 1 132 élèves bénéficient de bourses d'études. Fin 2023, African Parks avait construit un total de 91 bâtiments scolaires. Plus de 30 000 riverains ont été invitées à visiter les parcs pour y être instruites et sensibilisées à la conservation de la biodiversité, dont plus de 24 000 enfants.

Le travail communautaire dans les parcs a continué d'impacter la vie de milliers de personnes : les équipes

Ci-dessous : Le Parc national de l'Akagera, au Rwanda, s'est rapproché de la viabilité financière : 92 % de ses coûts ont été couverts grâce à sa production de revenus, notamment ceux du tourisme © Scott Ramsay

ont organisé plus de 5 700 réunions communautaires qui ont concerné 175 500 personnes, et maintenu ouverts les canaux de communication des différents acteurs de manière à investir dans des actions socio-économiques, l'éducation et les conflits homme-faune. Plus de 22 000 personnes ont bénéficié cette année de programmes de subsistance pérenne soutenues par les parcs, notamment l'apiculture, la pêche, l'agroforesterie, les coopératives de guides et les pratiques agricoles durables, tandis que plus de 70 000 personnes ont été traitées dans les hôpitaux et les cliniques soutenus par African Parks.

GÉNÉRATION DE REVENUS DANS LES PARCS – La génération de revenus dans l'ensemble de notre portefeuille a progressé de manière significative : plus de 12 millions \$US bruts, soit une augmentation de 50% par rapport à 2022. Avec 4,8 millions \$US grâce au tourisme et aux programmes socio-économiques, le Parc national rwandais de l'Akagera est en passe de devenir d'ici 2025 le premier du portefeuille à atteindre une viabilité financière à 100%, avec des recettes égales ou supérieures aux coûts d'exploitation. Pour soutenir cette trajectoire de croissance dans les zones protégées que nous gérons, nous mettons l'accent sur l'amélioration du marketing de destination dédié à l'offre touristique dans chacun des parcs. Des systèmes plus solides des systèmes de revenus et de rapports sont également mis en place pour mieux gérer la génération de revenus. L'autonomisation locale et la formation professionnelle ont joué dans cet ensemble un rôle positif.

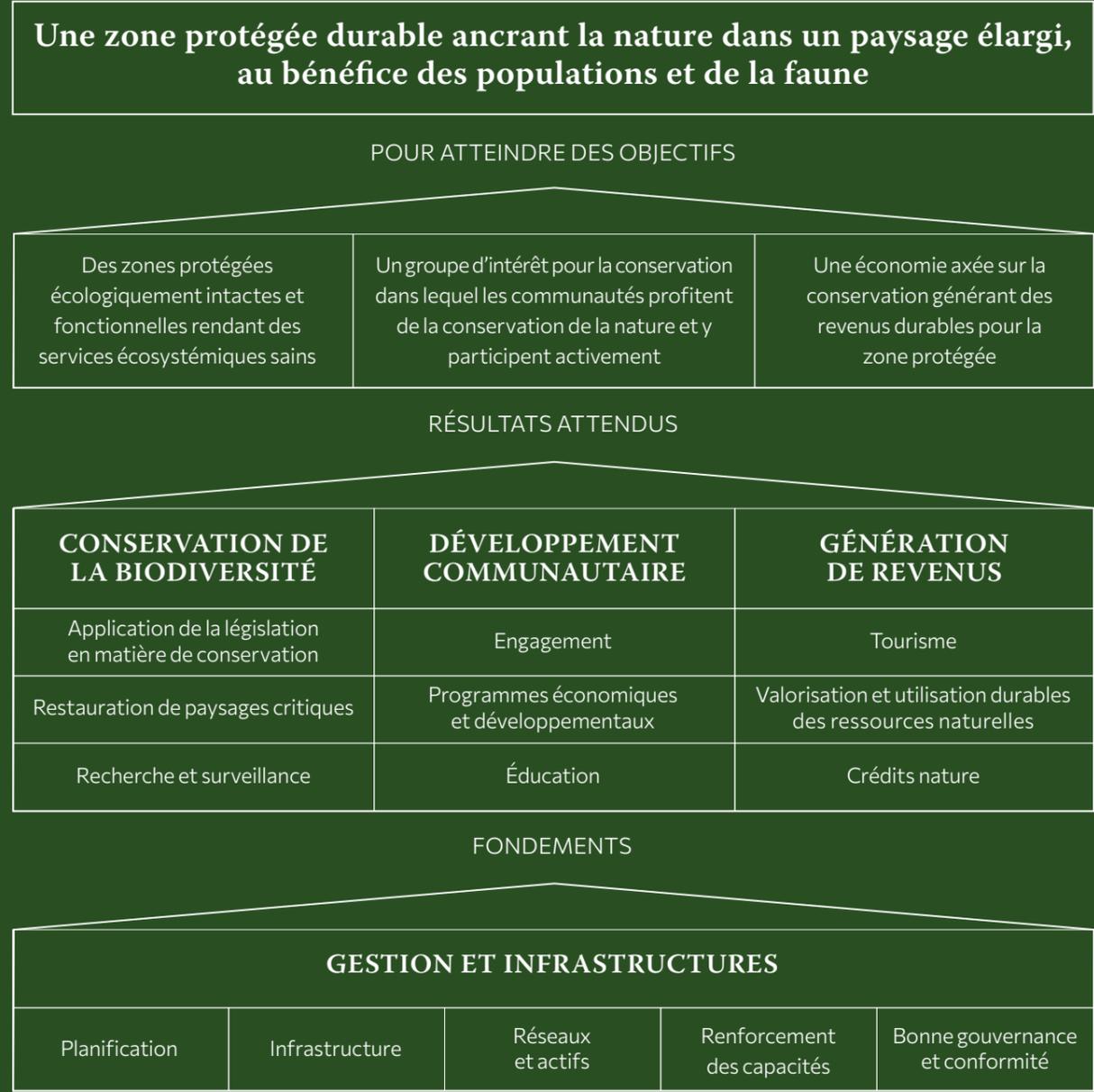


NOTRE MODÈLE

Des zones protégées, dûment restaurées et gérées de manière durable, profitent tant à la population qu'à la faune. Il y a plus de 20 ans, African Parks a été le pionnier du « partenariat public-privé » dans ce domaine. Grâce à ce modèle, nous assumons l'intégralité des activités gestionnaires des parcs et rendons compte à 100% à nos partenaires gouvernementaux, lesquels demeurent les propriétaires et les décideurs. Pour ce faire, nous concluons des accords de partenariat de gestion

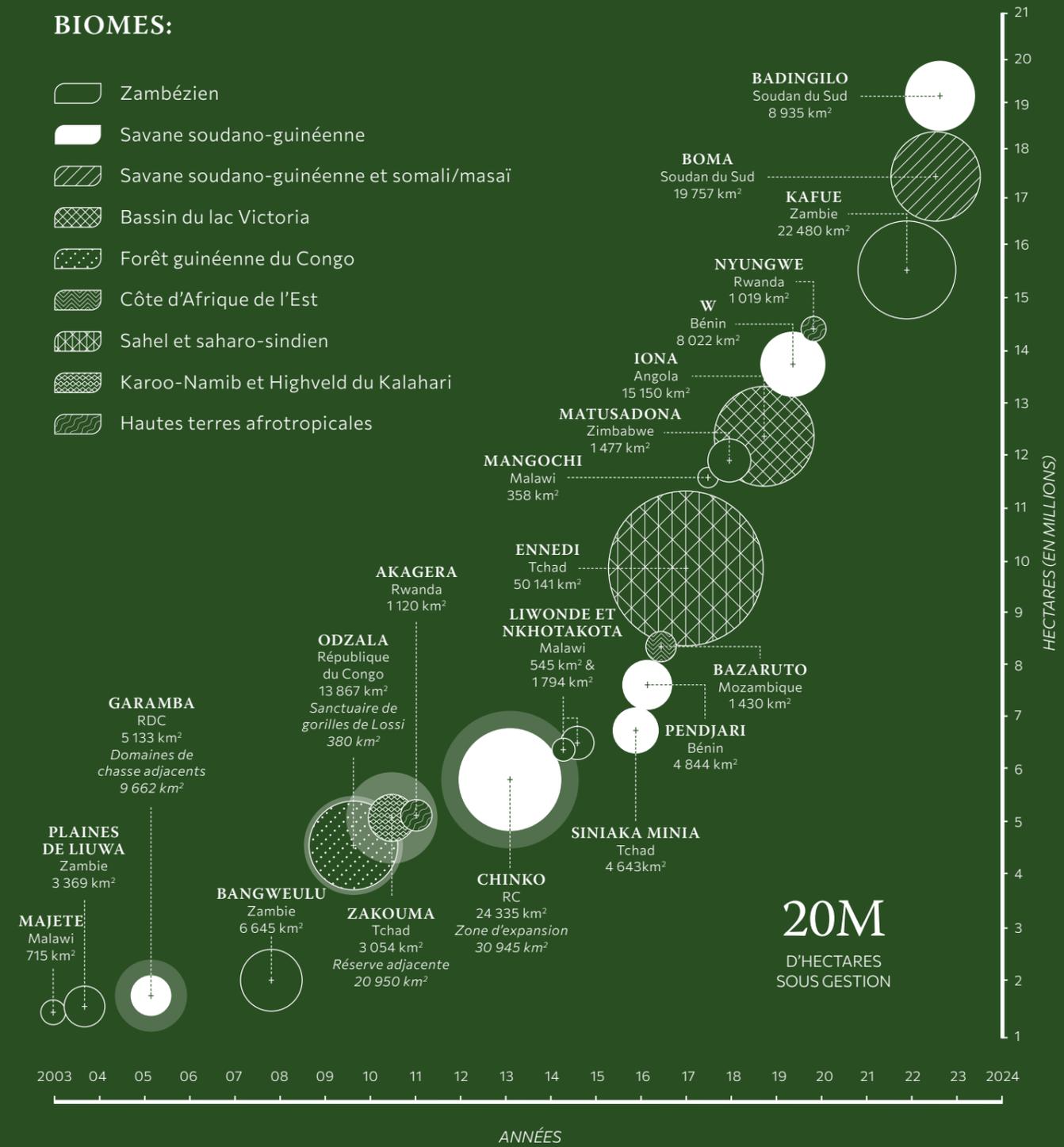
à long terme (les mandats), mettons en place des solutions de financement (les fonds) et mettons en œuvre la gestion sur le terrain (la gestion). Chaque parc dispose de sa propre entité juridique et de son propre conseil d'administration représentant les principaux acteurs à l'échelon local ; nous y établissons trois piliers intégrés, étayés par la gestion et l'infrastructure (ci-dessous), dans le but d'en assurer la durabilité écologique, sociopolitique et financière.

TROIS PILIERS : ACTIONS ET RÉSULTATS



BIOMES:

- Zambézien
- Savane soudano-guinéenne
- Savane soudano-guinéenne et somali/masaï
- Bassin du lac Victoria
- Forêt guinéenne du Congo
- Côte d'Afrique de l'Est
- Sahel et saharo-sindien
- Karoo-Namib et Highveld du Kalahari
- Hautes terres afrotropicales



NOS LIEUX DE TRAVAIL

African Parks administre 22 zones protégées dans 12 pays en partenariat avec des gouvernements et des communautés, assurant ce faisant la gestion efficace de 20 millions d'hectares. Ce portefeuille diversifié englobe 11 des 13 biomes écologiques d'Afrique

continentale. Notre objectif est de gérer durablement, d'ici à 2030, 30 parcs couvrant 30 millions d'hectares, en concourant ainsi à une perspective plus vaste : sécuriser et valoriser à perpétuité 30% des écosystèmes africains et la biodiversité unique qu'ils renferment.

RHINOCÉROS : RETOUR À LA NATURE

CHEF DE PROJET Donovan Jooste

Après avoir acquis le plus grand élevage au monde, African Parks (AP) compte réintroduire les rhinocéros dans des zones protégées sûres et bien gérées à travers l'Afrique.

En raison de difficultés financières, l'élevage privé de rhinocéros en captivité (auparavant connu sous le nom de « Platinum Rhino »), situé dans la province sud-africaine du Nord-Ouest, a été mis aux enchères en avril 2023. Faute d'offres de reprise, les 2 000 rhinos étaient menacés de braconnage et de fragmentation. Compte tenu de son expérience en matière de gestion de zones protégées et de translocation de faune sauvage à grande échelle, comme celles des rhinocéros au Rwanda, au Malawi et en République démocratique du Congo, AP a été sollicité par de nombreux acteurs de la conservation pour leur trouver une solution d'avenir. Fort du soutien du Gouvernement sud-africain, après avoir mené une diligence raisonnable approfondie et obtenu un financement d'urgence, AP a accepté

de se porter acquéreur de la ferme et de ses 2 000 pensionnaires.

Nous avons pris le contrôle opérationnel de la ferme en septembre, à savoir la gestion des rhinocéros, toutes les infrastructures et le personnel associé au projet. La transaction finale a été conclue début décembre, date à laquelle AP est devenu le propriétaire légal de l'ensemble de l'exploitation, avec un objectif clair : réintroduire les rhinos dans la nature au cours des dix prochaines années, dans des zones bien gérées et sécurisées d'Afrique. Nous espérons que l'implantation de nouvelles populations stratégiques et le renforcement des populations existantes permettront d'assurer l'avenir de l'espèce.

Pour supprimer progressivement le programme d'élevage et ré-ensauvager les rhinocéros, il faudra transférer en moyenne annuelle 300 d'entre eux dans et hors d'Afrique du Sud. Les premières de ces réintroductions sont prévues pour mi-2024.

Les rhinocéros sont une espèce-clé qui, une fois replacée dans des zones protégées, contribue à la santé des écosystèmes : en broutant, ils façonnent les prairies, ce qui améliore le cycle des nutriments, réduit la vitesse de propagation des incendies et favorise les habitats d'autres espèces. Ils contribuent également au stockage du carbone en maintenant les écosystèmes.

UNE ENTREPRISE PAR ÉTAPES

Le projet Rhino Rewild comporte trois phases principales :

- **Phase de sauvetage** : achat et gestion en continu de la ferme, jusqu'à l'achèvement du processus de ré-ensauvagement
- **Phase de ré-ensauvagement** : transfert des rhinocéros vers des sites sûrs et adéquats en Afrique
- **Phase de renouvellement** : veiller à ce que les sites d'accueil restent viables grâce à une gestion efficace d'AP et d'autres organisations partenaires.

Nos priorités sont d'abord allées au bien-être des rhinocéros et aux améliorations à apporter aux infrastructures – logements, clôtures, chemins ruraux... – à même d'assurer l'efficacité des opérations. Les équipes de gestion étudient actuellement avec des experts comment alimenter au mieux les rhinos. Moderniser l'ensemble nécessite d'améliorer la gestion des données et de renforcer les systèmes de sécurité

et de reconnaissance spatiale. Au total, 103 personnes gèrent le projet, et leur effectif devrait passer à 120 en 2024.

Fin 2023, les phases finales du cadre préliminaire pour le ré-ensauvagement, qui sera examiné puis analysé par des spécialistes des rhinos, étaient quasiment achevées. Il orientera African Parks tout au long du retour à la nature des 2 000 animaux : il faudra en effet prendre en compte les éléments nécessaires à la sélection des zones récipiendaires, aux processus de prise de décision et aux structures de gouvernance. Un comité consultatif sera également mis en place pour guider le projet et émettre des avis sur les points principaux.

OBJECTIFS POUR 2024

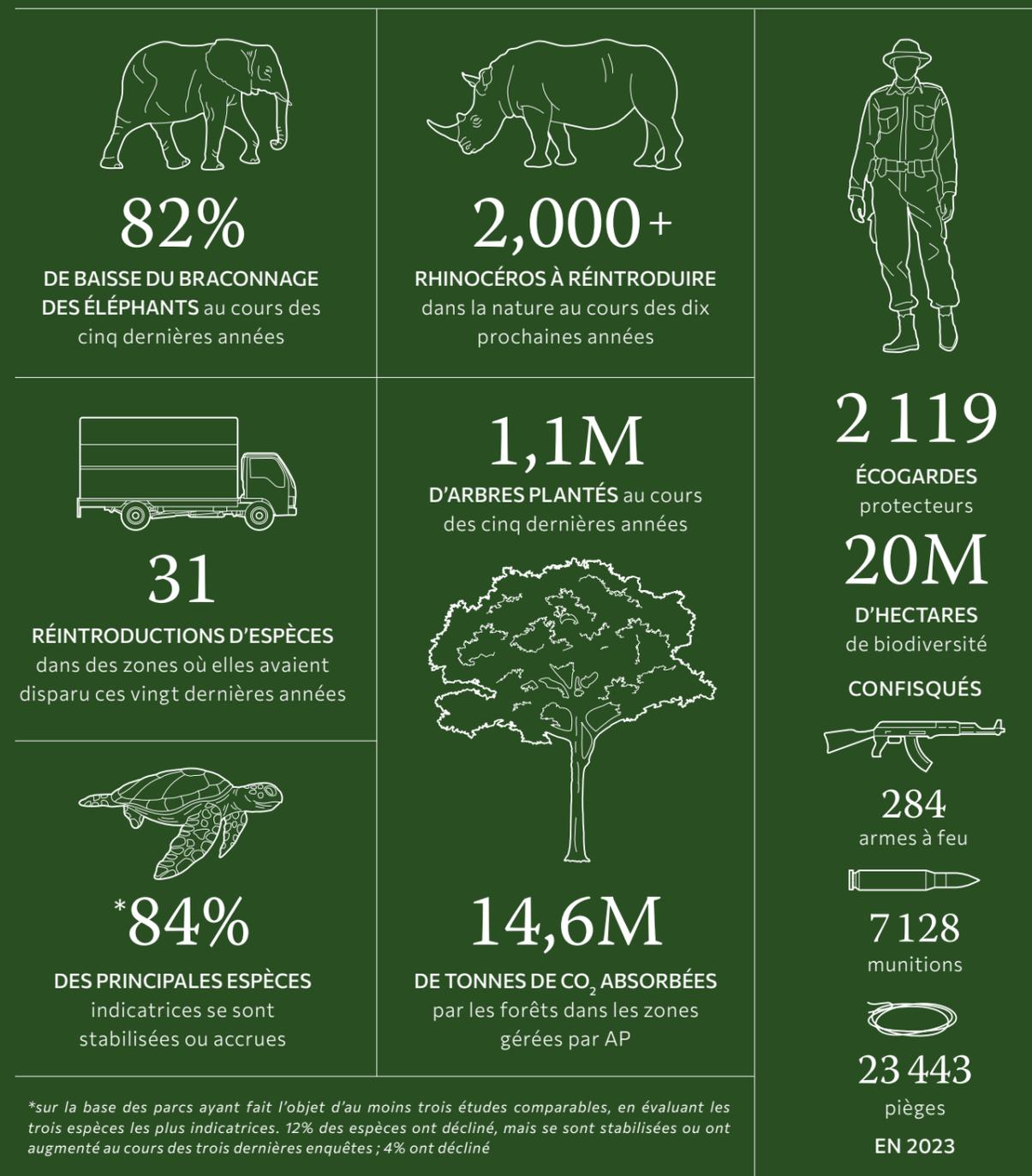
- Mettre en place un comité consultatif
- Ré-ensauvager 250 rhinocéros conformément au cadre ad hoc
- Contacter des zones récipiendaires potentielles pour 2025
- Achever tous les travaux d'entretien des infrastructures et d'améliorations du site
- Assurer en continu les soins aux rhinocéros

En Afrique du Sud, au sein du plus grand élevage de rhinos en captivité, les rhinocéros blancs du Sud attendent d'être transférés dans des zones protégées sûres et bien gérées à travers l'Afrique, dans le cadre d'une stratégie de conservation à l'échelle du continent © Brent Stirton

NOTRE IMPACT EN QUELQUES CHIFFRES

African Parks (AP) gère ses parcs de manière efficace en vue d'effets positifs durables, par le biais de partenariats à long terme aptes à protéger les services écosystémiques, consolider les avantages socio-économiques et instaurer la sécurité et la gouvernance. Nous examinons ici notre impact, et les domaines dans lesquels nous avons renforcé notre capacité sur le long terme à sauvegarder la biodiversité au profit des populations et des espèces sauvages.

DURABILITÉ ÉCOLOGIQUE Des écosystèmes sauvages fonctionnels sont indispensables à la survie de l'humanité. Nos chiffres montrent comment nous renforçons la résilience écologique dans les parcs sous notre gestion.



**sur la base des parcs ayant fait l'objet d'au moins trois études comparables, en évaluant les trois espèces les plus indicatrices. 12% des espèces ont décliné, mais se sont stabilisées ou ont augmenté au cours des trois dernières enquêtes ; 4% ont décliné*

DURABILITÉ SOCIO-POLITIQUE Des parcs bien gérés, venant en appui de services écosystémiques salubres pour soutenir les moyens de subsistance, la santé et l'éducation des communautés, améliorent la vie de milliers d'individus et contribuent à créer une base solide pour la conservation au sein de la population locale.





LES PARCS

ANGOLA	24
26 Parc national d'Iona	
BÉNIN	28
30 Parc national de la Pendjari	
32 Parc national du W	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	34
36 Chinko	
TCHAD	38
40 Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi	
42 Parc national de Zakouma et Réserve faunique de Siniaka Minia	
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	44
46 Parc national de la Garamba	
MALAWI	48
50 Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi	
52 Réserve faunique de Majete	
54 Réserve faunique de Nkhotakota	
MOZAMBIQUE	56
58 Parc national de l'archipel de Bazaruto	
RÉPUBLIQUE DU CONGO	60
62 Parc national d'Odzala-Kokoua	
RWANDA	64
66 Parc national de l'Akagera	
68 Parc national de Nyungwe	
SOUDAN DU SUD	70
72 Parc national de Badingilo et Parc national de Boma	
ZAMBIE	74
76 Zones humides de Bangweulu	
78 Parc national de Kafue	
80 Parc national des plaines de Liuwa	
ZIMBABWE	82
84 Parc national de Matusadona	



Parc national
d'Iona

ANGOLA

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Institut national pour la conservation de la biodiversité (INBC)



African Parks a signé en 2019 un accord de gestion à long terme sur le Parc national d'Iona avec le ministère angolais de l'Environnement (MINAMB) et l'Institut national de la biodiversité et de la conservation (INBC). Le MINAMB est en charge de la formulation, de l'exécution et du contrôle de la politique de protection environnementale : qualité de l'environnement, contrôle de la pollution, biodiversité terrestre et aquatique, zones de conservation, amélioration du patrimoine naturel, utilisation des ressources naturelles renouvelables. L'INBC, quant à lui, assure la mise en œuvre de la politique de conservation de la biodiversité et la gestion du système national des zones de conservation. L'actuelle ministre du MINAMB est Mme Ana Paula Chantre Luna de Carvalho, et M. Miguel Xavier est l'actuel directeur général de l'INBC.

PARC NATIONAL D'IONA

15 150 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

DIRECTEUR DU PARC : PEDRO MONTERROSO

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Rob Walton,
Fondation Wyss, Legacy Landscapes Fund

PARTENAIRE CLÉ International Conservation Caucus Foundation (ICCF)



EN MARCHÉ VERS LA TRANSFORMATION – Situé en bordure de la Zone de conservation transfrontalière angolaise reculée d'Iona-Côte des squelettes, le Parc national d'Iona se situe dans une région où flore et faune sont fortement endémiques. Depuis 2019, son équipe de gestion œuvre à la conservation et la restauration de son patrimoine emblématique. Dans ce cadre, une population fondatrice de girafes d'Angola (*Giraffa giraffa angolensis*) a été réimplantée cette année dans son aire de répartition historique.

En partenariat avec la Giraffe Conservation Foundation, nous avons lancé une étude de faisabilité, ainsi qu'une enquête auprès des communautés résidant dans et autour du parc pour définir leur positionnement vis-à-vis de cette réintroduction – et obtenu un résultat positif, la majorité des habitants se montrant très réceptifs à la présence des girafes et à leur potentiel touristique.

En juillet, 14 girafes d'Angola âgées de trois à cinq ans ont été transférées à Iona depuis une ferme privée de Namibie. D'abord placées dans un enclos ad hoc où leur état et leur niveau de stress ont été étroitement surveillés, elles ont ensuite été relâchées dans le

parc, à proximité du lit d'une rivière où le fourrage est abondant. Au cours de la période d'adaptation suivant leur libération (environ deux mois cruciaux), trois décès ont malheureusement été enregistrés. Bien que leurs causes précises n'aient pu être identifiées, il a été établi qu'il s'agissait de morts naturelles et non provoquées par l'homme. Depuis lors, 21 observateurs de la faune formés à cet effet – des membres des communautés locales connaissant parfaitement la flore et la faune insulaires – ont poursuivi leur surveillance des 11 girafes restantes, et aucun autre décès n'a été enregistré. Leur survie, leur résilience et leur adaptabilité mettent en évidence l'implantation réussie d'une population viable de l'espèce, permettant d'espérer le succès à long terme d'un tel transfert et la restauration globale des processus écologiques et des écosystèmes du parc. D'autres translocations de girafes sont prévues pour 2024, et il pourrait même être envisagé de réintroduire des rhinocéros noirs dans les années à venir afin de redonner à ce parc du désert sa gloire historique.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'étude aérienne achevée en juin – la première conduite depuis 2019 – , qui a recensé 11 espèces, a marqué une étape essentielle : celle d'une meilleure évaluation de notre impact sur les effectifs des populations au fil du temps. Les premiers colliers posés en septembre sur seize springboks, huit zèbres et huit oryx ont livré par le biais de leurs données GPS des informations importantes sur les déplacements de la faune, ses zones de pâturage, ses couloirs privilégiés et ses réactions aux perturbations causées par l'homme. Les 60 pièges photographiques placés dans des zones stratégiques constituent quant à

eux une source primordiale de données sur les espèces insaisissables.

Les recherches lancées cette année nous apportent des connaissances précieuses et renforcent les liens avec nos partenaires : citons ainsi l'étude sur les oiseaux aquatiques menée en partenariat avec Wetlands International (qui a dénombré plus de 55 000 cormorans du Cap), une thèse sur l'écologie alimentaire des prédateurs et une participation au projet MENA (Molecular Ecological Network Analysis) sur l'ADN électronique, dont les premiers résultats obtenus à partir d'échantillons d'eau ont permis de détecter 21 espèces.

Après la formation de base de tous les écogardes, l'équipe chargée de l'application de la loi relative à la conservation a été restructurée, et les stratégies perfectionnées. Les 21 observateurs de la faune ayant rejoint l'équipe en janvier ont renforcé la révision et l'amélioration des processus de surveillance grâce aux compétences acquises au cours de l'année. Suite à l'opération menée conjointement avec le groupe multisectoriel de surveillance et de sécurité maritime de la municipalité de Tômbwa, il a été mis fin à la pêche illégale au large de la côte d'Iona. Lors d'une intervention autour d'Ilha dos Tigres (île des Tigres), il a été effectué 52 arrestations ; six bateaux ont été confisqués ainsi que plus de 20 tonnes de requins, raies manta, poissons, tortues, phoques et divers oiseaux aquatiques – une avancée majeure dans la sensibilisation et la lutte contre la pêche illégale au large de la côte sud de l'Angola.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – En 2023, priorité a été donnée à collecter informations et commentaires en vue de la mise en place d'un plan d'aménagement du territoire : lors de consultations avec dix groupes communautaires, plus de 900 membres ont participé à la cartographie et aux discussions sur les parcours de migrations saisonnières du bétail, les points d'eau, les aires sacrées, etc. Des contacts ont également été pris avec les autorités traditionnelles, les communautés, les gouvernements provinciaux, les ONG et des organismes du secteur privé. Il a également été réalisé une étude sur le pastoralisme afin de mieux cerner les migrations du bétail et l'utilisation des ressources du parc ; de même, un rapport sur le recensement

communautaire de 2022 a montré qu'un peu plus de 6 500 personnes résidaient à l'intérieur et en périphérie immédiate du parc.

Il a été accordé vingt bourses d'enseignement, et le soutien à deux écoles primaires s'est poursuivi avec la fourniture de plus de 31 000 repas individuels. Quinze enseignants de trois localités ont reçu une éducation à l'environnement à l'aide d'un nouveau manuel. Des artisans produiront et vendront leurs produits à l'Association communautaire d'art et d'artisanat nouvellement créée.

GÉNÉRATION DE REVENUS – L'addition de 12 agents positionnés aux trois portes d'entrée du parc a permis à Iona d'améliorer grandement l'accueil de ses visiteurs, la supervision des mouvements de véhicules et le contrôle des entrées/sorties des touristes, ainsi que la connaissance et le respect de sa réglementation. Le parc a également développé sa gestion et ses rapports sur les recettes et autres données. Il a reçu un total de 2 620 visiteurs, dont 1 641 (63%) étaient des ressortissants angolais, et perçu environ 18 361 \$US de recettes, soit presque le triple du chiffre de 2022.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le nouveau siège, à Pediva, a bien avancé. Six tours radio VHF/LoRa ont été érigées, mais l'installation intégrale du système a été reportée à début 2024. Une étude complète sur l'amélioration et l'entretien des routes a été réalisée. L'entretien des principales artères du parc a commencé, ce qui a déjà permis de réduire de plus d'une heure le temps de trajet entre la capitale provinciale, Moçâmedes, et la base d'opérations temporaire d'Espinheira, au centre du parc.

OBJECTIFS POUR 2024

- Mettre en œuvre le plan d'occupation des terres
- Achever le QG de Pediva et y emménager
- Renforcer la population de girafes et préparer la réintroduction des rhinocéros
- Entamer la mise en œuvre du plan de développement touristique
- Renforcer les relations avec les fonctionnaires namibiens pour les actions de conservation transfrontalières



2,5 millions \$US investis
dans l'économie locale
(salaires compris)



1 641 visiteurs
locaux



14 girafes d'Angola
réintroduites

Parc national
de la Pendjari



Parc national du W

BÉNIN

GOVERNEMENT PARTENAIRE

Gouvernement du Bénin



En 2017, le Gouvernement du Bénin a signé un accord avec African Parks pour réhabiliter et développer le Parc national de la Pendjari, puis, en 2020, celui du W-Bénin. La restauration de ces parcs s'inscrit dans le cadre du programme d'investissement national « Révéler le Bénin ». José Tonato, ministre du Cadre de vie et des Transports, chargé du développement durable, Abdel Aziz Baba-Moussa, directeur général du Centre national de gestion des réserves de faune (CENAGREF), et Achille Houssou, directeur général de l'Agence nationale de promotion des patrimoines et de développement du tourisme (ANPT), ont joué un rôle déterminant dans ce partenariat.

PARC NATIONAL DE LA PENDJARI

4 844 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

DIRECTEUR DU PARC : HABTEYESUS M. TADESSE

PRINCIPAUX DONATEURS Elephant Crisis Fund (ECF), Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA), Fondation Wyss, Gouvernement du Bénin, Lion Recovery Fund (LRF) du Wildlife Conservation Network, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), US Fish and Wildlife Service (USFWS), Wildcat Foundation

PARC NATIONAL DU W

8 022 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2020

DIRECTEUR DU PARC : ABDEL-AZIZ BELLO

PRINCIPAUX DONATEURS Elephant Crisis Fund (ECF), Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA), Fondation Wyss, Gouvernement du Bénin, Lion Recovery Fund (LRF) du Wildlife Conservation Network, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), US Fish and Wildlife Service (USFWS), Wildcat Foundation



MAINTENIR LE CAP DANS LE COMPLEXE WAP –

Le Parc national de la Pendjari fait partie du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), qui est l'un des derniers refuges d'envergure de l'Afrique de l'Ouest, non seulement pour la biodiversité mais aussi pour des milliers de personnes. Du fait de l'extension au Bénin et au WAP des activités militantes au Sahel au cours de la dernière décennie, huit membres du personnel d'African Parks ont tragiquement perdu la vie, ainsi qu'un certain nombre de fonctionnaires et de soldats béninois, entre 2022 et 2023. Face à cette menace grandissante, African Parks a dû prendre une décision difficile : poursuivre ou non ses opérations à long terme dans le WAP.

Face au risque de nouvelles pertes en vies humaines et à l'escalade des coûts de gestion dans ce contexte, elle n'a pas été facile à prendre. Cependant, il est tout aussi essentiel de reconnaître l'importance écologique des zones protégées et le rôle que joue un parc efficacement géré dans la gouvernance locale et l'affermissement de la stabilité régionale. Par conséquent, le mandat de gestion a donné lieu à des discussions approfondies

avec le gouvernement, tandis que nous échangeons avec nos donateurs quant à leur résolution de poursuivre leur concours au projet, et avec les équipes sur le terrain sur leur souhait de continuer à œuvrer dans des circonstances aussi extrêmes. Tous ont reconnu la gravité des défis à relever, mais également soutenu unanimement la poursuite des opérations. African Parks a été critiqué pour son maintien dans la Pendjari et le W ; cependant, les coûts sociaux, économiques et environnementaux de son départ seraient considérables. La bonne gouvernance et le respect des lois nationales sur la conservation contribuent à la stabilité et à la sécurité, ce qui permet une gestion durable des ressources naturelles et le développement socio-économique.

Aujourd'hui, quelque 650 emplois permanents et des milliers d'emplois temporaires sont occupés par les habitants de la Pendjari et du W. Des milliers de membres des communautés peuvent accéder légalement et durablement aux ressources naturelles, y compris à la pêche, à la chasse et au pâturage. Les parcs aident les écoles situées en périphérie, dispensent des prestations vétérinaires aux propriétaires de bétail et mènent de vastes actions de soutien. Chaque jour présente de nouveaux enjeux et les risques doivent être constamment réévalués et encadrés, mais nous nous engageons à relever ces défis de manière responsable et proactive, car nous désengager pourrait exercer des effets dévastateurs sur les populations locales, la biodiversité, et le Bénin.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Dans le cadre de la surveillance des éléphants et du bétail, une étude aérienne a été réalisée le long de la limite sud-est de la Pendjari. Il a été relevé un empiètement important de l'agriculture et du bétail aux environs de Séri et de Mékrou, et plus de 300 éléphants ont été recensés dans ces secteurs. Le nombre total d'éléphants équipés de colliers se monte désormais à 25. Deux éléphants ont été braconnés ainsi que trois autres animaux (rouan, potamochère et babouin). Vingt-trois cas de conflits homme-faune ont été enregistrés, dont 20 concernaient des éléphants, et 37 personnes ont été indemnisées. Les programmes de gestion et d'atténuation des conflits homme-faune ont été coordonnés avec le Parc national du W, ce qui a permis de renforcer le soutien de la communauté.

Une formation spécialisée comprenant un stage tactique avancé, du pistage, la vision nocturne, la détection d'engins explosifs improvisés, une formation médicale poussée et des cours de natation a renforcé la capacité des écocardes à opérer en toute sécurité dans des zones où la sécurité est hautement menacée. Tous ont par ailleurs reçu une formation aux droits de la personne.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les 116 séances de sensibilisation organisées par les 12 animateurs communautaires de la Pendjari ont concerné 4 712 personnes. Les trois écoclubs supplémentaires nouvellement créés portent leur total à 13, avec 400 membres actifs. Le centre de santé de Batia a reçu un bloc sanitaire et 150 moustiquaires. Un projet pilote de pâturage durable est en cours de développement dans les zones de chasse, et 12 834 plants ont été semés dans les zones communautaires en périphérie du complexe.

Au total, 768 hectares de champs de coton et de soja des Zones d'occupation contrôlée (ZOC) – zones tampons au sud-ouest de la Pendjari – ont été convertis en modèles d'agriculture biologique et durable. Il a été formalisé quatre coopératives locales (transformateurs d'huile végétale et apiculteurs), créant ainsi des micro-entreprises autour du parc. 49 ruches supplémentaires ont été colonisées, et 203 ruches productives sont maintenant gérées par 82 apiculteurs. La campagne annuelle de vaccination a permis de vacciner 15 203 têtes de bétail appartenant à 232 éleveurs, ce qui a renforcé l'implication communautaire et

réduit le risque de transmission de maladies des animaux domestiques à la faune sauvage.

GÉNÉRATION DE REVENUS DU PARC – En raison de la situation sécuritaire, les activités liées au tourisme et à la chasse sont restées suspendues en 2023. Dans l'intervalle, les infrastructures ont été maintenues au lodge et dans d'autres sites touristiques, de manière à les rendre opérationnelles dès que le tourisme reprendra. Des réunions sont régulièrement organisées entre les guides touristiques locaux et les équipes de gestion du parc et du lodge. L'audit carbone REDD+ (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement) a été achevé et approuvé : la formalisation du projet et le développement des mécanismes de gestion de la part communautaire des revenus du carbone au Bénin sont en cours.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le siège, les 26 logements des écocardes et le camp d'entraînement ont été modernisés. Le réseau VHF, qui couvre actuellement 80% du complexe de la Pendjari et joue un rôle majeur dans toutes les opérations au sol, a été pleinement opérationnel tout au long de l'année. Un cinquième site a été construit pour le réseau LoRa. La Pendjari a entretenu sa clôture électrique de 96 km le long de la ZOC, ainsi qu'une ligne de clôture électrique longue de 14 km dans les boma. Quelque 50 km de routes ont été rénovés avec de la latérite, et 18 galeries et ponceaux ont été construits afin d'améliorer l'accès en toute saison à la base opérationnelle du parc. Six points d'eau ont été perfectionnés pour permettre à la faune d'y accéder en permanence.

OBJECTIFS POUR 2024

- Améliorer la communication et la capacité d'application de la loi en matière de conservation afin de garantir la sécurité de ces activités
- Renforcer la conservation du guépard et de l'antilope tiang pour réduire leur risque d'extinction
- Mettre en œuvre le plan d'utilisation des terres dans les ZOC pour un meilleur développement communautaire
- Soutenir les activités génératrices de revenus pour renforcer les relations locales



Soutien à
23 écoles



5,2 millions \$US des dépenses du parc investis dans l'économie locale (y compris les salaires)



138 pièges photographiques posés pour étudier les grands carnivores



UNE STRATÉGIE POUR UNE GESTION RESPONSABLE –

Le Parc national du W (PNW) est une composante essentielle du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), l'un des plus grands écosystèmes encore intacts d'Afrique de l'Ouest. Les activités militantes ont toutefois poursuivi leur expansion dans la région ces dernières années, culminant en 2022 avec la mort tragique de sept membres du personnel d'African Parks et d'un soldat béninois suite à une attaque à l'aide d'engins explosifs improvisés (EEI). Les incidents qui se sont succédé depuis lors ont entraîné la mort d'un écolier en 2023, ainsi que celle de plusieurs fonctionnaires et soldats béninois. Après des discussions réfléchies, et avec le soutien du Gouvernement, des donateurs et du personnel du parc, nous avons décidé de poursuivre les opérations dans la région. Nos équipes ont donc entamé l'année 2023 avec la volonté de relever les défis de manière proactive et responsable.

À la suite de ces attaques dévastatrices, la gestion du PNW a été réévaluée. Nous avons relocalisé tout le personnel non essentiel pour assurer sa sécurité, et annulé les opérations dans les zones menacées. La circulation routière a été réduite ; les écoliers ont reçu une formation supplémentaire pour identifier les EEI, et suivi une session spéciale apte à renforcer la sécurité, et raffermir la confiance et le climat général. Plus important encore, un partenariat étroit et positif a été privilégié

et maintenu avec les communautés locales, dont le rôle est primordial en matière de sécurité régionale. Le gouvernement a en outre déployé l'armée le long des frontières avec le Burkina Faso et le Niger pour réduire d'autres infiltrations de militants dans les parcs. Pour que ces solutions fonctionnent, il est crucial de parvenir à la coordination et la clarté des rôles et des responsabilités entre African Parks et le gouvernement : notre gestion des parcs est axée sur la conservation de la biodiversité, la sauvegarde des ressources naturelles, la diminution des activités illégales menaçant la faune et la poursuite des actions de développement communautaire, tandis que les forces de sécurité béninoises œuvrent à assurer la sécurité nationale et à apaiser les tensions sociopolitiques.

Aujourd'hui, les communautés locales jouent toujours un rôle fondamental en participant à la sécurité régionale, démontrant ainsi leur engagement envers les valeurs du gouvernement et du parc. Malgré la situation sécuritaire, aujourd'hui améliorée grâce aux efforts de l'armée nationale, les activités gestionnaires du parc sont passées de 30% en janvier à 80% en juin, sans qu'aucun autre incident grave ne soit venu à ce jour affecter le personnel, les infrastructures ou la faune.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les colliers satellitaires posés sur quinze éléphants, un lion et deux bubales permettront de mieux comprendre leurs déplacements. Un éléphant errant dans la région de Sinende (environ 130 km au sud du parc) puis équipé d'un collier GPS est revenu quelques mois plus tard dans le WAP-Bénin. Quatorze animaux appartenant à six espèces différentes ont été braconnés, dont deux éléphants. Le nombre de conflits homme-faune a augmenté

cette année, avec 140 cas enregistrés ; en collaboration avec le Parc national de la Pendjari, les programmes de gestion et d'atténuation des conflits homme-faune mis en œuvre ont indemnisé 147 victimes. Trente-trois nouveaux écoliers ont suivi la formation de base des gardes de terrain, portant à 178 le nombre des agents de patrouille sur la zone. D'autres formations spécialisées ont également été organisées, portant notamment sur les droits de la personne. Conformément au plan de gestion de l'environnement, 16 035 plants ont été semés aux limites du parc et dans les écoles avoisinantes.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Un atelier communautaire s'est tenu avec les différents acteurs, afin de partager les résultats de la mise en œuvre du plan annuel de développement communautaire ; ses recommandations ont été intégrées dans le plan 2024. Les 2 168 réunions de communication et de sensibilisation organisées par 16 facilitateurs communautaires ont permis de toucher 45 201 personnes, y compris des chefs de village, des autorités coutumières et des responsables de groupes socioprofessionnels, et d'améliorer la communication et la compréhension de leurs besoins. Une parcelle de 5 ha de fourrage de panicaut a été étendue pour soutenir la restauration des zones de pâturage entourant le W. Treize puits communautaires ont été réhabilités dans le parc, plus de 16 000 plants ont été semés dans son périmètre et dans les écoles primaires avoisinantes, et 25 000 bovins appartenant à 653 éleveurs ont été vaccinés pour réduire les risques de transmission des maladies du bétail à la faune sauvage.

Le programme de cantine scolaire lancé cette année fournit des repas à 5 976 écoliers dans 25 écoles. Neuf instituteurs communautaires ont rejoint le programme de soutien à l'éducation en périphérie du parc, ce qui porte à 25 leur nombre dans 22 écoles. Au total, 872 écoliers ont reçu du matériel pédagogique, tandis que 3 160 élèves et 174 enseignants de 77 écoles ont participé à l'éducation à l'environnement. Il existe actuellement 18 clubs nature comptant 402 membres actifs. Des associations génératrices de revenus ont été formalisées en coopératives, en matière notamment de transformation des huiles végétales, d'apiculture, de pêche et de fruits du baobab, dont 130 personnes ont récolté cinq tonnes. Quarante-et-un apiculteurs exploitant 50 ruches ont

produit 97 litres de miel biologique, tandis que 45 pêcheurs et 20 poissonniers ont bénéficié de permis et engrangé une prise totale de 16 tonnes.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Les activités touristiques dans le complexe WAP ayant été suspendues, les efforts se sont polarisés sur des activités alternatives génératrices de revenus. Les quatre principales sont l'apiculture, la karité, la pêche et les produits du baobab, la majeure partie de ces revenus allant aux communautés et le reste au parc. Les huiles de balanite et de margousier ont également généré des recettes.

La marque Pur des produits fabriqués par le PNW, avec spécification commune des produits « Pendjari », a été mise à jour et soumise à l'autorité nationale. Pour la promouvoir, le parc a participé à trois foires : Porto Nomad à Porto Novo (juillet), le festival Bénin Barbecue à Cotonou (juillet) et le festival de l'igname à Abomey-Calavi (août).

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES –

Le développement des infrastructures s'est axé sur la base opérationnelle d'Alfakoara : citons la construction de 12 salles pour le personnel, 15 pour les agents d'application de la loi et six tours de guet. Le nouveau hangar pour hélicoptères augmentera la capacité interne de gestion des opérations aériennes. Deux répéteurs VHF ont été reconstruits, portant la couverture du parc à 80% – un élément indispensable à la conduite d'actions sécurisées, efficaces et bien coordonnées sur le terrain. Le soutien aérien a été assuré quotidiennement par un hélicoptère, un avion ultraléger à voilure fixe et un Cessna 182, des outils essentiels pour la conservation assurant une surveillance continue et un positionnement sûr des équipes sur le terrain.

OBJECTIFS POUR 2024

- Renforcer la flotte aérienne et terrestre, ainsi que le système de communication et de suivi
- Restaurer la gestion complète du PNW en synergie avec le gouvernement
- Renforcer la gestion du reboisement
- Entreprendre une enquête aérienne sur la faune
- Donner la priorité aux contacts avec les communautés marginalisées et les jeunes



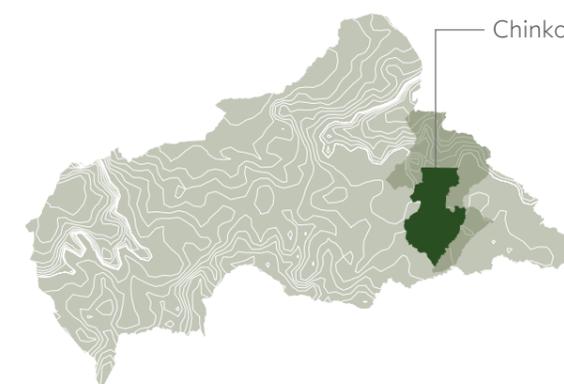
64 écoles
soutenues



2 168 réunions
communautaires avec
45 201 participants



178 écoliers
protègent
6 959 km²



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Ministère des Eaux et Forêts



En 2014, African Parks a reçu le mandat de gérer le Chinko en partenariat avec le ministère des Eaux et Forêts, qui détient la responsabilité principale de la gestion durable des ressources forestières, des opérations forestières commerciales et de la gouvernance des parcs nationaux centrafricains. Ce mandat, actualisé et revitalisé, a été signé en avril 2020. Le ministre est M. Gervais Mbata.

CHINKO

24 335 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2014

Ensemble de l'entité : 30 945 km²

DIRECTEUR DU PARC : JEAN BAPTISE MAMANG-KANGA

PRINCIPAUX DONATEURS Groupe Bel, Elephant Crisis Fund (ECF), Rainforest Trust, Fondation Rob Walton, Union européenne, USAID, Wildlife Conservation Network's Lion Recovery Fund (LRF)



CRÉER UNE SOLUTION POUR LA COEXISTENCE –

Le Chinko est une vaste étendue de savane et de forêt tropicale intacte s'étendant sur plus de 64 000 km² en République centrafricaine (RCA). Lorsque, en 2014, African Parks s'est associé au Gouvernement centrafricain pour le gérer, les effets du changement climatique et l'utilisation non durable des ressources naturelles en avaient fortement dégradé l'écosystème. En saison sèche, les éleveurs nomades le traversaient en direction du sud, en provenance d'un Sahel vidé et de plus en plus ravagé par les conflits ; en quête de nouveaux pâturages, ils incendiaient la végétation et tuaient les prédateurs menaçant leur bétail. Selon une étude réalisée en 2017, les populations de grands félins ainsi que la plupart des grands animaux sauvages du Chinko avaient diminué de plus de 80% sur une période de cinq ans, et il demeurait moins d'une centaine d'éléphants. En outre,

les tensions entre les communautés sédentaires locales et les éleveurs transhumants allaient s'intensifiant.

Pour trouver une solution mutuellement bénéfique à cette situation intolérable, le parc a mis en place une planification participative de l'utilisation des terres et recruté des intermédiaires pour la transhumance (agents Tango) issus de ces communautés d'éleveurs. Bien au fait de leurs besoins, les Tango œuvrent avec eux à valoriser et mettre en place des pratiques de pâturage durables.

Ces interventions ont permis de faire respecter les couloirs et limites du parc, et les éleveurs comme les communautés sédentaires font état d'une amélioration de la sécurité de leurs familles et de leur bétail. La zone libre de bétail et de toute dégradation de l'habitat est passée d'environ 5 000 km² à près de 25 000 km², et la faune sauvage est en constante augmentation. Compte tenu de son succès au Chinko, ce modèle est maintenant reproduit par African Parks au Bénin et au Tchad, ainsi que par d'autres organisations de conservation en République centrafricaine.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les données obtenues grâce aux pièges photographiques de

la zone centrale de conservation du Chinko (CCA) y ont confirmé la présence d'éléphants et d'hippopotames, ainsi qu'une population d'herbivores en constante augmentation, comprenant notamment l'éland géant, le buffle d'Afrique du Centre-Ouest et le cobe de Defassa. Il est l'habitat idéal d'espèces en transition tels le bongo, l'hylochère et le céphalophe à dos jaune, et, selon les chiffres, abrite les populations protégées de ces espèces les plus importantes au monde. Alors même que la population de lions a massivement décliné et s'est éteinte localement dans certaines régions en raison d'un pastoralisme incontrôlé, on observe ici une augmentation de leurs effectifs et une expansion de leur aire de répartition. Le Chinko comprend désormais une zone de protection du lion de 15 000 km². Environ 250 lycas ont également été recensés, les vastes étendues du Chinko constituant l'un des derniers endroits d'Afrique à leur offrir l'espace nécessaire pour prospérer.

Au cours de l'année, l'équipe chargée de l'application de la loi a été formée à la navigation fluviale, au renforcement des capacités, au pistage, à la sensibilisation des communautés, aux droits de la personne et aux mécanismes de plainte, à la communication et aux premiers secours.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – En 2023, de nouveaux accords ont été signés avec les communautés périphériques se trouvant en accord avec la proposition du plan d'occupation des terres, y compris la création du Parc national du Chinko. Les trois nouveaux Groupes de consultation sur le développement local en portent le total à 18 : ces structures villageoises stimulent le développement local et servent de point d'ancrage pour l'aménagement du territoire. Des manifestations régulières de sensibilisation et des réunions trimestrielles ont renforcé le lien entre le Chinko et les communautés.

Soixante-quinze mineurs artisanaux ont été formés aux pratiques minières responsables, quatre nouveaux groupes d'agriculteurs aux méthodes durables de culture du manioc, de l'arachide et du maïs, 380 personnes aux techniques de maraîchage, 118 apiculteurs à la production de miel et 200 pêcheurs à la pisciculture durable selon la méthode « acadja », pour laquelle le Chinko couvre les frais de mise en place et de fonctionnement. Quatre réserves

de pêche communautaires ont été créées le long des principales rivières de la RCA orientale pour développer le rendement. Six clubs d'éducation à l'environnement ont été créés, auxquels participent 126 jeunes. L'équipe du développement communautaire a rédigé un guide d'éducation à l'environnement, Mon Chinko, distribué et employé dans 30 écoles primaires, et formé les membres de 60 associations villageoises d'épargne et de crédit à la gestion d'activités génératrices de revenus.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Suite à la réussite de l'audit de certification REDD+ (Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts), le Chinko a reçu de Verra des crédits carbone dont la vente a généré 1,5 million \$US : ces sommes seront attribuées à la gestion durable de l'ACC, 270 000 \$ étant alloués au Fonds communautaire du Chinko et 400 000 au Gouvernement de la RCA. L'approvisionnement du Chinko en aliments comme la farine de manioc, le riz, les feuilles de manioc séchées, le café, le beurre d'arachide et la viande stimule l'économie locale et renforce le lien entre le parc et les communautés. À l'issue de sa troisième saison, le Camp Chinko a employé 10 personnes de communautés voisines du CCA.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Au total, 842 km de routes dans le CCA et 346 km à l'extérieur, ainsi que sept pistes d'atterrissage, ont été entretenus ou construits. La construction du centre communautaire de Rafai a été achevée. Les quatre nouveaux bateaux rendront possibles les patrouilles fluviales. Les nouveaux bâtiments du siège du Chinko comprennent une cuisine, des logements pour le personnel et des sanitaires.

OBJECTIFS POUR 2024

- Classer le Chinko dans la catégorie « parc national »
- Continuer à œuvrer à l'extension de la zone centrale en gérant activement 35 000 km²
- Mettre en œuvre le plan d'utilisation des terres par le biais de projets pilotes
- Signer des baux pour des concessions de pêche et de chasse avec des partenaires à long terme
- Acheter au moins 50% de la nourriture du Chinko auprès des communautés



Des milliers d'éleveurs en transhumance et leurs familles se déplacent chaque année vers le sud en direction du Chinko pour y trouver des pâturages et se mettre en sécurité. Ils y rencontrent des agents de la transhumance Tango qui les soutiennent et les sensibilisent. © Marcus Westberg



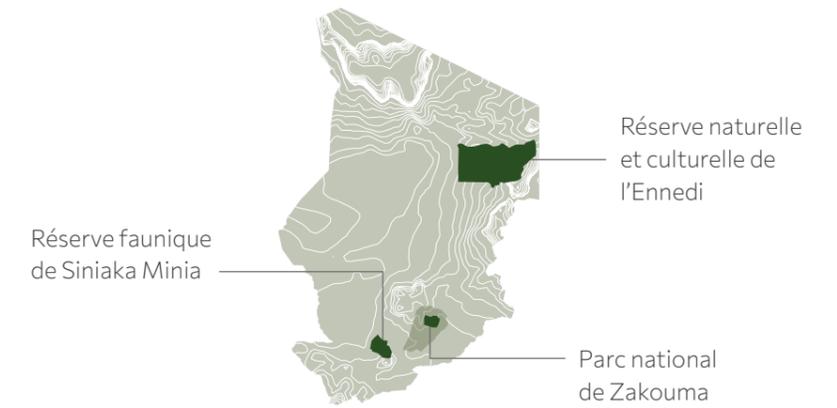
Faire croître la faune de **20% par an**



29 220 km² couverts par 80 agents de transhumance Tango, touchant 17 951 éleveurs pastoraux



24,600 km² libérés de toute activité illégale



TCHAD

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

République du Tchad



Le ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement durable (MEPDD) est l'autorité tchadienne de gouvernance des aires protégées avec laquelle African Parks a signé des accords de gestion concernant le Grand Écosystème de Zakouma (qui comprend le Parc national de Zakouma et la Réserve faunique de Siniaka-Minia), la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi et le Projet Aouk. En 2010, le ministère et African Parks ont signé un accord de gestion public-privé sur Zakouma, suivi en 2017 d'un accord de 10 ans pour le développement de l'Écosystème fonctionnel de Zakouma et d'un accord de 15 ans pour la création, le financement et la gestion de la Réserve de l'Ennedi. Le MEPDD est représenté par son ministre, M. Mahamat Abdelkerim Hanno.

RÉSERVE NATURELLE ET CULTURELLE DE L'ENNEDI

50 141 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

DIRECTEUR DU PARC : ISSAKHA GONNEY GUIRKI

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Segré, Stichting Natura Africae, Fondation Rob Walton, Union européenne

PARC NATIONAL DE ZAKOUMA

3 054 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

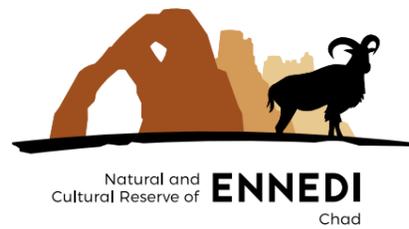
RÉSERVE FAUNIQUE DE SINIAKA MINIA

4 643 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

Réserve faunique de Bahr Salamat : 20 950 km²

DIRECTEUR DU PARC : CYRIL PÉLISSIER

PRINCIPAUX DONATEURS Dhanam Foundation, Elephant Crisis Fund (ECF), Stichting Nieuwgeluk Philosophy, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), Wildlife Conservation Network's Lion Recovery Fund (LRF), Union européenne



RESTAURATION D'UN ÉCOSYSTÈME DÉSERTIQUE

– Dans les grottes et sur les roches érodées qui parsèment le Plateau, les anciens habitants de l'actuelle Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi (ENCR) réalisèrent, il y a des milliers d'années, des peintures représentant une multitude d'êtres humains et d'animaux, telles des autruches à cou rouge – le plus grand oiseau vivant – et de belles antilopes addax. Si cet art rupestre préhistorique témoigne d'une époque où la région était humide et luxuriante, les sources d'eau pérennes de l'Ennedi préservent toujours un nombre et une diversité étonnants d'animaux sauvages. Au milieu du XXe siècle, le braconnage et les conflits régionaux ont hélas éradiqué de nombreuses espèces, tels la girafe, l'addax, l'oryx et l'autruche à cou rouge.

Dans le souci de rétablir des espèces ayant précédemment disparu de ce territoire, il a été

réintroduit un groupe pilote de dix addax depuis Abu Dhabi, en partenariat avec le Gouvernement tchadien, Sahara Conservation et l'Agence de l'environnement d'Abu Dhabi. Autrefois présent en grand nombre, l'addax, actuellement en danger critique d'extinction, revient progressivement au Tchad et, pour la première fois depuis les années 1970, arpente le paysage désertique de l'Ennedi. D'autres réintroductions, dont l'objectif ultime est de constituer dans la région une population saine et viable de plus de 500 individus d'addax et d'oryx – une étape essentielle pour assurer la survie à long terme de ces espèces et restaurer l'écosystème de l'Ennedi – se poursuivront jusqu'en 2024.

Le retour des addax fait suite à celui des autruches à cou rouge, transférées en 2021 du Parc national de Zakouma. En novembre 2023, les 20 poussins à cou rouge aperçus courant derrière leurs parents portent la population à plus de 50 oiseaux, soit le double de celle de décembre 2022, et cinq nids ont été découverts à la fin de l'année. La réserve abrite désormais 33 adultes et 27 poussins, dont neuf à la ferme d'autruches de Sougounaw, à Fada. Les équipes spécialisées d'éco-moniteurs qui suivent quotidiennement les addax et les autruches fournissent des données importantes sur leur bien-être et la planification de futurs programmes

du même type. Avec ces deux réintroductions réussies, l'équipe de Fada a posé des bases solides pour la poursuite du ré-ensauvagement à l'ENCR.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Dans un souci d'analyse de la flore et la faune de l'Ennedi sera élaboré un inventaire de la biodiversité, partant des résultats d'une étude aérienne de la faune sauvage et domestique, de pièges photographiques et d'autres enquêtes. L'accord signé entre l'Ennedi et le chef du canton d'Archida vise à assurer la protection de la biodiversité autour de la Guelta d'Archei, qui abrite la dernière population de crocodiles du désert d'Ennedi.

L'équipe chargée de l'application de la législation en matière de conservation a parcouru plus de 50 000 km lors de patrouilles motorisées, à dos de chameau et à pied qui ont permis de réduire les activités illégales : seules deux arrestations ont été effectuées cette année. Elle a suivi notamment un stage d'échange et de renforcement des capacités avec des collègues du Grand Zakouma. La salle de contrôle de Fada ayant commencé à fonctionner 24/7, toutes les patrouilles et les équipes sur le terrain peuvent être désormais étroitement surveillées. Le département d'analyse de l'information, actuellement en cours de déploiement, améliorera pour sa part l'efficacité de toutes les missions des écogardes.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – L'un des principaux enjeux consiste à promouvoir l'éducation des enfants et à impliquer les communautés locales dans la conservation et la biodiversité. Un projet innovant a été lancé en ce sens : le camion pédagogique baptisé « Les Petits Mouflons » parcourt l'Ennedi pour les sensibiliser à la protection de l'environnement, en particulier dans les zones où l'enseignement formel est peu répandu. Il a effectué depuis son lancement, cet été, six missions auprès d'un millier de personnes avec un retour d'information positif. Les instituteurs ont été formés à l'éducation environnementale, de manière à pouvoir intégrer dans le programme national d'enseignement primaire le manuel élaboré par l'équipe et aborder des thèmes tels que la biodiversité, l'archéologie, la gestion des déchets et les ressources naturelles. Le projet de jardinage à Fada s'est poursuivi :

les femmes des localités voisines cultivent notamment des pastèques, des laitues, des tomates, des oignons, de l'ail, des piments et de l'oseille.

GÉNÉRATION DE RECETTES – Le patrimoine archéologique exceptionnel de l'Ennedi est au cœur du plan de développement touristique. En 2023, suite à 14 missions de prospection archéologique, 421 nouveaux sites ont été classés, dont 68 d'importance majeure. La découverte d'art rupestre ancien entraîne des responsabilités : des plans sont ainsi élaborés avec l'Unesco pour mettre en place une stratégie de protection efficace. La construction du camp d'Oundoubah, dont l'achèvement est prévu en 2024, vise à améliorer l'expérience globale des visiteurs. Le département du tourisme a organisé avec succès plusieurs « camps de mouflons » dans un lieu reculé, à l'intention de partenaires en visite dans la réserve. Pour améliorer la visibilité de l'Ennedi dans la région, il a été conçu des brochures et des livrets informatifs détaillant sa faune, sa flore et son patrimoine.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Plusieurs infrastructures importantes ont été achevées en 2023 ; la rénovation de la ferme d'autruches de Sougounaw à Fada, notamment, bénéficie directement au programme de réintroduction des autruches. Des améliorations ont également été apportées au campement des écogardes, et six habitations destinées au personnel ont été achevées.

OBJECTIFS POUR 2024

- Mettre en place le plan d'utilisation et de gestion des terres
- Zéro braconnage d'autruche ni d'addax ; nouvelles réintroductions prévues en 2024
- Achever l'étude de faisabilité pour le transfert de girafes
- Veiller à la pleine opérabilité du plan de développement touristique à Oundoubah
- Poursuivre le renforcement des capacités du personnel par le biais d'ateliers et de programmes d'échange entre parcs programmes



Les dix antilopes addax réintroduites à l'Ennedi sont un premier pas vers le rétablissement de cette espèce, disparue dans la région depuis les années 1970 © Marcus Westberg



10 addax réintroduits



2 400 personnes atteintes par le camion éducatif « Les Petits Mouflons »



1 135 sites archéologiques répertoriés



RÉINTRODUIRE DES ESPÈCES AUTREFOIS DISPARUES – À eux trois, le Parc national de Zakouma, la Réserve faunique de Siniaka Minia (SMWR) et celle de Bahr Salamat composent le Grand Écosystème de Zakouma (GZE). Depuis 2010, date à laquelle le Gouvernement tchadien a invité African Parks à gérer Zakouma, la faune sauvage a augmenté grâce à l'amélioration des stratégies d'application des lois sur la conservation et à l'implication des communautés. Le tourisme a connu une résurgence, et le GZE est devenue le plus grand employeur de la région : l'ensemble de ces facteurs a contribué à créer un environnement favorable à la réintroduction d'espèces clés.

En décembre, cinq rhinocéros noirs ont été transférés d'Afrique du Sud. Forte des enseignements tirés de la perte de quatre des six rhinocéros réintroduits en 2018, qui ont guidé le calendrier et le mode d'action de cette année, l'équipe a opté pour une réintroduction plus tôt dans la saison sèche, une plus longue période avant

les pluies pour permettre aux différentes espèces de brouteurs de s'adapter, et un meilleur accès à une alimentation supplémentaire pendant le processus d'installation. Les changements saisonniers critiques ont fait l'objet d'une attention spécifique des services vétérinaires.

Avant la réintroduction, l'équipe du développement communautaire du GZE s'est attachée à sensibiliser la population à l'importance écologique des rhinocéros et aux risques qui y sont associés. Cinq jours après leur arrivée, les premiers rhinos ont été libérés de leur enclos temporaire, et les autres ont suivi à intervalles réguliers. La surveillance quotidienne étant essentielle à leur sécurité et à leur acclimatation, des émetteurs radio et satellite ont été fixés sur chacun d'eux avant leur libération, permettant ainsi aux 11 pisteurs spécialisés dans leur suivi de surveiller leurs mouvements quotidiennement. La réintroduction a jusqu'à présent été un succès : ces rhinos noirs se sont bien habitués à leur nouvel environnement, ce qui porte à sept le nombre total d'individus à Zakouma. En conséquence, de futures réintroductions sont planifiées, dans l'espoir qu'une population prospère puisse exister à nouveau dans le GZE.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Diverses espèces dans le GZE ont été équipées de colliers,

notamment neuf éléphants, cinq lions, quatre antilopes tiang, neuf girafes, un rouan et un bubale. Des échantillons génétiques de crocodiles ont été prélevés dans la rivière Salamat pour étudier leur diversité génétique ainsi que la connectivité de leur habitat. Aucun rhinocéros ou éléphant n'a été braconné dans le GZE au cours de l'année. Au total, 63 pièges photographiques étaient actifs à Zakouma fin 2023, dont 21 à Siniaka Minia.

La saison des pluies relativement peu abondante a conduit à une sécheresse au cours de l'année, aggravée par des feux de brousse qui ont été contrôlés grâce au plan de gestion des incendies. Quatre pisteurs de rhinocéros ont reçu une formation approfondie au pistage dans le Parc national de l'Akagera, au Rwanda, tandis que l'équipe chargée de la translocation des rhinocéros et de la recherche/surveillance s'est rendue au Zimbabwe pour se former à la capture de la faune sauvage. Un pilote du Parc national de Gonarezhou, au Zimbabwe, a passé une semaine à Zakouma pour former des pilotes au suivi aérien des rhinocéros à l'aide de la télémétrie VHF.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Quatre équipes efficaces de sensibilisation à la transhumance (équipes PeriFerrick) ont organisé 533 sessions auxquelles ont participé 30 746 personnes. Leur objectif est de nouer des contacts étroits avec les communautés pastorales en les informant sur les passages sûrs et l'accès à la nourriture, à l'eau, aux fournitures de base et aux médicaments. Elles jouent également le rôle de négociateurs non armés en cas d'activités illégales et contribuent à atténuer les conflits homme-faune.

Au total, 6 820 personnes ont visité le Camp Dari, un campement où les communautés locales et les étudiants tchadiens reçoivent gratuitement une éducation à l'environnement. Deux écoles ont été construites : l'une à Ibir, aux alentours de Zakouma, et l'autre à Koubi, en périphérie de Siniaka Minia. Dans le cadre du soutien à l'éducation du GZE, deux associations d'enseignants reçoivent des contributions directes pour les salaires de 26 instituteurs et le matériel scolaire. Dans un souci d'encourager l'éducation et l'alphabétisation des filles,

443 bourses d'études leur ont été octroyées, dont 300 et 143 respectivement aux alentours de Zakouma et Siniaka Minia. Grâce à toutes ces interventions, 2 480 élèves ont été scolarisés en 2023 avec l'appui d'African Parks.

Deux groupements et 39 coopératives agricoles de 914 membres apportent un soutien actif au développement de la chaîne de valeur des produits du cru. Les villages autour de Siniaka Minia ont produit 462 litres d'huile de balanite (datte du désert) et 176 kilos de beurre de karité, et récolté 584 kilos de légumes et 1 192 de miel.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Au total, 402 nuitées ont été vendues au Camp Nomade et 1 242 au Camp Tinga. L'impact économique local du GZE pour 2023 comprend l'emploi à plein temps de 292 ressortissants tchadiens ayant perçu un total de 1,4 million \$US en salaires et primes annuelles, tandis que l'appel aux prestataires de services et l'achat de biens produits localement ont rajouté 1,4 million \$US supplémentaire.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – La loi rangeant Siniaka Minia dans la catégorie des parcs nationaux a été adoptée par le Conseil national de transition le 26 décembre 2023 : sa dénomination de « réserve faunique » en « parc national de Siniaka Minia (PNSM) », ce qui rehausse son statut de protection. 2023 a vu le démarrage de la construction du nouveau siège du PNSM. Deux nouveaux plans d'urgence médicale rapide sont désormais en place à Zakouma et au PNSM. Le nouveau bâtiment au siège de Zakouma pourra héberger 18 membres du personnel, et près de 900 km de routes ont été construits ou entretenus à Zakouma.

OBJECTIFS POUR 2024

- Développer un siège fonctionnel au PNSM pour des opérations quotidiennes efficaces
- Maintenir à zéro le braconnage des éléphants et des rhinocéros
- Obtenir l'approbation du gouvernement pour le plan de développement touristique
- Veiller au bon fonctionnement des mécanismes de réclamations



Les sources d'eau pérennes de Zakouma, sanctuaire d'une quantité d'espèces sauvages, sont des lieux de reproduction inestimables pour les oiseaux migrateurs © Marcus Westberg



5,9 millions \$US de dépenses du parc investis dans l'économie locale (y compris les salaires)



6 820 personnes des environs ont visité le Camp environnemental de Dari



0 éléphant braconné depuis 2016



Parc national
de la Garamba

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)



L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) est une entité publique placée sous la tutelle du ministère de l'Environnement et du Développement durable, en charge de la gestion durable de la biodiversité dans les aires protégées de la RDC en coopération avec des communautés locales et d'autres partenaires. L'ICCN gère un patrimoine naturel et culturel composé de neuf parcs nationaux et d'un réseau de 80 réserves couvrant plus de 13% de la superficie du pays. La collaboration d'African Parks avec l'Institut a débuté en 2005 dans le Parc national de la Garamba. Le directeur général de l'ICCN est M. Yves Milan Ngangay.

PARC NATIONAL DE LA GARAMBA

5 133 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2005

Domaine de chasse adjacent 9 662 km²

DIRECTEUR DU PARC : PHILIPPE DECOOP

PRINCIPAUX DONATEURS Barrick Gold Corporation, People's Postcode Lottery, Union européenne, USAID, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), US Fish and Wildlife Service (USFWS), Wildcat Foundation



LE TRANSFERT DES RHINOCÉROS POUR DES ÉCOSYSTÈMES SALUBRES

– Étape importante vers la restauration de l'équilibre écologique et de la biodiversité du Parc national de la Garamba : on attend des 16 rhinocéros blancs du Sud transférés avec succès d'Afrique du Sud en juin 2023 qu'ils s'adaptent et jouent le même rôle que les rhinocéros blancs du Nord, aujourd'hui disparus.

La Garamba, qui abritait autrefois plus de 20 000 éléphants et des milliers d'autres espèces, a souffert de nombreuses années du braconnage mené par des rebelles et des braconniers d'ivoire ayant entraîné, au tournant du siècle, une chute vertigineuse de la faune sauvage. L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) ayant invité African Parks, en 2005, à participer à la gestion de la Garamba, il a été mis en œuvre de nouvelles méthodes réformant l'application de la loi sur la conservation, et la stabilité est progressivement revenue dans le parc et ses environs. Ce n'est qu'en 2018, cependant, qu'une réduction notable du braconnage des éléphants a été constatée, et en 2020 que leurs effectifs

ont enfin commencé à croître. Le développement d'actions socio-économiques dans et autour de la Garamba, qui présentent aux populations d'autres sources de revenus, et l'application efficace de la loi sur la conservation ont permis de réduire les activités illégales et concrétisé les avantages de la stabilité, tant pour la faune que pour les hommes.

Aujourd'hui, le parc bénéficie d'une protection efficace et la réintroduction des rhinocéros est devenue une réalité. L'extinction fonctionnelle du rhinocéros blanc du Nord et sa disparition de la région ont modifié l'habitat de la Garamba : les « gazons par pâturage » qu'il entretenait ont disparu ; or ils constituaient une source vitale de subsistance ainsi qu'un habitat pour de nombreux autres herbivores, tout en jouant par ailleurs un rôle essentiel dans la maîtrise des brasiers en tant que coupe-feu naturel. Selon des études de faisabilité approfondies, on attend de son substitut génétique le plus proche, le rhino blanc du Sud, qu'il remplisse la même fonction vitale pour la salubrité des écosystèmes tout en instaurant un autre nœud de reproduction et, au final, la conservation de l'espèce sur le continent.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – La surveillance permanente par pièges photographiques effectuée depuis 2021 dans les trois Domaines de chasse cernant la Garamba permettent de documenter la faune sylvoicole et d'estimer les populations d'espèces-clés tels les chimpanzés. Au total, 21 caméras sont actuellement déployées sur trois sites prioritaires de

suivi des chimpanzés. Les autres espèces observées sont le bongo, le pangolin à petites écailles, le pangolin géant, l'hylochère, l'oryctérope du Cap et le céphalophe. La population de girafes du Kordofan, en danger critique d'extinction, a de nouveau dépassé le taux de croissance attendu : 82 individus étaient dénombrés fin 2023, contre 65 fin 2021. Le recensement démographique de 2023 des éléphants indique une population stable. Vingt-deux d'entre eux ont été équipés de colliers, portant ce total à 35 ; ces données permettent d'identifier leurs aires de prédilection. Notre base de données historique, riche de 1,6 million de points de données provenant de 183 colliers et de 143 individus depuis 2009, est l'un des plus vastes fichiers de données continues existant sur cette espèce.

À l'issue de la formation de base des écogardes de terrain, 39 nouveaux venus ont été affectés principalement à la surveillance et à la garde des rhinocéros. Les cinq chimpanzés confisqués à des trafiquants illégaux de faune sauvage (deux en 2022 et trois en 2023) ont été transférés avec succès à un centre de réhabilitation pour primates.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les 238 cultivateurs formés dans le cadre du programme Farmer Field School (FFS) ont créé leurs propres réseaux agricoles, diffusant ainsi leurs nouvelles pratiques agroécologiques, tandis que 764 autres ont entamé leur première année de formation FFS en matière d'agriculture durable, de cultures maraîchères et vivrières. En outre, 685 élèves issus de 29 écoles primaires ont suivi un programme FFS pour juniors. Cette année, le Camp Dungu d'éducation à l'environnement a accueilli 823 stagiaires. Les 350 séances de sensibilisation à l'environnement ont été suivies par 13 116 membres des communautés. Plusieurs réunions ont été organisées avec les principaux dirigeants au sujet de l'afflux de pasteurs dans la zone-tampon, tandis que 360 émissions ont été diffusées sur des stations de radio des communautés, pour sensibiliser ces dernières sur les pratiques de brûlis et les alternatives agroécologiques, la reforestation, la réintroduction des rhinocéros, etc.

L'hôpital de Nagero, soutenu par African Parks, et le poste sanitaire de Gangala ont traité 10 564 personnes, et la clinique mobile a soigné 8 662 villageois de 31 villages

isolés de la Garamba. Des présentations pédagogiques ont entretenu 4 610 patients sur divers sujets, notamment les maladies sexuellement transmissibles.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Cette année, les recettes de la Garamba ont été les plus élevées depuis son passage sous la gestion d'African Parks. Principalement axé sur le tourisme, le Plan de développement commercial a été révisé et complété dans le but d'axer le développement des infrastructures et le marketing autour du secteur touristique. Un nouveau directeur commercial a été recruté, et le directeur adjoint du Garamba Lodge a suivi une formation de deux mois à l'Akagera.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Nature+ a signé un protocole d'accord avec la Garamba avec l'objectif de développer trois projets pilotes de reboisement dans les zones les plus touchées par la déforestation. La Garamba a représenté African Parks et l'ICCN à la deuxième Conférence internationale des ministres sur la transhumance transfrontalière du Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC), tenue à Yaoundé. Les représentants des gouvernements, les experts techniques et les donateurs originaires de sept pays ont débattu des plans d'investissement aptes à gérer durablement les mouvements de transhumance entre le Sahel et la partie nord du bassin du Congo. Le parc a fait ses adieux à John Barrett qui, en sept années au poste de directeur général, l'a guidé à travers des temps difficiles tout en contribuant à affermir la stabilité régionale.

OBJECTIFS POUR 2024

- Poursuivre l'électrification de Dungu et Nagero avec des mini-réseaux solaires
- Mettre en œuvre la phase II du projet de réintroduction du rhinocéros blanc du Sud
- Améliorer le renforcement des capacités nationales grâce à des offres de formation diversifiées
- Établir entre deux et quatre zones minières désignées hors du parc pour permettre aux mineurs illégaux d'exploiter les mines en toute légalité
- Élaborer et mettre en œuvre un plan d'occupation des terres



Suite à la disparition du rhinocéros blanc du Nord, 16 rhinocéros blancs du Sud ont été transférés en juin à la Garamba dans un but de réintroduction de l'espèce dans la région © Frank Weitzer



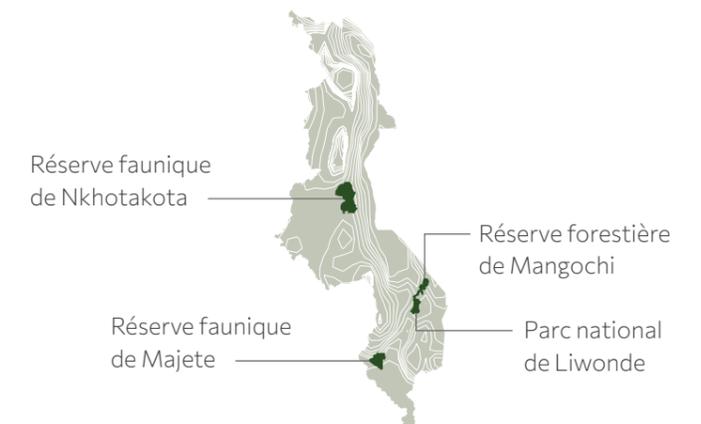
16 rhinocéros blancs du Sud transférés



19 226 personnes traitées en 2023 dans les structures sanitaires soutenues par AP



399 clients, dont 45% de petites entreprises, connectés à un mini-réseau solaire



MALAWI

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Département des parcs nationaux et de la faune du Malawi (DNPW)



Le partenariat conclu avec le DNPW en 2003 concernant la Réserve faunique de Majete est le plus ancien d'African Parks (AP). Le DNPW gère et conserve les ressources fauniques, et administre la Loi sur les parcs nationaux et la faune. En 2015, African Parks et le DNPW ont signé un accord concernant la Réserve faunique de Nkhotakota et le Parc national de Liwonde, et en 2018 pour la Réserve forestière de Mangochi. AP s'est associé au Département des forêts, et tous les accords ont été facilités par la Commission des partenariats public-privé. L'actuel directeur du DNPW est M. Brighton Kumchedwa.

PARC NATIONAL DE LIWONDE ET RÉSERVE FORESTIÈRE DE MANGOCHI

903 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

DIRECTEUR DU PARC : DAVE ROBERTSON

PRINCIPAUX DONATEURS People's Postcode Lottery, Fondation Rob Walton, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), WWF Belgium, Fondation Wyss

RÉSERVE FAUNIQUE DE MAJETE

715 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

DIRECTEUR DU PARC : JOHN ADENDORFF

PRINCIPAUX DONATEURS People's Postcode Lottery, WWF Belgique, Fondation Wyss

RÉSERVE FAUNIQUE DE NKHOTAKOTA

1794 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

DIRECTEUR DU PARC : DAVID NANGOMA

PRINCIPAUX DONATEURS People's Postcode Lottery, Fondation Rob Walton, UBS Optimus Foundation, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), WWF Belgique, Fondation Wyss



CONSERVATION DES LYCAONS À LIWONDE – Dans le cadre du projet d'expansion de l'aire de répartition des lycaons, le Parc national de Liwonde a reçu huit des 14 lycaons transférés d'Afrique du Sud en juillet 2021, la Réserve faunique de Majete ayant accueilli les six autres. Les deux premières années, la meute de Liwonde a connu quelques pertes dues à des causes naturelles, à un rythme prévisible, mais également donné naissance à deux belles portées de chiots ; en 2022, elle comptait 18 individus. Cependant, en novembre de cette année-là, les colliers GPS des adultes ont cessé d'émettre et l'équipe de recherche a découvert toute la meute sans vie. Victime d'un braconnage brutal, elle a été empoisonnée sans discernement.

La direction du parc a pris des mesures immédiates pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent, notamment par des cours de recyclage à même de sensibiliser les écogardes aux empoisonnements

et le dialogue avec les communautés (où il a été question de l'exploitation illégale des ressources et du braconnage), la police et les autorités judiciaires. Des messages d'ordre général sur la conservation ont été diffusés afin d'exposer aux communautés les efforts déployés dans le parc en faveur de la conservation. Les réunions trimestrielles du comité de liaison conjoint, auxquelles assistent des représentants de la police et de la justice, ont également joué un rôle essentiel dans la sensibilisation des parties prenantes à l'action d'African Parks et à l'importance de la conservation de la biodiversité.

Un an après la perte de ces lycaons, un braconnier soupçonné d'être impliqué dans l'incident a été arrêté à Liwonde, près de l'endroit où l'empoisonnement avait eu lieu, et en possession de la même toxine que celle qui les avait tués. Grâce à des campagnes de sensibilisation rectifiées, au soutien du gouvernement et des communautés ainsi qu'au financement assuré par la German Postcode Lottery, une autre meute devrait, nous l'espérons, être réintroduite en 2024.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – La surveillance des espèces réintroduites s'est poursuivie, et on a assisté en 2023 à la naissance de lionceaux, de guépards et de plusieurs veaux de rhinocéros noirs. Deux femelles guépards provenant de différentes

réserves d'Afrique du Sud ont été introduites à Liwonde, et une coalition de trois mâles a été transférée en Afrique du Sud pour maintenir la diversité génétique. Pour améliorer le suivi des espèces, cinq éléphants, trois guépards et un lion ont été munis de colliers et trois rhinocéros noirs de balises satellitaires Ceres : leurs données aident à prendre des décisions concernant leur gestion.

Les niveaux de braconnage à Liwonde et d'abattage illégal d'arbres dans la Réserve forestière de Mangochi sont restés relativement élevés. Toutefois, grâce à des mesures de protection soutenues et à la mobilisation des communautés, il n'a été observé aucune diminution nette de la population d'aucune espèce.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Deux nouveaux étangs confiés à la gestion communautaire profitent désormais à 40 fermiers et leurs familles : ce projet piscicole pilote, qui bénéficie d'une aide au démarrage comprenant une formation et la fourniture initiale d'alevins et d'aliments pour poissons, contribue à diversifier les moyens de subsistance et encourage les communautés à opter pour des sources de protéines alternatives et légales. Malgré les dégâts occasionnés par un nouveau cyclone en mars, le programme Spicy Farmers a récolté fin 2023 plus de deux tonnes de piments. En partenariat avec Nando's, de nombreux agriculteurs ont commencé à produire le cultivar de piment propre à la marque, qui devrait donner de très bons rendements à partir de 2024. Les contrats d'approvisionnement conclus entre Honey with Heart et plusieurs chaînes de supermarchés du Malawi ont grandement contribué à réduire le goulot d'étranglement que connaissait Liwonde au moment de revendre le miel acheté aux apiculteurs. Plus de cinq tonnes de miel ont été récoltées cette année. L'éducation est restée une priorité : 94 écoles ont été soutenues et 100 bourses d'études attribuées. Avec 4 865 enfants et 983 adultes, le nombre cible de visites pédagogiques a été dépassé de 62%. Aujourd'hui reconstruit, le Centre d'éducation à l'environnement ouvrira ses portes en 2024 – il permettra aux enfants de passer une nuit sur place et de vivre dans le parc une véritable expérience. Le programme Happy Readers a été étendu à six écoles supplémentaires dans le district de Mangochi.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Le nombre de visiteurs a dépassé celui de 2022 de 10,8 %, soit une augmentation constante qui a contribué à une croissance globale de la collecte de revenus bruts. Un camping, un emplacement de pique-nique, un site d'observation et un site d'observation du gibier ont été ouverts au cours de l'année. Dans la Réserve forestière de Mangochi, il a été aménagé une piste pour 4x4 menant à l'historique Fort Mangochi, dont on espère qu'elle deviendra une attraction touristique majeure lorsque l'accès des touristes à la réserve sera formalisé.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – L'entretien et le développement des routes, notamment la construction de galeries et de ponceaux devant permettre l'utilisation d'un plus grand nombre d'accès en saison des pluies, se sont poursuivis en 2023. Trois nouveaux duplex pour les écogardes ont été édifiés au camp de Masanje. Le nouveau campement d'écogardes de Masuku de la Réserve forestière de Mangochi, dont la construction avait été retardée en 2022 en raison de fortes pluies, a été achevé. En mars 2023, le cyclone Freddy a causé d'importants dégâts aux infrastructures, notamment aux routes et aux clôtures, et détruit le pont de Koche, principale voie d'accès à Mangochi. Dès que les eaux se sont retirées, le pont a été reconstruit selon des normes plus strictes. Dans le but de réduire davantage encore les incursions d'éléphants et de prévenir les dommages aux cultures, 30 km de clôtures Kenya ont été érigés, à l'intérieur et parallèlement à la clôture principale, dans les zones où ces incursions avaient eu lieu.

OBJECTIFS POUR 2024

- Conduire la formation de base de 12 nouveaux écogardes de terrain
- Effectuer un recensement aérien bisannuel
- Aggrandir le Chimwala Camp pour accueillir un nombre plus important de visiteurs
- Aider les agriculteurs des communautés à récolter pour la première fois un cultivar de piment pour Nando's
- Soutenir plus de 100 000 enfants dans le cadre des programmes Happy Readers et Reading Around the Reserve



1 634 membres communautaires impliqués dans des projets socio-économiques



320 382 kilos de bois de chauffage récoltés de manière durable par les communautés du parc



11 317 (43%) visiteurs touristiques locaux



CREATING A FUTURE FOR MAJETE – Cette année, nous avons célébré les 20 ans de notre action dans la Réserve faunique de Majete – une étape importante, qui nous a donné l'occasion de réfléchir aux succès et aux obstacles rencontrés au cours de ces deux décennies de revitalisation. Des progrès ont certes été réalisés, mais développer la résilience des communautés locales est un objectif permanent, et gérer la faune dans les limites du parc pour y maintenir les populations d'espèces est une préoccupation constante.

Comptant désormais plus de 12 000 grands mammifères, Majete a vu son succès s'étendre au-delà de ses frontières : il a fourni, depuis 2016, plus de 1 100 animaux à d'autres parcs malawites pour aider à leur reconstitution. Devenu pionnier en matière de réintroduction de faune sauvage à grande échelle, il abrite aujourd'hui près de 3 000 animaux relocalisés appartenant à 17 espèces, dont le rhinocéros noir, l'éléphant, le lion, la girafe, le guépard et le lycaon. Dans le but de se protéger, et de recueillir à leur sujet des données cruciales, il a recruté plus de 40 écogardes et observateurs de la vie sauvage, développé un réseau routier de 350 km et mis en place un réseau de communication à longue portée pour le suivi de la faune

et de la sécurité. En conséquence, aucun des rhinocéros ou des éléphants réintroduits n'a été braconné, tandis que des techniciens à temps plein entretiennent une clôture de 144 km à l'épreuve des prédateurs qui a permis de minimiser considérablement les conflits homme-faune.

La participation de la population locale à la prise de décisions concernant sa gestion a été primordiale pour Majete : 21 organisations communautaires (CBO) font le lien entre le parc et les communautés. Dans un but de sensibilisation à la biodiversité, il a été créé 37 clubs de protection de la faune, et la réserve accueille annuellement près de 2 500 enfants. Les opportunités économiques se sont développées pour le plus grand profit de milliers de personnes, tout comme l'éducation, la santé et le système de partage des bénéfices dans le secteur touristique, en plein essor. Rétablir Majete dans sa condition actuelle n'était qu'un début : nous sommes déterminés à ce qu'il demeure un havre pour la biodiversité et le développement socio-économique en nous engageant à long terme auprès de nos partenaires gouvernementaux et communautaires, dans l'intérêt de la population et de la faune du Malawi.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les trois nouveaux girafons portent la population de l'espèce à 30 individus, soit la plus importante du Malawi. Celle des rhinocéros noirs a également augmenté : la naissance de quatre petits en bonne santé marque la troisième génération de rhinocéros de Majete.

Douze bébés lycaons sont nés en mai, ce qui porte leurs effectifs à 23 ; il a donc été décidé de faire don de cinq d'entre eux au Programme d'expansion de l'aire de répartition des lycaons. La population de lions de Majete, avec plus de 70 individus, est florissante : pour s'assurer qu'elle n'empiète pas sur les ressources disponibles, il a été décidé, après consultation du gouvernement du Malawi et de spécialistes, de leur appliquer un programme de contraception dont, à ce jour, bénéficient provisoirement 11 lionnes.

L'étude aérienne de 2022 n'ayant pas permis de parvenir à un nombre précis d'éléphants, un programme de suivi au sol a été mis en place en partant, pour constituer la base de données, des rapports d'observation et des images des pièges photographiques ; à ce jour, environ 250 éléphants ont été recensés. Seize pangolins ont été relâchés, sauvés des mains des braconniers ou remis par des membres de la communauté. Majete a sauvé environ 50 pangolins au cours des deux dernières années, dont plus de la moitié lui ont été rapportés par des villageois. Afin d'étendre l'influence de sa conservation, il est prévu de lancer en 2024 un projet communautaire de sensibilisation au-delà de son périmètre, où certains pangolins ont établi des territoires.

Grâce à l'introduction en 2022 de l'unité d'enquête spécialisée, l'activité illégale, avec seulement neuf animaux braconnés, a nettement diminué. Cette équipe se consacre à la collecte de preuves, à l'analyse des données et à la production de rapports, tout comme à l'amplification de la présence des écogardes et à l'engagement constant des parties prenantes auprès des communautés.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les incidents homme-faune ont atteint leur niveau le plus bas depuis plusieurs années. Les agriculteurs confrontés aux problèmes posés par les potamochères et les babouins sont épaulés dans leur recherche de solutions qu'ils pourront eux-mêmes mettre en œuvre.

Le projet C-Quest, qui fournit aujourd'hui aux habitants 23 000 fourneaux à haut rendement énergétique, permettra de réduire leur dépendance au

charbon de bois. Plus de 70 000 arbres indigènes ont été plantés dans les communautés dans le cadre d'un programme de reboisement. En tout, 643 personnes, soit plus du double qu'en 2022, ont bénéficié d'actions de développement d'entreprises. Les apiculteurs communautaires ont produit près de quatre tonnes de miel, contre trois tonnes en 2022. Les guides communautaires indépendants ont encaissé 5 805 dollars pour leurs prestations. Au total, 117 bourses ont été attribuées, dont 102 à des élèves du secondaire et 15 à des étudiants. Sept stages en entreprise ont été proposés à des étudiants malawites.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Les recettes du tourisme ont augmenté de 49% depuis la période pré-Covid-19, générant 759 087 \$US et faisant de Majete la zone protégée la plus prospère du pays – une réussite constatée par le Malawi Tourism Council. Sur l'ensemble des visiteurs, plus de 8 000 étaient des locaux. Pour répondre à la demande, deux nouvelles tentes de safari ont été édifiées à Thawale, ainsi qu'un nouveau site pour les visiteurs à la journée.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Au bout de cinq ans, la clôture en acier de 144 km à l'épreuve des prédateurs a été achevée : elle remplace la clôture en bois et réduit considérablement les conflits homme-faune. Parmi les autres constructions réalisées : un dortoir au campement pédagogique où séjournent les écoliers participant aux programmes d'éducation à l'environnement, une nouvelle cuisine à Thawale, et la rénovation de plusieurs postes d'écogardes et d'agents de surveillance des clôtures. Quelque 26 km de nouvelles routes ont été construits pour faciliter la gestion des incendies et la surveillance de la faune, et 403 km de routes existantes ont été entretenus.

OBJECTIFS POUR 2024

- Augmenter de 10% les recettes touristiques
- Construire un camp de brousse à Pende/Pwadzi
- Faire produire sept tonnes de miel sauvage par les apiculteurs communautaires
- Expérimenter une action de conservation conduite par la communauté à l'extérieur du parc



20 ans de partenariat entre African Parks et le DNPW



37 278 personnes ont reçu des soins médicaux en 2023



759 087 \$US de recettes touristiques générées, soit une augmentation de 49% par rapport à l'avant-Covid-19



ASSURER LA RÉSILIENCE PAR LA RESTAURATION –

Depuis 2015, beaucoup a été réalisé pour restaurer la biodiversité de la Réserve faunique de Nkhotakota : près de 500 éléphants et 2 000 autres animaux ont été réintroduits entre 2016 et 2017, et 800 autres, de neuf espèces, en 2022. Aujourd'hui, tant les animaux que les populations en recueillent les bénéfices. En 2023, la réserve a poursuivi son engagement en faveur de la conservation de la biodiversité, du développement communautaire et de la génération de revenus, signant une année de consolidation marquée à la fois par des succès et des difficultés.

Des progrès substantiels ont été réalisés dans l'application de la législation en matière de

conservation, ce qui a permis d'éviter, à notre connaissance, tout braconnage d'espèce-clé en 2023. Cependant, la confiscation de 293 kilos de viande de brousse braconnée met en évidence la menace persistante de cette activité à petite échelle. Les communautés continuent de bénéficier pour leur subsistance de programmes d'entreprises durables dans et autour de Nkhotakota, avec cinq nouveaux portefeuilles d'entreprises, comme l'apiculture et la culture du piment. L'éducation demeure un objectif de développement important : 28 614 \$US ont été consacrés à l'octroi de bourses supplémentaires et 8 984 \$US aux salaires des enseignants. Malheureusement, en raison de la pénurie de carburant dans le pays, nous avons accueilli cette année moins d'écoliers pour l'éducation à l'environnement. Les recettes générées par le parc grâce au tourisme et aux entreprises locales ont connu une forte augmentation, faisant plus que doubler les recettes de 2022, du fait en partie de la majoration des droits d'entrée et de concession, de même que des apports du Livezi Bush Camp et de l'auberge de jeunesse.

Le vandalisme sur les clôtures pose toujours un défi permanent : la faune qui parvient ainsi à s'échapper de la réserve occasionne une hausse des conflits homme-faune (HWC). Pour tenter d'atténuer ce problème, les clôtures sont régulièrement entretenues, et les communautés sont sensibilisées aux dangers du vandalisme. Malgré ces difficultés, l'engagement de Nkhotakota en faveur de sa restauration demeure inébranlable.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – La surveillance par pièges photographiques suggère une augmentation des populations de certaines espèces-clés, tels le léopard et l'éléphant, ce qui prouve que les efforts de restauration portent leurs fruits.

La couverture accrue de l'équipe chargée de l'application de la loi, qui totalise cette année 56 030 km par des patrouilles longues et courtes, a permis de réduire les incursions dans la réserve. Aucune espèce-clé n'a été braconnée, mais les patrouilleurs ont trouvé six carcasses d'éléphants morts de cause naturelle. Le nombre de chercheurs d'or illégaux entrés dans la réserve a diminué, mais cette situation continue de poser un véritable défi.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – La mise en œuvre de cinq portefeuilles d'entreprises s'est poursuivie, concernant notamment l'apiculture, la culture du piment, la transformation des mangues séchées, l'agriculture irriguée (pour soutenir les cultures maraîchères en saison sèche) et le programme de transfert de chèvres, auquel 895 personnes ont participé. Dans le cadre du Programme d'utilisation des ressources, la communauté peut accéder à la réserve pour récolter diverses ressources naturelles comme le bambou, les feuilles de palmier, les champignons, les termites volants et les fruits. L'accent ayant été mis sur les initiatives de régénération naturelle, 69 917 plants d'arbres ont été semés.

133 étudiants ont reçu des bourses : 20 dans l'enseignement supérieur et 113 dans l'enseignement secondaire. Huit enseignants issus de huit écoles ont été rémunérés, et 1 277 élèves provenant de 35 écoles ont visité la réserve cette année – un nombre

réduit en raison de la pénurie de carburant et de la hausse des tarifs. Au total, 2 697 villageois ont visité le parc dans le cadre de sorties de sensibilisation à l'environnement. Outre 358 réunions communautaires, il a été organisé quatre ateliers du conseil de district pour souligner la nécessité de collaborer autour des questions relatives à la protection de la faune.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Grâce aux droits d'entrée (venus en particulier du Rafiki Lodge), au paiement des droits de concession des lodges Bua et Tongole et aux activités et ventes générales du parc, la génération de recettes s'est améliorée. L'auberge de jeunesse et le camp de brousse de Livezi, dont l'on espère qu'il produira la majeure partie des revenus en 2024, y ont participé. Le manuel d'orientation sur Nkhotakota aidera les touristes à s'y déplacer et à identifier ses atouts naturels.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Deux nouvelles voies d'accès aux zones reculées ont été ouvertes : l'une de 22 km vers le camp des écogardes de Likoa, l'autre de 21 km menant du camp des écogardes de Chipala à la rivière Dwangwa. Au total, 445 km de routes ont été entretenus dans la réserve et 55 km supplémentaires dans les zones communautaires. Deux maisons en duplex pour les écogardes ont été achevées à Likoa, ce qui a permis d'améliorer l'efficacité des patrouilles. Le siège abrite désormais un nouveau complexe adapté à l'application de la loi sur la conservation, comprenant une salle de contrôle et une salle d'enquête. L'entrée de la réserve arbore un nouveau portail.

OBJECTIFS POUR 2024

- Obtenir un mandat pour gérer le tronçon inférieur du fleuve Bua
- Construire le site touristique du Navunde Pass
- Rendre le camp de brousse de Livezi pleinement opérationnel
- Garantir un niveau zéro du braconnage d'éléphants et empêcher le vandalisme sur les clôtures
- Récolter et vendre sept tonnes de miel



259 ruches
installées



38 armes à feu illégales et
210 munitions confisquées



79 050 arbres
indigènes plantés



Parc national
de l'archipel de
Bazaruto

MOZAMBIQUE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Administration nationale des aires de conservation (ANAC)



En décembre 2017, African Parks a signé un accord de cogestion de 25 ans avec l'Administration nationale des aires de conservation (ANAC) du Mozambique, visant à restaurer, développer et gérer le Parc national de l'archipel de Bazaruto et à le revitaliser pour en faire l'un des territoires marins protégés les plus importants et les plus productifs d'Afrique de l'Est. L'actuel directeur général de l'ANAC est M. Pejul Pedro Sebastião Calenga.

PARC NATIONAL DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO

1 430 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

DIRECTEUR DU PARC : ARMANDO GUENHA

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Wyss



L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE RENFORCE LA CONSERVATION MARINE

– Bazaruto, l'un des sanctuaires marins les plus importants de l'océan Indien, abrite une mégafaune composée de dauphins, de requins, de baleines, de raies manta, de tortues, ainsi que de la dernière population viable de dugongs sur la côte orientale de l'Afrique – c'est pourquoi des efforts considérables sont déployés pour protéger cette population essentielle sur le plan écologique et culturel. En 2022, grâce à un travail de recherche collaboratif coordonné par la direction du parc, le dugong est passé de la catégorie « vulnérable » à la catégorie « en danger critique d'extinction » sur la liste rouge de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), laquelle lui confère le plus haut niveau de protection au niveau mondial. Des études régulières menées ces trois dernières années ont révélé une population stable de quelques centaines de dugongs, avec une composition saine d'adultes et de juvéniles.

Présent principalement dans les eaux côtières tropicales de l'océan Indien et de l'océan Pacifique occidental, le dugong dépend des herbiers marins pour sa survie, et

son broutage conforte la bonne santé des habitats sous-marins et d'autres espèces. Cela permet de soutenir les entreprises halieutiques, les opportunités économiques et la sécurité alimentaire des communautés côtières. Cependant, les menaces permanentes que représentent la pollution marine, la pêche non durable, les filets maillants dans lesquels les dugongs s'empêtrent et se noient, et les sennes coulissantes qui détruisent les herbiers marins exercent une pression importante sur la survie des espèces à Bazaruto, qu'aggrave encore l'impact, sur des habitats marins sensibles, du développement et des activités commerciales le long du littoral.

Son partenariat avec les communautés voisines permet à l'équipe de gestion du parc de mieux cerner leurs besoins et de soutenir les économies locales pour atténuer la pression exercée par la pêche non durable sur la biodiversité marine. La pêche légale est surveillée grâce à une application efficace de la législation en matière de conservation, et la pêche illégale a été considérablement réduite ces dernières années grâce à un meilleur contrôle des bornages et, grâce à la coopération de la communauté, au respect croissant envers les limites du parc marin. Le développement du tourisme durable contribue simultanément à la création d'emplois, et les flux de recettes au niveau local sont gérés de manière à préserver l'intégrité écologique du parc. Ces actions œuvrent au maintien d'une biodiversité marine vigoureuse à Bazaruto, et témoignent de l'impact d'un développement communautaire inclusif dans la sauvegarde d'une mégafaune essentielle comme le dugong.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les huit études aériennes réalisées dénombrent une centaine de dugongs ainsi que de nombreuses autres espèces-clés : baleines, dauphins, requins, raies manta. Deux dugongs morts ont été retrouvés en décembre à l'extérieur des limites du parc du fait d'actes présumés de braconnage. Un troisième rapport (non confirmé) sur une carcasse de dugong dans un filet maillant hors du parc a également été enregistré en octobre. Cette tendance est très préoccupante : une augmentation de la mortalité des dugongs d'origine anthropique hors de la zone protégée pourrait suffire à faire basculer leur population dans un déclin à long terme. Un poste a donc été installé à Nhamabue, dans le nord-ouest du parc, pour étendre leur aire de protection ; il sera occupé par des écogardes, la police locale et la marine, qui patrouilleront dans la zone où le plus grand nombre de dugongs a été observé. En outre, les 20 nouveaux écogardes ayant suivi le stage d'initiation sont venus renforcer les mesures de protection et portent l'équipe à 69 personnes.

Suite au déploiement de sept balises satellites sur trois espèces de tortues différentes, les résultats indiquent qu'elles sont demeurées aux environs du parc. En collaboration avec les communautés de l'île et du continent, il a été réalisé une cartographie spatiale participative du parc et du paysage marin environnant pour appréhender les zones de pêche importantes et l'utilisation des ressources naturelles. Une évaluation de la capacité de charge des récifs a fourni des lignes directrices sur le nombre optimal de plongeurs ou de personnes pouvant pratiquer à la fois la plongée avec tuba sur un site, de manière à en minimiser les perturbations.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Venant en soutien du programme de développement des compétences-clés à destination des jeunes, le centre de formation communautaire offre sur l'île de Bazaruto un lieu d'activités, ainsi qu'une boulangerie où les diplômés du stage d'hospitalité fabriquent le pain des villages. Les cinq groupes de l'agriculture de conservation ont reçu des formations à la production de pesticides naturels, à la production alimentaire et à la nutrition, et 18 autres personnes à la confection d'artisanat de haute qualité à

partir de matériaux naturels provenant des îles.

Dix-sept écoles ont bénéficié d'un soutien et 87 bourses ont été attribuées. Deux nouveaux clubs nature ont été créés à Inhassoro, portant leur total à huit. Des quelque 167 tonnes de déchets ôtées des îles, 80% ont été recyclés par l'intermédiaire d'une société de récupération et d'une fabrique de pavés au siège du parc. Des opérateurs ont été formés à l'utilisation des nouvelles machines à pavés : à ce jour, 43 000 ont été produits à partir des déchets collectés.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Bazaruto a généré un revenu annuel record de 579 835 \$US, dont 16% sont allés directement aux communautés insulaires pour leur propre usage et développement. Des contrôles rigoureux de conformité ont été mis en œuvre, garantissant que 100% des nouveaux déploiements touristiques du parc en respectent les réglementations. Suite à l'élaboration d'un Plan global de développement du tourisme, les termes de référence pour le processus de sélection des nouveaux opérateurs touristiques insulaires ont été préparés.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – L'achèvement du Chizungune Post, épicerie des opérations du parc, qui marque une étape importante dans le développement des infrastructures. La construction du centre de formation de Mupale, sur l'île de Bazaruto, a bien progressé : il deviendra un centre de formation pour les écogardes du parc, mais aussi d'autres zones de conservation du Mozambique. La construction des bureaux opérationnels permanents à Vilankulo s'est poursuivie.

OBJECTIFS POUR 2024

- Déployer d'autres balises satellites sur les tortues et les dugongs
- Mener une étude sur le statut du dauphin à bosse de l'ouest de l'océan Indien
- Entamer l'exploitation du poste avancé de Nhamabue et les patrouilles dans le bassin du fleuve Save
- Faire progresser l'éducation des filles sur les îles



90% de la population de dugongs d'Afrique de l'Est sous protection



17 hectares débarrassés des plantes exotiques et 766 arbres indigènes plantés



224 employés à temps plein, dont 221 nationaux



Sanctuaire
de gorilles
de Lossi



Parc national
d'Odzala-Kokoua

RÉPUBLIQUE DU CONGO

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Ministère de l'Économie forestière,
du Développement durable et de l'Environnement



C'est avec le ministère de l'Économie forestière, qui met en œuvre la politique nationale en matière de développement durable, d'économie forestière et d'environnement, qu'African Parks a conclu en 2010 son premier accord de gestion public-privé sur le Parc national d'Odzala-Kokoua. En 2020, un amendement à cet accord a été signé avec la ministre, Mme Rosalie Matondo, ajoutant au mandat le Sanctuaire des gorilles de Lossi, dont l'entité de gestion est la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi. Dans le cadre du ministère, African Parks collabore avec l'Agence congolaise de la faune et des aires protégées (ACFAP), représentée par M. Jean Bosco Nganongo, son directeur général.

PARC NATIONAL D'ODZALA-KOKOUA

13 867 KM² | APROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

Sanctuaire de gorilles de Lossi : 380 km²

DIRECTEUR DU PARC : JONAS ERIKSSON

PRINCIPAUX DONATEURS DOB Ecology, Elephant Crisis Fund (ECF), Legacy Landscapes Fund, Fondation Rob Walton, Stichting Natura Africae, Union européenne, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), US Fish and Wildlife Service (USFWS)



AUTONOMISER LES COMMUNAUTÉS PAR LA GESTION DURABLE

En 2010, Odzala a mis en œuvre un aspect essentiel de sa stratégie de gestion : la création de groupes de gouvernance baptisés Associations de surveillance et de développement durable (ASDD). Quatre participants à l'ASDD, élus démocratiquement au sein d'une palette de villageois parmi lesquels un ancien, un sage, une représentante des femmes, un représentant autochtone et un représentant des jeunes, jouent un rôle crucial dans la coexistence homme-faune et les projets de développement communautaire.

Par le truchement des ASDD, le parc est en mesure de communiquer, développer et mettre en œuvre ses programmes, et les communautés peuvent intervenir dans les problèmes de coexistence homme-faune, la cartographie participative, la planification et les projets de développement, définir les périmètres, les aires agricoles, les zones de chasse et leurs besoins en infrastructures, ce qui favorise la compréhension globale de leurs problématiques et aspirations. Définir ces attentes permet à la direction du parc de mettre en place des interventions ciblées sur les moyens de subsistance, telle l'installation de tranchées anti-éléphants et de clôtures dans les communautés agraires confrontées aux dégradations de la faune sauvage. Les projets d'infrastructure, tels que les puits de forage, sont

également conçus en collaboration avec les ASDD, ce qui permet aux communautés de se prendre en charge grâce au fonds de développement communautaire. En outre, l'accès aux ressources naturelles par le biais du zonage du parc, avec des programmes telle la pêche traditionnelle des femmes dans la zone centrale, leur permet de bénéficier de la protection des ressources naturelles. Les ASDD jouent également un rôle important dans les relations entre le parc et les communautés. De plus, un anthropologue spécialiste des Baka a été recruté dans le but d'aider le parc à développer et renforcer le dialogue, mieux comprendre le contexte social des populations autochtones entourant Odzala, réduire le risque de violation des droits humains et garantir la protection des droits d'usage.

Les ASDD, en abordant des sujets tels que l'éducation et les soins de santé, l'emploi, les droits humains et les lois relatives à la vie sauvage, jouent également un rôle important dans les échanges entre le parc et les communautés. Les programmes éducatifs et sanitaires d'Odzala bénéficient annuellement à plus de 6 000 personnes. Odzala, qui est un employeur local important, collabore pour le recrutement avec les ASDD et les représentants communautaires : 65% de son personnel provient des régions environnantes et 97% sont des ressortissants nationaux. Odzala œuvre par ailleurs en partenariat avec le Cercle des droits de l'homme et du développement (CDHD), une ONG congolaise qui effectue des missions régulières en périphérie du parc pour informer les communautés sur les lois nationales sur la faune et sur leurs droits. Cette collaboration assure un dialogue continu et ouvert sur les droits humains entre le parc et les riverains, renforçant ainsi une démarche multidimensionnelle d'implication communautaire.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Deux parcelles d'habitat ont été établies, respectivement, dans la forêt marécageuse et dans la forêt ouverte de marantacées. Elles comprennent plusieurs zones d'un kilomètre carré dans différents types d'habitats, comme la savane, la forêt, les marantacées et les baïs. Ces microparcelles permettent des niveaux de recherche intensifs qui ne peuvent être menés à une macro-échelle ; combinées, elles devraient refléter l'état réel de l'écosystème. L'étude triennale des transects forestiers et de l'impact humain a été reproduite dans la concession forestière voisine d'IFO Ngombé, une zone de conservation d'importance majeure, d'une superficie quasiment égale à celle du parc et territoire de nombreux gorilles. L'étude a été réalisée en partenariat avec IFO Ngombé et Nature+.

Dans le cadre des mesures de protection, l'unité d'analyse de l'information d'Odzala (IA) a permis de confisquer 174 kilos d'ivoire, 38 kilos d'écaillés de pangolin et 11 AK 47, généralement utilisés pour le braconnage d'éléphants.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Des mécanismes d'atténuation des conflits homme-faune (HWC) sont testés à Odzala depuis plusieurs années, avec des résultats mitigés. Les clôtures de piments et les équipes d'intervention nécessitant un effort humain substantiel, il a été adopté un système de barrières lourdes pour protéger à long terme les cultures, comprenant la clôture électrique de Mbomo et une série de parcelles agricoles communautaires de 20 ha cernées d'une tranchée de deux mètres de large. Si le nombre d'incidents liés aux HWC est resté le même que les années précédentes, ceux impliquant un éléphant ont diminué, passant de 91% en 2022 à 77% en 2023 ; le suivi et la collecte de données se poursuivront pour déterminer si cette tendance se vérifie. En 2022, Odzala a signé le protocole de pêche de Mambili, qui autorise la pêche dans la zone d'écodéveloppement de son principal fleuve, de manière à assurer un accès durable aux ressources naturelles. Un protocole a également été instauré en 2023 concernant la pratique culturelle de la pêche en étang par les femmes – même si cette pratique est acceptée depuis longtemps – en tant que projet pilote : 57 femmes ont le droit officiel de pêcher pendant plusieurs semaines dans la zone centrale.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Le Camp Imbalanga a achevé son premier exercice pleinement opérationnel en atteignant ses objectifs annuels, en termes à la fois de nuitées et de recettes. Avec 167 452 \$US, 2023 a été la première année de l'histoire du parc où des progrès notables ont été réalisés vers son objectif à long terme : générer 15 à 20% de son budget grâce au tourisme.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Après consultation des communautés, l'ouverture de la route d'accès principale au Sanctuaire de gorilles de Lossi comprend une extension mineure à même de faciliter l'accès à une rivière pour la pêche et l'eau. La forêt a été débroussaillée par de la main-d'œuvre locale avant que des machines ne viennent finaliser le chantier routier en cours.

Le nouvel ULM Savannah qui a remplacé l'appareil précédent servira aux patrouilles de recherche et d'application de la loi. Le système solaire installé au siège du parc a permis de réduire considérablement l'utilisation des générateurs et d'abandonner les combustibles fossiles au profit d'une énergie renouvelable et fiable. La salle de contrôle a été modernisée, devenant un centre d'opérations pleinement fonctionnel où un nombre accru d'opérateurs, recueillant des données en temps réel via EarthRanger, permet une coordination plus efficace des équipes de terrain et accroît la réactivité et la sécurité opérationnelle.

OBJECTIFS POUR 2024

- Développer l'utilisation des terres et le zonage pour 15 villages
- Maintenir le braconnage des éléphants à moins de 0,25% de leurs effectifs estimés
- Faire en sorte que le Camp Imbalanga génère plus de 350 000 \$US de recettes
- Renforcer les capacités du personnel pour consolider les procédures du mécanisme de plaintes et éliminer d'ici la fin de l'année les différends non résolus
- Mettre en œuvre le protocole d'accord avec IFO Ngombe



Dans la zone centrale d'Odzala, les communautés ont accès aux ressources naturelles, comme la pêche traditionnelle © Frank Petersens



14 colliers actifs
posés sur des
éléphants



1 124 enfants
parrainés ont
visité le parc



5 173 personnes
traitées par les services
médicaux du parc



La population de girafes Masai (*Giraffa tippelskirchi*) du Parc national de l'Akagera a enregistré une croissance positive © Drew Bantlin

Parc national de l'Akagera



Parc national de Nyungwe

RWANDA

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Conseil de développement du Rwanda (RDB)



Le Rwanda Development Board (RDB) est l'agence gouvernementale responsable de la gestion des parcs nationaux et des zones protégées du pays. Sa mission : transformer et développer l'économie rwandaise en favorisant la croissance du secteur privé. African Parks collabore avec le RDB depuis 2010 sur le Parc national de l'Akagera et depuis 2020 celui de Nyungwe. African Parks salue son PDG, M. Francis Gatare, et l'équipe dirigeante du RDB pour le soutien indéfectible qu'ils apportent à ces deux accords.

PARC NATIONAL DE L'AKAGERA

1 120 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

DIRECTEUR DU PARC : LADIS NDAHIRIWE

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Howard G. Buffett

PARC NATIONAL DE NYUNGWE

1 019 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2020

DIRECTEUR DU PARC : PROTAIS NIYIGABA

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Hempel, Fondation Wyss, Stichting Natura Africae



CRÉER UNE DURABILITÉ HOLISTIQUE – Avec chaque année qui passe depuis 2010, date à laquelle AP concluait le premier partenariat de gestion dans le Parc national de l'Akagera, ce dernier se rapproche d'une durabilité financière intégrale: il est devenu un véritable modèle de ce que peut réaliser une gestion efficace des aires protégées en partenariat avec le gouvernement et les communautés. L'année 2023, clôturant sur un taux d'autofinancement de 92%, a donc vu des progrès significatifs dans sa génération de ressources.

La contribution de l'Akagera au Programme de partage des recettes touristiques du Rwanda (TRS) a dépassé cette année la somme de 316 000 \$US, venant directement en aide aux citoyens rwandais. Cet instrument financier gouvernemental garantit que les recettes touristiques reviennent aux communautés avoisinant le parc, par le financement d'infrastructures et de micro-entreprises. L'Akagera a connu en 2023 sa meilleure année touristique avec plus de 54 000 visiteurs, dont 3 000 communautaires, 43% des hôtes payants étant des citoyens rwandais. L'Akagera, qui conserve un rôle pivot dans la sélection et la gestion des projets bénéficiaires d'un financement du TRS,

a accueilli en novembre la réunion de sélection pour 2023/2024, où étaient représentés les trois districts limitrophes du parc et le Rwanda Development Board. Vingt-six projets d'une valeur totale de 650 000 \$US ont été sélectionnés, au nombre desquels des infrastructures, telles que des points de vente et des raccordements aux services publics, et le financement de coopératives communautaires leur permettant de lancer ou développer leurs propres entreprises.

Début 2023, l'Akagera a accueilli un séminaire de la Banque mondiale au cours duquel des gestionnaires de zones protégées de toute l'Afrique ont découvert les caractéristiques qui en font un modèle de cogestion efficace et eu l'occasion d'expérimenter directement l'application pratique du modèle d'AP. Avec pour objectif d'atteindre 100% d'autonomie financière d'ici 2025, le parc est prêt, grâce à des programmes d'entreprises locales et au tourisme tendant à la fois à la conservation de la biodiversité et au développement des communautés, à devenir le premier parc entièrement autosuffisant sous la gestion d'African Parks.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les populations de lions et de rhinocéros noirs et blancs ont poursuivi leur progression. Une étude menée en collaboration avec la Giraffe Conservation Foundation a permis d'y dénombrier 110 girafes, ce qui indique une croissance positive depuis l'étude aérienne de 2013 qui en avait recensé 54. L'Akagera a également collaboré avec un certain nombre d'universités internationales

et d'organisations de conservation à une meilleure compréhension de ses écosystèmes complexes par le biais d'enquêtes et d'ateliers, auxquels ont été invités des étudiants rwandais et africains pour renforcer les capacités en matière de conservation.

Il a été recruté 30 nouveaux écogardes, au nombre desquels les cinq premières femmes de l'Akagera, et dispensé des stages de formation de base et de remise à niveau, ainsi qu'une formation au maniement des chiens pour l'unité K9 en collaboration avec Dogs 4 Wildlife. Les statistiques relatives au braconnage dans l'Akagera restent faibles, grâce à une application efficace de la législation en matière de conservation.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les relations de l'Akagera avec les communautés continuent de se renforcer grâce à un investissement positif, 57% des 172 réunions communautaires, suivies par près de 8 000 personnes, ayant été demandées et organisées par les communautés. Plus de 2 000 élèves et 200 enseignants des communautés ont visité le parc, soit un chiffre supérieur à celui des années précédentes en raison de l'extension du programme, qui offre à 510 élèves d'autres districts un accès gratuit. Les membres des 32 écoclubs ont organisé 40 événements avec l'aide du parc ; il s'agissait notamment de spectacles et d'activités de bénévolat telles que le ramassage des déchets. La nouvelle bibliothèque communautaire est approvisionnée par Book Aid International.

Le parc a continué de s'appuyer sur le succès commercial de la pêche et de l'apiculture. La ferme piscicole de Gishanda a fourni 248 000 alevins pour repeupler les lacs de cinq coopératives. Une formation à la récolte durable a été dispensée et, à la fin de l'année, 11 121 kilos de tilapia avaient été récoltés – dont 10 033 kilos par une seule coopérative, qui a ainsi doublé ses prises avant le repeuplement. Celle-ci, qui opère dans une zone où existe une forte population d'hippopotames, préconise des mesures d'atténuation pour éviter les conflits homme-faune et promouvoir la coexistence, car elle apprécie la contribution des hippopotames à la salubrité des voies d'eau et, donc, à la quantité de ses prélèvements. L'élevage de poissons-chats à Gishanda et l'apport de capacités d'ordre général en matière de gestion et d'affaires

à même d'assurer la viabilité des entreprises et leur indépendance vis-à-vis du parc, ont fait l'objet d'autres formations. Un stage impliquant davantage de membres de la communauté a visé à assurer les compétences nécessaires pour augmenter les taux de colonisation des ruches et la production de miel.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Le revenu total de l'Akagera pour l'exercice, y compris les revenus de la pêche et de Gishanda, s'est élevé à plus de 4,8 millions \$US. Son revenu net lui a permis cette année de s'autofinancer à 92%. Le nombre de ses visiteurs a augmenté : les internationaux de 32%, les rwandais de 25%. L'expérience client s'est améliorée grâce à la construction d'une nouvelle route dans la zone populaire de Nyamwashama. Les guides communautaires indépendants ont pu renforcer leurs connaissances écologiques et leurs compétences en matière de gestion des visiteurs grâce à la formation dispensée par l'Association des guides de terrain d'Afrique australe (FGASA).

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – La construction des bureaux du département de la conservation et de la recherche et la modernisation du Ruzizi Tented Lodge ont été achevées. Le générateur de la Pêcherie, qui alimente le siège du parc en eau depuis le lac, a été remplacé par un système plus écologique d'alimentation électrique par le réseau et par l'énergie solaire, ce qui permet au parc d'économiser mensuellement 1 000 \$US de carburant. L'utilisation de vélos électriques a été testée par les équipes chargées de l'application de la loi et des activités de suivi des rhinocéros, avec des résultats positifs, notamment une réduction des frais de carburant.

OBJECTIFS POUR 2024

- Renover le camp de brousse de Karengé
- Obtenir la certification S Mark pour la production et la transformation du miel
- Pourvoir à la rentabilité durable de la ferme piscicole de Gishanda
- Atteindre l'autonomie financière
- Gérer la population de lions grâce au séquençage génomique



92%
d'autonomie
financière



29 195 arbres
indigènes plantés sur
21 sites couvrant 22 ha



2 056 enfants
parrainés ont
visité le parc



UNE RECONNAISSANCE POUR LA NATURE – Le Parc national de Nyungwe, qui couvre 1 019 km² de forêts denses d'afromontane, constitue la plus vaste étendue forestière du Rwanda. Renfermant des habitats naturels vitaux pour des espèces endémiques, comme le chimpanzé oriental (menacé au niveau mondial), le cercopithèque de Hamlyn et la chauve-souris fer-à-cheval (actuellement en danger critique d'extinction), il abrite plus de 1 100 espèces de plantes répertoriées, 345 espèces d'oiseaux et 85 espèces de mammifères connues, notamment 13 des primates africains.

Cette année, l'Unesco a classé Nyungwe au Patrimoine mondial au titre de sa valeur universelle exceptionnelle, caractérisée par sa grande diversité biologique et ses processus écologiques et biologiques essentiels – une étape de première importance vers la conservation à long terme de cette remarquable forêt tropicale centre-africaine. Cette reconnaissance renforce

en outre le sentiment de fierté et de propriété des Rwandais à l'égard de leurs parcs nationaux.

Au cours des trois dernières années, les équipes de gestion de Nyungwe ont centré leurs efforts sur sa viabilité à long terme et l'élimination des menaces pesant à son encontre, par une conservation saine, des activités génératrices de revenus pérennes et un investissement continu auprès des communautés. L'embauche et la formation, par ces communautés elles-mêmes, d'écogardes qui auparavant détournaient à leur profit les ressources du parc, sont un succès ; chaque année, 92 de ces éco-gardes œuvrent avec les écogardes du parc à retirer les pièges posés par les braconniers. Dans un souci d'approfondissement des connaissances par la recherche et la surveillance, la collecte continue de données fournit des informations à même d'orienter la gestion de la conservation la plus efficace pour le fonctionnement de l'écosystème.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Suite à la pose de 80 nouveaux pièges photographiques, 37 personnes chargées du suivi ont été formées aux méthodologies et techniques de collecte de données. L'équipe a poursuivi la phénologie de 2 555 arbres appartenant à 67 espèces surveillées. EarthRanger a collecté sur trois groupes de chimpanzés et trois groupes de colobes des données comportementales

sur des primates déjà habitués à l'homme, et les abris de la chauve-souris fer-à-cheval (*Rhinolophus hillii*), en danger critique d'extinction, et de la chauve-souris à nez étoilé du Cameroun (*Doryrhina camerunensis*) ont fait l'objet d'un suivi en collaboration avec Bat Conservation International et la Rwanda Wildlife Conservation Association. Les relevés relatifs à l'impact du trafic routier sur les 55 km de route goudronnée entre Kitabi et Gisakura font état de 225 animaux tués par des véhicules et de 69 accidents. Ils serviront à plaider en faveur de nouvelles mesures de régulation : ralentisseurs ou bandes rugueuses, réduction de la vitesse autorisée.

L'amélioration des patrouilles a permis d'augmenter les taux de détection des collets (environ 8%) et des carcasses. Tous les écogardes ont suivi un stage de remise à niveau, six pisteurs de primates ont suivi une formation d'un mois au Parc national de Gombe, en Tanzanie, et quatre membres du personnel chargé de l'application de la loi ont été envoyés au Parc national de Liwonde, au Malawi, pour une semaine d'échanges d'apprentissages.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Au total, 17 883 personnes ont assisté à 171 réunions communautaires de sensibilisation à l'environnement, tandis que la compétition de football Colobus Cup a touché 87 761 participants. Nyungwe a reçu la visite de 968 enfants des éco-clubs scolaires et de 389 dirigeants locaux ; 6 034 élèves sont aujourd'hui membres de 85 clubs de protection de la nature.

Les quatre nouvelles coopératives partenaires portent le total à 14 dans les cinq districts entourant le parc, chacune percevant ou générant des revenus. La cafétéria et l'hébergement de la Coopérative de promotion touristique de la communauté de Cyamudongo commencent à être rentables. La porcherie communautaire a produit 14 porcelets qui apporteront une valeur ajoutée au fur et à mesure de leur croissance. Les deux autres programmes coopératifs (pisciculture et culture de champignons) devraient commencer à générer des revenus en 2024. L'indemnisation de 268 cas évalués de conflit homme-faune a été facilitée par le Fonds spécial de garantie du Rwanda.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Le parc a reçu un total de 22 764 visiteurs (dont 968 personnels scolaires non payants), dont 31% de Rwandais et 55% d'internationaux, soit une augmentation de 5% depuis 2022. Deux nouveaux terrains de camping sont actuellement opérationnels sur l'itinéraire de randonnée de trois jours Uwinka-Kamiranzovu-Gisakura : connu sous le nom de Cynzobe Trail, il a été classé en 2024 comme l'un des meilleurs sites d'exploration en Afrique. Nyungwe a obtenu l'attestation de non-objection du ministère de l'Environnement et le certificat d'évaluation de l'impact environnemental pour la construction du premier lodge du parc (le Munazi Eco-Lodge), dont l'ouverture est prévue en 2024, mais le permis de construire est toujours en attente. Une équipe de 21 guides communautaires indépendants opère désormais au sein de la structure touristique.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Les chantiers opérationnels – construction d'infrastructures, entretien des routes et des sentiers... – ont fourni 1 203 emplois occasionnels par le biais des coopératives et 286 postes permanents à des membres des communautés. La construction du nouveau siège, désormais situé à Gisakura, donc plus proche de la plupart des opérations touristiques et relativement équidistant de toutes les parties du parc, a bien progressé et la réinstallation complète y est prévue pour octobre 2024. Des retards ont cependant été enregistrés dans la mise en œuvre de deux des principaux actifs : la tyrolienne, en raison des processus d'appels d'offres pour trouver le bon fournisseur, et l'écologie de Munazi, en raison de la lenteur et de la complexité des processus de délivrance des permis de construire, qui impliquent de multiples parties prenantes.

OBJECTIFS POUR 2024

- Publier les résultats du recensement bisannuel des mammifères à l'échelle du parc (2023)
- Achever la construction du nouveau siège et y emménager
- Ouvrir le Munazi Eco-Lodge et achever la première tyrolienne de Nyungwe



Le projet communautaire de culture de champignons financé par Nyungwe produit jusqu'à 60 kilos par jour, destinés à la vente au détail
© Gael Ruboneka Vande Weghe



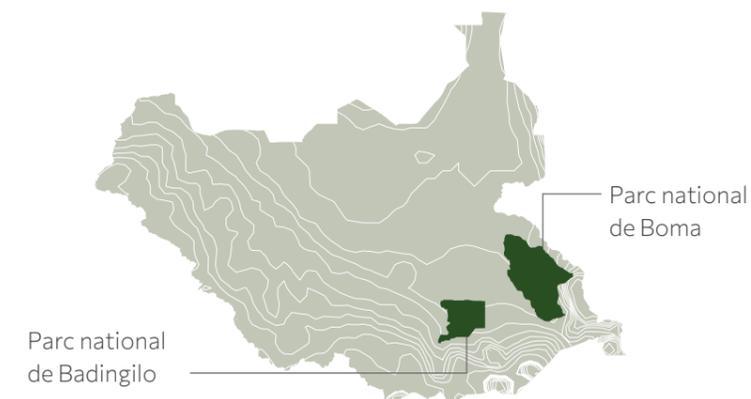
11 259
collets ôtés
du parc



92 anciens usagers
illégaux sont devenus
des éco-gardes



968 enfants
parrainés ont
visité le parc



SOUDAN DU SUD

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Ministère de la Conservation de la faune et du Tourisme (MWCT)



En août 2022, le Gouvernement du Soudan du Sud a signé un accord de gestion renouvelable de 10 ans avec African Parks portant sur les Parcs nationaux de Boma et de Badigilo et le Territoire de Jonglei (les zones d'extension proposées des deux parcs nationaux et les corridors fauniques), d'une superficie de plus de 12 millions d'hectares. Il a ainsi assuré la protection à long terme de ces écosystèmes vitaux qui profitent à la fois aux populations et à la faune. Ce partenariat est facilité par le ministère de la Conservation de la faune et du Tourisme (MWCT), par l'intermédiaire du South Sudan Wildlife Service (SSWS), qui est l'autorité légale du ministère responsable de la gestion de la faune et des zones protégées. Le ministre du MWCT est Son Excellence Rizik Zakaria Hassan.

PARC NATIONAL DE BADINGILO

8 935 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2022

DIRECTEUR DU PARC : DAVE SIMPSON

PRINCIPAUX DONATEURS Edith McBean, Elephant Crisis Fund (ECF), Fondation Segré, Fondation Hempel, Rainforest Trust, Wildlife Conservation Network's Lion Recovery Fund (LRF), Fondation Wyss

PARC NATIONAL DE BOMA

19 757 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2022

DIRECTEUR DU PARC : DAVE SIMPSON

PRINCIPAUX DONATEURS Edith McBean, Elephant Crisis Fund (ECF), Fondation Segré, Fondation Hempel, Rainforest Trust, Wildlife Conservation Network's Lion Recovery Fund (LRF), Fondation Wyss



CONSERVATION ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE AU SOUDAN DU SUD

Au cours de cette première année complète d'opérations à Boma-Badingilo, nous avons surtout étudié comment travailler dans ce pays nouveau et complexe, découvert comment les communautés utilisaient leur territoire, appris à connaître sa faune et sa flore, et développé les infrastructures clés. L'une des priorités a consisté à nouer des contacts avec les communautés en établissant des relations positives avec 17 groupes ethniques différents. Vu les tensions persistantes entre certaines ethnies, saisir les nuances des relations communautaires et la façon dont ces populations interagissent, ainsi que leur rapport avec le territoire et sa vie sauvage, constitue un véritable défi.

Afin de mieux cerner l'étendue, les mouvements et la variété de la faune dans cette vaste région, il a été procédé au cours de l'année à une étude aérienne et, en mars-avril, à une opération de marquage de masse au cours de laquelle 119 animaux de 12 espèces ont été

munis de colliers, parmi lesquelles le cobe de Buffon, le tiang, le cobe des roseaux, la gazelle de Mongalla, l'éléphant, le lion, le guépard, l'éléphant, l'oryx, la gazelle de Bright, le buffle et la girafe. Leur surveillance permanente permettra de mieux appréhender leurs déplacements et leur gestion du territoire en réponse aux pluies et aux interventions humaines.

L'enquête aérienne – première évaluation aérienne systématique de la faune, du bétail et de l'activité humaine sur ce territoire depuis 2010 – a couvert plus de 120 000 km². Ses résultats se basent sur le comptage effectué par les observateurs ainsi que sur plus de 350 000 photographies aériennes, dont une partie a été analysée par l'équipe de cinq diplômés de l'Université de Juba qui a comptabilisé les effectifs. Les données ont révélé un nombre d'antilopes bien plus important que prévu : environ six millions (y compris le cobe de Buffon, le tiang, la gazelle de Mongalla et le cobe de Bohor), ce qui indique que Boma-Badingilo-Jonglei abrite la plus importante population d'antilopes migratrices de la planète.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – En plus de ces estimations, l'enquête systématique par vol de reconnaissance (SRF) a procédé à un bilan historique de toutes les données existantes, issues des enquêtes aériennes et de la surveillance effectuées précédemment. La comparaison avec les résultats des enquêtes aériennes de 2007 et 2010 signale des effectifs

de cobes de Buffon en augmentation, ceux des autres espèces étant en baisse ou restés relativement stables, tandis que, par rapport aux études réalisées dans les années 1980, la plupart des espèces sédentaires, qui ont besoin d'un accès à l'eau tout au long de l'année puisque non migratoires, ont connu un déclin catastrophique. Des pièges photographiques ont également été posés près du QG de Badingilo, pour inventorier des espèces au nombre desquelles le blaireau domestique, le serval, la genette et le céphalophe commun. Des lycas ont été observés depuis le ciel à la fin du mois de décembre ; leur dernière apparition avérée datant de 2015, leur présence continue est une donnée passionnante, et ces 14 individus, dont l'un sera équipé d'un collier en 2024, feront l'objet d'une surveillance constante.

À l'issue du stage de base des écogardes de terrain, 14 rangers ont été diplômés à Badingilo et 16 à Boma. Trente-trois autres gardes ont été formés à assurer la sécurité au siège de chaque parc. Une salle de contrôle des sites a été mise en place à Juba, et une équipe de six personnes a été formée à l'utilisation d'EarthRanger, de Spidertracks et d'appareils de télécommunications.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Grâce à une collaboration constante avec le gouvernement national, les autorités locales et les dirigeants communautaires, les équipes des parcs élaborent des stratégies de conservation incluant l'accès continu des communautés aux ressources de la faune et de la flore sauvages. L'étude de 74 villages par les universitaires de Juba constitue une base précieuse pour planifier l'utilisation des terres et les actions communautaires. Les observations aériennes et terrestres des campements pastoraux dans et autour de Boma ont permis pour leur part de créer une base de référence de l'empreinte humaine à l'intérieur du parc et de mettre en œuvre un programme de transhumance.

Les quatre équipes Tango nouvellement recrutées ont visité des localités autour de Lafon et Otallo pour sensibiliser les communautés à la conservation. Il a été créé des jardins potagers dans plusieurs villages en vue de développer des entreprises durables et d'approvisionner les campements du parc.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Il reste un long chemin à parcourir avant l'implantation du tourisme commercial, mais l'extension de l'offre est l'objectif de tous les partenaires. Au cours de l'exercice de marquage, l'équipe du parc a accueilli deux groupes de visiteurs, au nombre desquels des partenaires et des donateurs. Malgré l'éloignement et les infrastructures limitées, qui posent de nombreux défis logistiques, leur séjour a été un succès et a révélé le potentiel pour les visites ultérieures.

GESTION DU PARC ET DES INFRASTRUCTURES – À Boma, l'hébergement a été amélioré et un hangar a été construit au siège et au campement de Nyat ; Otallo Camp a été aménagé pour accueillir le personnel et les visiteurs. À Badingilo, les campements de Lafon et Bala ont été rénovés, un hangar a été construit ; le siège, dont le site a été choisi, comprendra une piste d'atterrissage, deux hangars, un puits de forage, un système solaire et des logements sous tente. En raison du relief malaisé, les pistes d'atterrissage ont été rouvertes, et la surveillance et la logistique seront assurées par cinq nouveaux avions.

Des postes-clés ont été pourvus pour les équipes des deux parcs, et un conseil d'administration a été créé pour l'entité « African Parks South Sudan ». Un atelier a été organisé à Juba sur le Développement de la stratégie de durabilité à long terme de Boma-Badingilo ; y ont participé la majeure partie de l'équipe locale d'African Parks, ainsi que la direction et des membres du ministère sud-soudanais de la Conservation de la faune et du Tourisme.

OBJECTIFS POUR 2024

- Poser des colliers sur 106 autres animaux et mener une enquête aérienne incluant les marais du Sudd
- Élaborer une stratégie de gestion pour les populations restantes d'éléphants, de girafes et de buffles
- Achever la phase I du QG de Badingilo
- Achever la cartographie des parties prenantes et entamer l'évaluation socio-économique devant servir de base au plan d'occupation des terres
- Accueillir jusqu'à quatre groupes de touristes pendant et après l'opération de marquage de 2024



Après avoir observé la pose d'un collier sur cet éléphant lors de l'opération menée à Boma et Badingilo, ces anciens de la communauté de Kassangor et leurs communautés se sont engagés à soutenir la conservation de l'espèce © Marcus Westberg



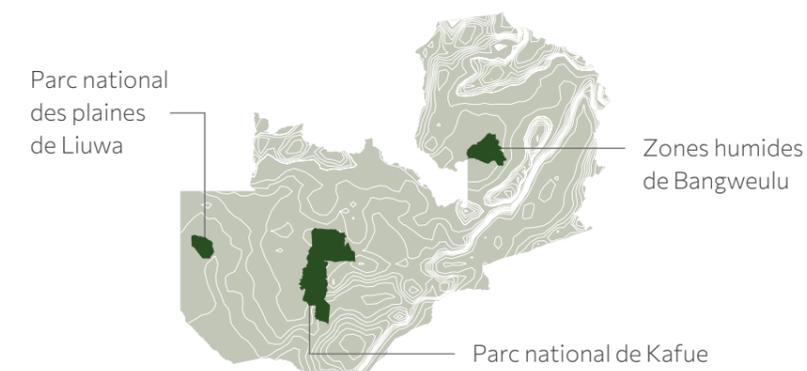
126 animaux de
12 espèces équipés
de colliers de suivi



17 groupes
ethniques
impliqués



12 membres des équipes
Echo et Tango formés à
l'engagement communautaire



ZAMBIE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW)



Le Département zambien des parcs nationaux et de la faune (DNPW), qui dépend du ministère du Tourisme, concentre son action sur la protection et la conservation des domaines fauniques, sur l'amélioration de la qualité de vie des communautés et sur le maintien d'une biodiversité robuste. African Parks a entamé sa collaboration avec le DNPW dans le Parc national des plaines de Liuwa en 2003, et dans les Zones humides de Bangweulu en 2008. Le directeur en est M. Dominic L. Chiinda.

ZONES HUMIDES DE BANGWEULU

6 645 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2008

DIRECTEUR DU PARC : ANDREW CHOMBA

PARTENAIRES Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW) et les six Conseils de ressources communautaires

PARC NATIONAL DE KAFUE

22 480 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2022

DIRECTEUR DU PARC : CRAIG REID

PRINCIPAUX DONATEURS Dutch Postcode Lottery, Elephant Crisis Fund (ECF), Stichting Nieuwgeluk Philosophy, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), Wildcat Foundation, Fondation Wyss

PARTENAIRE Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW)

PARC NATIONAL DES PLAINES DE LIUWA

3 369 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

DIRECTEUR DU PARC : DEON JOUBERT

PRINCIPAUX DONATEURS Stichting Natura Africae, WWF Belgique

PARTENAIRES Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW) et Barotse Royal Establishment (BRE)



PROTÉGER LE BEC-EN-SABOT DE BANGWEULU APORTE DES AVANTAGES DURABLES – Pour préserver ces zones humides et soutenir un système dans lequel les communautés sont les gardiennes des ressources naturelles, la direction de Bangweulu œuvre avec six chefferies à la gestion durable des ressources, comme la pêche, l'apiculture et la récolte de lechwe.

Le Programme de protection des nids des becs-en-sabot, axé sur la conservation d'espèces spécifiques, constitue un outil efficace pour sensibiliser ces communautés à la portée de la conservation de ces territoires : il permet d'aborder diverses questions relatives à la biodiversité, comme les incendies, la santé de la flore et de la faune, l'importance de la cohabitation avec les animaux sauvages. Sa valeur éducative a été considérable : plus de 1 500 personnes ont été concernées. En outre, les discussions ouvertes ont permis de mieux cerner les besoins et les attentes des communautés, dont certains membres sont chargés de protéger les becs-en-sabot 24/7 pendant la saison de nidification, soit

de juin à novembre : cette année, 26 d'entre eux ont été embauchés pour des périodes allant jusqu'à six mois pour s'occuper de 13 nids et de leurs occupants.

Ces deux dernières années, 12 poussins becs-en-sabot avaient été sauvés ; ils ont été réhabilités sur le site d'élevage en captivité, équipés d'un dispositif GPS puis relâchés. Malheureusement, quatre d'entre eux n'ont pas survécu, dont trois qui, attaqués par des fourmis rouges, ont subi un choc trop important. Après deux années d'obstacles et d'enseignements divers, on constate toutefois que le programme de réhabilitation a non seulement contribué à leur conservation en leur offrant une réelle chance d'expansion, mais aussi impacté positivement et durablement les populations tributaires de la salubrité de l'écosystème du parc.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les pièges photographiques, entre autres sources, ont livré des images de la population de hyènes et identifié 45 tanières, soit une nette augmentation. Mwansa, la femelle guépard, a été hélas tuée en août, et aucun de ses petits n'a survécu ; il nous sera nécessaire d'évaluer plus précisément les risques avant de poursuivre la stratégie de réintroduction de cette espèce. Le projet entrepris par des chercheurs de l'Université du KwaZulu-Natal a permis de baguer 72 oiseaux de 20 espèces : il a offert à la fois une expérience pratique et une formation à l'équipe du bec-en-sabot, ainsi qu'aux guides ornithologiques du

département du tourisme, quant à la physiologie et la taxonomie des oiseaux aquatiques, et sur les techniques de baguage à l'aide de filets japonais.

Un analyste de données spécialisé dans l'application de la loi a dispensé une formation de dix jours à l'équipe d'investigation, portant sur la collecte de données, l'évitement des conflits, etc. L'application de la législation en matière de conservation s'est trouvée renforcée par de nouveaux membres clés du personnel et la construction d'un nouveau centre de contrôle opérationnel à Nkondo.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les six Conseils de ressources communautaires (CRB) ont reçu une formation aux finances et au leadership en collaboration avec le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW), ainsi que des avis sur le Fonds de développement communautaire – les sommes qui leur sont allouées pour des programmes communautaires – destinés à s'assurer que les projets sélectionnés leur bénéficieront. Le DNPW a mené en outre un vaste processus de consultation avec tous les acteurs de la Zone de gestion générale de Bangweulu (GMA) en vue du Plan de gestion globale qui a été signé par les six chefferies en novembre.

De nouveaux groupes de jeunes ont été constitués pour renforcer la sensibilisation à la santé génésique, avec le soutien du programme Charlize Theron Africa Outreach. Outre la formation des pairs éducateurs dispensée par le ministère de la Santé, chaque groupe devra encore être conseillé et soutenu vu l'importance du planning familial dans des communautés en forte croissance. Des élèves choisis au sein de l'école primaire de Muwele ont participé à deux jours d'observation dans les marais : cette expérience forte souligne l'importance d'exposer les enfants aux écosystèmes dans lesquels ils vivent. Les concours d'art animalier et les excursions pour aller observer les lechwe et les becs-en-sabot ont participé à l'éducation et à la sensibilisation à l'environnement.

Le partenariat instauré avec le CIFOR-ICRAF (Centre pour la recherche forestière internationale et l'agroforesterie mondiale) vise à développer des chaînes de valeur pour des ressources telles que les champignons et les chenilles, ce, afin de favoriser les produits naturels

dans les communautés et garantir des récoltes durables. Il faudra cependant réviser le plan de gestion halieutique et garantir une meilleure inclusion des communautés dans la gouvernance des ressources naturelles. D'après les enquêtes effectuées auprès de ces dernières, les efforts de sensibilisation n'ont pas une portée suffisante et un meilleur partage d'informations est nécessaire, notamment pour obtenir de leur part des retours d'information plus réguliers.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Le Shoebill Island Camp (« campement du bec-en-sabot ») s'est montré à la hauteur de son nom : des effectifs étonnants ont été relevés au cours des mois d'hiver (juin-août) – jusqu'à cinq becs-en-sabot sauvages en une seule journée ! Il a accueilli des donateurs d'ASHIA Cheetah Conservation et de l'African Wildlife Conservation Foundation (AWCF) pour débattre de deux projets qu'ils soutiennent : la réintroduction des guépards et les becs-en-sabot. Le campement de Nsoke a été très fréquenté tout au long de l'hiver, et jusqu'en septembre. Kayeshi Camp, rénové, a été fréquenté à 100% au cours de la saison.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le Plan de gestion global a été finalisé et signé : les zones à usage spécial, les aires de conservation et les zones de développement guidant l'utilisation des terres ont été désignées et rectifiées. Le nouveau couloir faunique entre la GMA et le Parc national voisin de Lavushi Manda en marque le résultat progressif.

OBJECTIFS POUR 2024

- Formuler une stratégie commerciale pour le tourisme communautaire
- Instaurer une stratégie communautaire révisée afin d'améliorer le partage des bénéfices dans l'ensemble de l'AGM
- Mettre en œuvre le plan de gestion halieutique, en respectant l'interdiction nationale de la pêche et sans nouveaux déversoirs
- Assurer l'efficacité des programmes de recherche, suivi, réintroduction et réhabilitation de la biodiversité
- Entretien plus de 150 km de routes praticables par tous les temps



La pêche durable, l'une des principales sources de revenus et de protéines pour les communautés de Bangweulu, est gérée avec le soutien des six chefferies © Lorenz Andreas Fischer



13 nids de becs-en-sabot surveillés par 26 gardes employés localement



6 chefferies signataires du Plan de gestion du parc



90 000 \$US partagés avec des organismes communautaires pour des projets à usage propre



CONSTRUIRE DES PARTENARIATS À GRANDE ÉCHELLE POUR LA CONSERVATION

– Avec ses 22 480 km², le Parc national de Kafue est un parc de grande envergure exigeant une gestion à la hauteur. Depuis la signature, en 2022, du partenariat avec le Gouvernement zambien, le rétablissement de la biodiversité, le développement des infrastructures et la consolidation du tourisme ont été les principaux axes de gestion de cet écosystème essentiel qui relève de la Zone de conservation transfrontalière du Kavango-Zambèze (KAZA), l'une des plus vastes au monde. L'année 2023 marquera la première année complète d'African Parks à Kafue, et grâce aux bases posées par le Plan de soutien prioritaire de 18 mois

adopté en 2021/2022, la restauration à long terme de ce parc est en bonne voie.

Pour s'assurer d'une implication constructive, l'équipe de développement communautaire, en collaboration avec The Nature Conservancy, a visité tous les villages alentour. Sur cette base ont été réalisées une évaluation complète de leurs besoins et une enquête sur l'indice de circonscription pour la conservation (CCI), toutes deux très utiles pour définir la Stratégie d'engagement communautaire. L'enquête aérienne 2022 de la KAZA a livré un aperçu des effectifs de la faune de Kafue, ce qui permet aux équipes de mieux évaluer les besoins en matière de gestion de la conservation sur ce vaste territoire. La pose de colliers sur les éléphants et les buffles a été cruciale pour appréhender les déplacements de la faune, et donc pour appuyer la loi sur la conservation. Les compétences et l'équipement en matière de gestion des incendies ont été privilégiés, cet élément jouant un rôle essentiel dans les fonctions écosystémiques de Kafue. Vingt nouveaux éclaireurs ont été recrutés et formés à la protection du parc.

L'année s'est terminée avec la remise en liberté de sept jeunes lions sauvés l'année dernière après la mort de leurs mères, prises dans des collets. Après 13 mois de soins en captivité, pendant lesquels ils se sont liés à une lionne adulte, et la pose de colliers VHF satellitaires, ils ont été relâchés. Les efforts déployés pour les sauver, les réhabiliter puis les rendre à la vie sauvage ont nécessité l'expertise de nombreux partenaires et spécialistes, lesquels ont au final transformé une tragédie en succès.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'étude aérienne de la KAZA a confirmé la croissance de la population d'éléphants, signe d'un environnement de plus en plus sûr, tandis que des effectifs encourageants d'espèces telles que le buffle, le puku, la zibeline et le bubale ont été enregistrés. Des colliers de repérage sont actuellement actifs sur 39 éléphants et trois buffles, tandis que 12 vautours sont étudiés dans le cadre d'un partenariat avec le zoo de Caroline du Nord et Birdlife Zambia. En partenariat avec le programme zambien sur les carnivores, Musekese Conservation et Panthera, les lions, les guépards et les lycaons font l'objet d'un suivi devant permettre d'éclairer la prise de décisions et de mieux appréhender ces espèces-clés de l'écosystème. Les deux équipes de gestion des incendies se sont livrées à des essais de dispositifs incendiaires héliportés et d'équipements additionnels. Le développement de l'équipe chargée de l'application de la loi et de l'unité de soutien aérien, ainsi qu'une formation spécialisée supplémentaire, ont excellemment réussi à perturber et affaiblir les réseaux de trafiquants de faune sauvage.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Un total de 29 182 \$US a été versé aux Conseils des ressources communautaires (CRB) pour des projets à usage propre. Des protocoles d'accord ont été signés avec 15 CRB pour formaliser les relations avec les communautés, tandis que le nouveau mécanisme complet de règlement des différends favorise une communication claire et transparente entre la direction du parc et les communautés. Plus de 160 réunions communautaires ont été organisées à l'intention de 1 682 personnes, et 1 277 villageois ont participé à des séances de sensibilisation à l'environnement. Divers matériels éducatifs ont été remis à trois écoles et 500 écoliers. La

collecte de données pour le Plan de gestion halieutique qui a démarré dans les trois principales pêcheries communautaires a pour but de protéger les moyens de subsistance, tout en gérant la base de ressources.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Kafue a accueilli un total de 16 755 visiteurs – le chiffre le plus élevé enregistré à ce jour – dont près de 50% venaient des environs. Le Kafue Wild Trail Run, qui fait partie du Wildlife Ranger Challenge, a permis de mieux faire connaître le large éventail d'offres de ce site unique. L'équipe de gestion a organisé diverses formations sur l'assistance à la clientèle et le suivi de la faune, tandis que 12 jeunes stagiaires se sont familiarisés à l'industrie touristique. L'équipe commerciale a conclu les négociations avec les opérateurs quant à des Accords de concessions touristiques qui n'étaient pas en place lorsque l'accord à long terme a été finalisé, ce qui a donné lieu à huit renouvellements et une nouvelle concession. Après approbation du conseil d'administration, il a été lancé un appel à manifestation d'intérêt pour un hôtel sur le lac Itezhi-Tezhi, au sud de Kafue.

GESTION DES PARCS ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – La Stratégie de durabilité à long terme et le Plan de gestion global sont en bonne voie d'achèvement. L'équipe de Kafue, qui compte aujourd'hui plus de 550 personnes, offre des opportunités d'emploi aux communautés locales. Quatre maisons ont été achevées à l'intention du personnel de direction, ainsi que des logements pour le personnel de niveau intermédiaire et deux casernes, et un hangar à avions supplémentaire a été construit. Cinq pistes d'atterrissage ont été entretenues et fait l'objet d'une nouvelle licence. Plus de 2 000 km de routes ont été maintenus et améliorés.

OBJECTIFS POUR 2024

- Transférer 2 000 gnous et 300 zèbres du Parc national des plaines de Liuwa
- Recruter et former 50 nouveaux éclaireurs
- Lancer le Plan de gestion global
- Finaliser les plans de développement commercial
- Finaliser et mettre en œuvre la Stratégie d'engagement communautaire



1 682 représentants communautaires ont participé à des réunions



700 enfants parrainés ont visité le parc



Augmentation de 196% des recettes touristiques depuis 2022



restauration de son héritage. Liuwa abrite environ 12 000 membres communautaires qui, à l'intérieur ou hors de ses limites, sont en grande partie tributaires pour leur existence de l'agriculture, de la pêche et de la récolte des ressources naturelles. Grâce à leur engagement et à leur intégration, Liuwa apporte un concours majeur à leurs moyens de subsistance durables, à leur emploi et leur éducation.

LA GARDE COLLECTIVE DU PAYSAGE – Depuis 20 ans, African Parks œuvre en partenariat avec le Department of National Parks and Wildlife (DNPW) et le Barotse Royal Establishment (BRE) à la gestion du Parc national des plaines de Liuwa et à la

Grâce à divers programmes, leurs droits légaux sur les ressources naturelles ont été protégés et, dans le même temps, l'exploitation de ces ressources est gérée de manière à garantir une viabilité à long terme. Citons ainsi le système traditionnel des permis de pêche : la direction du parc délivre des

carnets aux Silalo Indunas (chefs de zone) qui, à leur tour, remettent des permis à leurs membres. Le permis de 14 jours permet à la population de pêcher dans les eaux du parc, tandis qu'un permis général est délivré pour la récolte d'autres ressources naturelles à des fins de consommation personnelle. De cette manière, la pêche illégale est endiguée et les ressources protégées.

Problème majeur pour les éleveurs des communautés de Liuwa et des environs : les conflits homme-faune (HWC). Pour y remédier, il a été mis en place en janvier 2023 un Fonds d'atténuation et programme de sensibilisation, aux termes duquel le quel les bovins tués par des prédateurs sont remboursés aux éleveurs inscrits ayant adhéré à son règlement – plus de 300 à ce jour. Le Fonds procure également des dispositifs dissuasifs (cloches de vache, lampes d'alarme solaires) propres à éloigner les hyènes et d'autres prédateurs. Quinze incidents ont été documentés et quatre remboursements effectués. Des réunions ayant par ailleurs sensibilisé la communauté aux HWC, les éleveurs ont compris qu'une aide pouvait leur être accordée, d'où une augmentation du nombre de cas signalés.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – La meute de lycaons est restée stable en dépit des pertes naturelles. Deux femelles ont mis au monde des petits, malheureusement tous morts de causes naturelles. L'effectif des lions est passé à 24 individus. Le Programme zambien sur les carnivores (ZCP) a découvert un nouveau clan de hyènes dans la partie nord-ouest de la Zone de gestion du gibier (GMA) et un total de 24 nouveaux petits a été recensé. Diverses espèces ont été équipées ou rééquipées de colliers, dont deux éléphants, sept hyènes et trois guépards. L'équipe chargée de l'application de la loi a procédé à 34 arrestations, et 15 nouveaux éclaireurs communautaires ont rejoint l'équipe de Liuwa en novembre à l'issue de leur formation à Chunga.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Le programme de vaccination contre la rage des chiens domestiques s'est poursuivi : 2 575 chiens et 296

chats ont été traités. Dans la boutique Agro-Vet du Community Resource Board (CRB) de Kalabo, qui a entamé sa seconde année, les communautés ont accès à des outils et des semences et se familiarisent aux méthodes d'agriculture durable. Plus de 3 500 kilos de mangues fraîches ont été transformées en 237 kilos de mangues séchées. Les pêcheurs ont bénéficié d'un atout de taille : la mise à disposition d'un camion pour transporter leur marchandise vers les marchés de bourgs plus importants, comme Mongu, obtenant ainsi des prix plus élevés pour leurs prises. Deux cent trente élèves ont reçu une aide pour leurs frais de scolarité et trois nouveaux instituteurs communautaires ont été rémunérés par AP en 2023, ce qui porte à 28 le nombre total d'enseignants épaulés.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Le campement de Liuwa ouvert en fin d'année a stimulé l'offre touristique. Le parc a généré au total 202 072 \$US grâce à l'activité des entreprises et au tourisme, qui a rapporté à lui seul 154 589 \$US.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Après cinq ans d'existence, le plan d'occupation des terres a été revu et modifié. Au siège du parc, les travaux d'extension du site technique permettront d'accueillir du personnel supplémentaire pour le Liuwa Camp. La nouvelle signalisation touristique facilitera l'accès des touristes aux différents sites et terrains de camping.

OBJECTIFS POUR 2024

- Augmenter la génération de revenus en administrant le Liuwa Camp
- Célébrer les 20 ans de partenariat avec le Parc national des plaines de Liuwa
- Renouveler l'accord de gestion en incorporant une partie du GMA du Haut-Zambèze occidental
- Mettre en œuvre le plan de gestion des incendies
- Remettre le camion Hino et la boutique Agro-Vet au CRB



230 bourses d'études accordées



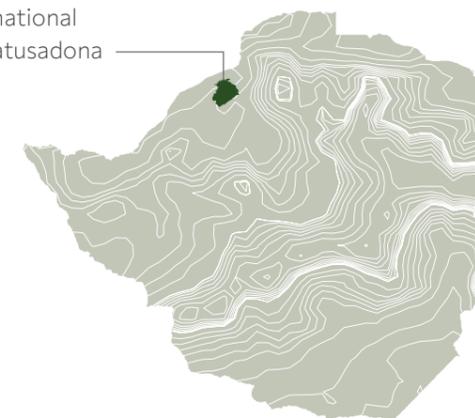
4 686 agriculteurs impliqués dans des programmes d'agriculture de conservation



16 clans de hyènes



Parc national
de Matusadona



ZIMBABWE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Zimbabwe Parks and Wildlife Management Authority (PWMA)



L'Autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe (PWMA) opère en vertu de la Loi sur les parcs et la faune [Chapitre 20:14] de 2001, et gère environ cinq millions d'hectares de terres, soit 13% de la superficie totale du pays.

Mandatée pour la protection, la gestion et l'administration de la faune et de la flore du Zimbabwe, l'Autorité a signé en 2019 un mandat de 20 ans avec African Parks autour du Parc national de Matusadona. L'actuel directeur général de la PWMA est M. Fulton Mangwanyana.

PARC NATIONAL DE MATUSADONA

1 477 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

DIRECTEUR DU PARC : MICHAEL PELHAM

PRINCIPAUX DONATEURS Elephant Crisis Fund (ECF),
Stichting Natura Africae, Fondation Wyss



LA COMMUNICATION EST ESSENTIELLE À LA SAUVEGARDE DE LA BIODIVERSITÉ

Le Parc national de Matusadona borde les terres communales du district rural de Nyaminyami. Pour assurer la conservation de la biodiversité dans la région de Sebungwe, qui s'étend sur 17 000 km², la direction du parc soutient l'élaboration d'un plan d'occupation des terres. Sa collaboration avec le Conseil du district rural, les chefs traditionnels et les communautés permet de prendre en compte les besoins de la population et de la faune ; à ce jour, ce processus participatif a reçu l'apport de près de 500 membres communautaires.

Grâce à ce processus inclusif sont trouvées des solutions parlantes et exploitables pour lutter contre la dégradation des territoires, assurer l'utilisation durable et légale des terres et une meilleure compréhension des besoins futurs. Une fois mis en œuvre, le plan reconnaîtra officiellement les couloirs fauniques ainsi

que les réserves communautaires du district rural de Nyaminyami, où des zones seront désignées pour la production agricole durable, la réduction des conflits homme-faune (HWC), une génération potentielle de revenus issus du tourisme communautaire, ainsi que des capacités de financements alloués à des projets socio-économiques.

Cette communication solide entre le parc et les communautés améliore également de manière probante les rapports de HWC. Avant 2019, le faible nombre d'incidents signalés laissait supposer un nombre négligeable de HWC ; si leur augmentation constante depuis la signature du partenariat avec le gouvernement du Zimbabwe – 28 en 2020, 255 en 2021, 477 en 2022 et 247 en 2023, dont sept ont malheureusement entraîné la mort de villageois –, peut être attribuée en partie à l'amélioration des relations entre le parc et les populations, plus assurées de trouver une aide, elle signale également un problème plus important qu'on ne le pensait auparavant. En conséquence, Matusadona a augmenté ses effectifs pour y répondre efficacement, identifie les schémas de HWC sur la base de ses données et, en collaboration avec la communauté concernée, cible des domaines d'intervention spécifiques pour les prévenir.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – En collaboration avec la Tikki Hywood Foundation a été entrepris le premier projet de recherche et de surveillance du pangolin de Temminck entrepris dans le parc, dans le but de collecter des données suffisantes sur cette espèce peu connue et peu visible tout en sensibilisant les communautés avoisinantes à sa conservation. Les déplacements des neuf éléphants équipés de colliers en 2021 ont prouvé de manière concluante que la dispersion saisonnière s'effectuait toujours par le biais de plusieurs couloirs demeurés étonnamment intacts.

L'équipe chargée de l'application de la loi s'est agrandie cette année à 90 membres avec le recrutement de 34 écogardes supplémentaires, tous issus des quatre chefferies voisines. Le nouveau responsable des opérations sur le terrain va préparer la réintroduction du rhinocéros rouan et du rhinocéros noir. Une nouvelle base opérationnelle avancée a été édifée dans la région des gorges de Sanyati pour assurer le respect de la législation le long de la frontière orientale, particulièrement vulnérable, ce, avec des résultats positifs : pour la première fois depuis plus de 25 ans, les poissons-tigre ont pu se reproduire en 2022 et 2023 sans l'entrave des filets illégaux.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – En collaboration avec Book Aid International, plus de 13 000 enfants ont été concernés en 2023 par le programme Reading Around the Reserve ; 28 élèves défavorisés en passe de quitter le système scolaire ont reçu des bourses, et 113 élèves ont visité le parc dans le cadre du programme Environmental and Young Rangers. Plus de 200 élèves participent aux sept clubs de protection de la nature. Parmi le personnel de Matusadona, 62% sont originaires des quatre chefferies, et tous les intérimaires sauf un sont zimbabwéens.

L'un des principaux objectifs du département est de lancer le projet pilote Fish to Fork (« du poisson à la fourchette ») dans le but d'obtenir des résultats plus favorables au King's Camp, une communauté de pêcheurs vivant à l'intérieur du parc, puis de l'étendre aux campements situés à l'extérieur.

GÉNÉRATION DE REVENUS – D'une moyenne de 80 000 \$US par an avant 2019, les 351 246 \$US générés en 2023 démontrent clairement que la progression du profil de Matusadona auprès des visiteurs régionaux et locaux. Plusieurs nouveaux terrains de camping ont été ouverts, dont un comporte une source riche en gibier et un autre un point de vue spectaculaire sur l'escarpement. Le nouveau Jenje Bush Camp, doté de 12 lits, a reçu des avis favorables de son tout premier groupe d'hôtes en août. L'achat de deux véhicules supplémentaires pour les safaris porte la flotte touristique à deux bateaux pontons et quatre véhicules pour les safaris et les croisières, et il devrait être possible de tirer parti des péniches habitables. Le département du tourisme a embauché quatre apprentis guides, formés aux safaris et aux croisières.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

Le réseau routier a été étendu, et l'ancienne carte routière revue et redessinée avec les nouveaux campements et routes. L'installation d'une centrale solaire de 115 kVA et d'un système d'onduleurs permet au siège de fonctionner 24/7, y compris le bureau de conservation, la salle des opérateurs, l'administration, les services techniques et la clinique. Les logements du personnel achevés au cours de l'année comprennent des duplex pour la gestion intermédiaire, un magasin et une salle de loisirs rénovés pour le personnel de Tashinga ; la rénovation d'une maison pour la direction et du complexe résidentiel d'Umbabala est en cours. L'achat d'un ferry, qui permettra un transport fiable et abordable entre le parc et la ville voisine de Kariba, contribuera à résoudre les problèmes d'accessibilité.

OBJECTIFS POUR 2024

- Finaliser le plan d'occupation des terres à l'échelle du territoire
- Lancer le programme pilote Fish to Fork au King's Camp
- Achever de préparer la réintroduction des rhinocéros noirs
- Augmenter le portefeuille touristique



567 000 \$US générés par les groupements communautaires de pêche durable



5 759 visiteurs nationaux et 3 044 internationaux



13 balises actives de surveillance de la faune (neuf éléphants, un lion, trois pangolins)



NOS PARTENAIRES

Programme d'incubation	88
Partenaires financiers stratégiques	90
Informations institutionnelles	100
En souvenir	102

DÉVELOPPER NOTRE IMPACT PAR DES PARTENARIATS

NOTRE PROGRAMME D'INCUBATION

Nous visons à gérer 30 zones protégées d'ici 2030, mais reconnaissons devoir protéger mieux encore les zones-clés, riches en biodiversité, au profit des populations et de la faune. En lançant en 2018 un Programme d'incubation, nous investissons dans des organismes partageant notre ambition – administrer efficacement les zones protégées par des accords à long terme et notre objectif – soutenir d'ici 2030 leur gestion de dix nouvelles zones protégées totalisant 15 millions d'hectares.

Notre soutien : élaboration d'accords de gestion avec des partenaires gouvernementaux, partage des structures commerciales, des disciplines de gouvernance et des meilleures pratiques d'AP ; examens opérationnels et audits de procédures aptes à identifier les lacunes ; appui financier par le biais de sous-subsventions ou la prise en charge de canaux de financement à la demande des donateurs ; mentorat. Les sites d'incubation sont évalués sur la base de critères similaires à ceux que nous utilisons pour gérer nos propres zones d'opération, et les partenariats sont menés aux niveaux institutionnel, opérationnel et financier, avec un appui et des échanges adaptés aux besoins et circonstances spécifiques du partenaire.

En 2023, nous avons fourni beaucoup d'efforts pour développer ce Programme, qui est un outil efficace aligné sur les besoins de différents gestionnaires d'aires protégées, de partenaires techniques et institutionnels, et de donateurs. En conséquence, nous avons revu les processus internes, recruté une équipe senior et levé des fonds supplémentaires. Nous avons enregistré des progrès conséquents pour deux nouveaux partenariats, ceux des Parcs nationaux d'Upemba, en RDC, géré par la Forgiven Parks Foundation et l'ICCN, et de Lantoto, au Soudan du Sud, géré par son gouvernement et l'Enjojo Foundation : les processus de diligence raisonnable ont été finalisés et le conseil d'administration a donné son approbation. Nous avons mis fin à notre partenariat avec Wild Africa Conservation (WAC), en raison des menaces grandissantes envers la sécurité qui l'empêchent d'opérer efficacement dans le W-Niger.

À l'avenir, l'équipe chargée du Programme d'incubation

continuera d'améliorer la structure du programme, opérera sur un cadre solide de soutien à ses partenaires et développera des objectifs annuels d'optimisation du soutien et du mentorat.

Nous sommes fiers de nous associer à des organisations partageant les mêmes idées. Notre portefeuille de partenaires comprend actuellement trois organisations à but non lucratif gérant cinq zones protégées, pour une superficie de 104 177 km² (10,41 millions d'hectares).

Parcs de Noé : Cette organisation internationale à but non lucratif cherche à préserver la biodiversité par des programmes sur le terrain, ciblant les espèces menacées et les zones protégées tout en contribuant à l'économie et aux moyens de subsistance du cru par l'éducation et la santé, en améliorant la résilience au changement climatique et en encourageant le changement des comportements par la sensibilisation environnementale. Avec sa « franchise » interne baptisée les Parcs de Noé, elle gère depuis 2018 la Réserve naturelle de Termit et Tin-Toumma, au Niger, depuis 2019 la Réserve faunique de Binder-Léré, au Tchad, et depuis 2021 le Parc national de Conkouati-Douli, au Congo. Noé augmente continuellement son impact positif sur la conservation ; avec une équipe de gestionnaires désormais au complet, elle développe sa capacité opérationnelle et financière, en tandem avec la recherche opérationnelle, pour mieux appréhender les zones sous sa gestion.



Forgotten Parks Foundation, RDC : Cette fondation à but non lucratif a conclu en 2017

un accord de partenariat public-privé (PPP) avec la RDC pour réhabiliter et gérer le Parc national de l'Upemba ; l'avenant de 2023 prévoit un mandat de gestion à long terme. Elle revoit actuellement la structure de son équipe gestionnaire et met en place des systèmes efficaces, tout en renforçant progressivement sa présence et ses capacités pour relever les graves défis que sont la présence des rebelles Maï-Maï et l'exploitation minière illégale.



Mulanje Mountain Conservation Trust (MMCT) : Ce fonds environnemental œuvre à l'utilisation durable des

ressources naturelles au profit des communautés de la Réserve biosphérique du mont Mulanje, ainsi que de la protection et restauration de sa biodiversité unique. Le Trust est actuellement dans une phase de transition : passé du conseil technique auprès du Département des forêts à un mandat de gestion à long terme, il est en voie de restructuration et d'adaptation à ce nouvel objectif.

LES CATALYSEURS DE LA CONSERVATION

PARTENAIRES FINANCIERS STRATÉGIQUES

Nous sommes profondément reconnaissants à ce noyau de donateurs qui nous apporte un financement largement flexible et pluriannuel de plus de 500 000 \$US par an. Nous remercions également plusieurs donateurs privés européens qui préfèrent rester anonymes. À eux tous, ces partenaires essentiels, par leur soutien incroyablement généreux et la plupart du temps inconditionnel, nous ont aidés à intensifier nos efforts dans la gestion des zones protégées d'Afrique.



Groupe Bel – Cette société familiale de produits à base de lait, fruits et plantes est un acteur majeur de l'industrie alimentaire et l'un des leaders mondiaux des fromages de marque. Outre sa mission entrepreneuriale de nourrir chacun plus sainement et durablement, elle est engagée dans la lutte contre le changement climatique et s'efforce de réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre : elle contribue ainsi aux capacités des puits de carbone par, notamment, la préservation des écosystèmes. À ce titre, Bel s'associe à African Parks (AP) pour financer la Zone de conservation du Chinko en achetant des crédits carbone VCS, émis pour la première fois en 2023.



Le Gouvernement du Bénin – Le Parc national de la Pendjari se situe dans le complexe W-Arly-Pendjari (WAP), qui s'étend sur le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. Lorsque le président béninois Patrice Talon a invité AP à en assumer la gestion pour conserver, gérer et développer ce site unique, son gouvernement a pris un engagement quinquennal important de 6 millions \$US grâce auquel nous avons pu également étendre notre empreinte dans le W-Bénin – attirant ainsi d'autres financements privés et institutionnels en faveur de la Pendjari et du W-Bénin, lesquels forment une grande partie du plus vaste écosystème sauvage intact d'Afrique de l'Ouest.

Bill Pope – En 2022, Bill s'est rendu dans quatre parcs gérés par AP : Zakouma et l'Ennedi au Tchad, Odzala-Kokoua en RDC et le Chinko en RCA – un circuit ambitieux dans certains

des parcs les plus reculés d'Afrique centrale et du Sahel. Inspiré par le travail d'AP et par ceux qui œuvrent, jour après jour, à protéger et conserver ces sites magnifiques, il a pris un engagement pluriannuel généreux, devenant ainsi l'un de nos partenaires stratégiques.

The Dhanam Foundation – Créée en 2004, cette Fondation est une organisation privée indépendante à but non lucratif basée à Palo Alto, en Californie. Elle axe principalement son action sur l'éducation, la protection de l'enfance et les services à la personne, la conservation de la nature et la protection des territoires. En 2023, elle a renouvelé son appui à AP en s'engageant en faveur de la restauration de Siniaka Minia, au Tchad. Elle a également participé au financement des actions de conservation du dugong menées dans le Parc national de l'archipel de Bazaruto, au Mozambique.

DOB Ecology – Fondation néerlandaise, DOB Ecology est convaincue que des écosystèmes forts et salubres sont des ingrédients essentiels à la vie, au bien-être et au développement durable. Sa mission : aider les organismes œuvrant à protéger et restaurer les écosystèmes menacés et (re)créant le cadre nécessaire à la résilience des moyens de subsistance des communautés locales. Le partenariat pluriannuel entre DOB Ecology et AP s'articule autour de la conservation basée sur le renseignement dans le Parc national d'Odzala-Kokoua.

Donna and Marvin Schwartz – Ces extraordinaires défenseurs de la conservation et des causes liées à la vie animale s'intéressent tout particulièrement à la sauvegarde des éléphants et d'autres grandes espèces menacées par le braconnage, et s'y engagent fermement. Depuis 2012, date du début de leur relation avec AP, ils apportent un soutien essentiel à la lutte anti-braconnage dans toute l'Afrique centrale.

Edith McBean – Championne de longue date de la conservation de la biodiversité, passionnée par la protection des espèces et des habitats, Edith, forte de trois décennies de leadership assidu, joue un rôle essentiel depuis 2023 dans la promotion de ces causes cruciales aux côtés d'AP. En 2023, sa contribution stratégique à la sauvegarde de la grande migration au Soudan du Sud illustre son dévouement inébranlable à la préservation de ce site prodigieux.



L'équipe du développement communautaire du Parc national d'Iona donne la priorité aux communautés locales Himba, avec lesquelles elle débat de l'importance de la conservation et de thèmes pertinents pour elles et pour le parc © Marcus Westberg



Ci-dessus : Le Parc national de l'Akagera, au Rwanda, abrite 500 espèces d'oiseaux, dont le petit guêpier (Merops pusillus), et est considéré comme un site ornithologique important © Scott Ramsay



Dutch Postcode Lottery – La Loterie collecte des fonds depuis 1989 pour soutenir des organisations œuvrant pour un monde plus juste et plus vert. Au moins 40% de chaque billet vendu est reversé à une association caritative. Elle s'est progressivement développée pour devenir la plus grande loterie caritative des Pays-Bas en soutenant 146 organisations non gouvernementales. Depuis sa création, elle a distribué plus de 8 milliards d'euros. Au cours des cinq dernières années, AP a bénéficié de 4,5 millions d'euros de fonds non affectés. Nous avons reçu en 2020, avec le World Wide Fund for Nature (WWF) et Peace Parks, 16,9 millions d'euros pour un projet Dreamfund visant à stimuler le développement écologique et socio-économique de la Kavango Zambezi (KAZA) – la plus grande zone terrestre de conservation transfrontalière au monde –, ce qui a contribué à financer des opérations de développement au Parc national de Kafue, en Zambie.



Elephant Crisis Fund (ECF) – Initiative conjointe de Save the Elephants et du Wildlife Conservation

Network, l'ECF est un fonds flexible et réactif, qui vient en appui des organisations les plus fiables au niveau mondial œuvrant à l'avenir de l'éléphant d'Afrique. Depuis 2015, l'ECF, non content de verser à AP plus de 5,9 millions \$US pour le plus grand profit de la surveillance critique, de la protection basée sur le renseignement et des actions d'atténuation des conflits homme-éléphant pour certains de ces pachydermes les plus menacés, lui a également apporté une expertise quant aux meilleures pratiques en matière de conservation.



Union européenne (UE) – L'UE, partenaire essentiel de longue date, collabore à la réalisation d'objectifs communs de conservation et de développement en Afrique centrale. Depuis 2005, ce partenariat a permis de créer des zones de stabilité dans des régions explosives, et d'attirer d'autres financements et partenaires. Le soutien de l'UE a été déterminant pour l'administration de vastes territoires écologiquement importants ; en améliorant leur gestion, en s'efforçant d'assurer la sécurité des populations et de la faune et en renforçant les opportunités dans les secteurs

verts, nous œuvrons ensemble à des objectifs communs.



Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA) – Ce fonds fiduciaire de conservation cherche à préserver les aires protégées du WAP tout en favorisant l'éducation, la science et le développement économique local. Elle a été créée par le Gouvernement du Bénin et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), avec des apports financiers du Gouvernement béninois, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de la Coopération financière allemande (Kreditanstalt für Wiederaufbau - KfW). Depuis 2017, elle apporte d'importantes contributions annuelles à la gestion de la Pendjari. De 2019 à 2020, la FSOA a financé 85% de la mise en œuvre du Plan d'action prioritaire visant à sécuriser le W-Bénin, lequel a évolué en juin 2020 en un mandat de gestion complet confié à AP, et, en 2023, a contribué à hauteur de 1,12 million d'euros à la Pendjari et au W-Bénin. Son ambition est de créer une source de financement durable et de soutenir la synergie des activités au sein du WAP.



FONDATION SEGRÉ

Fondation Segré – Cette fondation suisse créée en 1996 s'est engagée à appuyer la protection de la biodiversité de notre planète en restaurant les écosystèmes dégradés et en conservant activement les espèces menacées et leurs habitats. Devenue un partenaire financier stratégique d'AP en 2016, elle a contribué à hauteur de plus de 8 millions \$US au soutien de plusieurs parcs. En 2023, elle a épaulé la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi, au Tchad, et le nouveau site de Boma-Badingilo, au Soudan du Sud.



Hempel Foundation – Cette fondation danoise, actionnaire unique du groupe Hempel, est une organisation philanthropique active. Elle s'est engagée à faire la différence en donnant aux enfants les moyens d'apprendre et en s'attaquant à la crise de la biodiversité, en se polarisant sur trois domaines cruciaux : renforcer certaines zones-clés de la biodiversité, développer de nouvelles sources de financement pour sa conservation, renforcer l'effort collectif. En 2023, son soutien à AP sur le terrain s'est manifesté dans le Parc national de

Ci-dessous : Dans le Parc national de Matusadona, au Zimbabwe, les écogardes s'assurent que les bateaux de pêche sont légalement enregistrés et en état de naviguer dans le bassin du lac Kariba © Melanie Van Zyl



Nyungwe, au Rwanda, et à Boma et Badingilo, au Soudan du Sud.



Howard G. Buffett Foundation –

Cette Fondation considère ses ressources comme un capital-risque rare, en faveur d'une évolution dans des conditions et des zones géographiques extrêmement difficiles. Depuis 2014, elle soutient plusieurs programmes de conservation de l'habitat et de la faune ainsi que des actions d'améliorations opérationnelles et de sécurité, au Parc national de l'Akagera, au Rwanda. En 2021, elle a pris l'initiative de favoriser le transfert historique de 30 rhinocéros blancs du Sud vers l'Akagera, où, en 2023, elle est venue en aide de la sauvegarde de la population croissante de rhinocéros.



Legacy Landscapes Fund (LLF) –

Fondation caritative indépendante de droit allemand, le LLF est un fonds international créé par le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, dont les ressources proviennent de sources publiques et privées. Outre le financement du gouvernement allemand par l'intermédiaire de la banque de développement KfW, de la NORAD et de

l'Agence française de développement, chaque site nécessite un partenaire privé de financement. Le LLF comble le déficit de financement de la biodiversité en sourçant des fonds importants et durables à long terme auprès de donateurs publics et privés – contribuant ainsi à conserver la biodiversité dans un cadre 30x30 au titre de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Deux zones protégées gérées par AP figurent parmi les sites pilotes bénéficiant d'un financement du LLF : Odzala-Kokoua, en RDC, et Iona, en Angola.



Lion Recovery Fund (LRF) –

Opération exploitée et gérée par le Wildlife Conservation Network, le LRF est un fonds agile et flexible qui investit dans les projets les plus innovants et les plus efficaces, à travers toute l'Afrique, de restauration des lions et leurs territoires. Depuis 2017, son versement à hauteur de 4,72 millions \$US a bénéficié à neuf sites d'AP, avec un accent particulier mis sur plusieurs parcs d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale vu l'extrême vulnérabilité des populations de lions dans ces régions. Il a investi massivement au Chinko, en RCA, dont la vaste zone sauvage de 65 000 km² présente un potentiel immense pour leur restauration.



Ci-dessous : Dans le Parc national de la Pendjari, au Bénin, la mise en place de pièges photographiques aide les équipes de conservation à mieux déterminer les espèces et les comportements de la faune © Marcus Westberg



Ci-dessus : Un projet de jardinage communautaire à Fada, favorisé par la Réserve culturelle et naturelle de l'Ennedi, au Tchad, fournit des semences à plus de 40 associations de maraîchers © Marcus Westberg

Fentener van Vlissingen Family

Feu Paul Fentener van Vlissingen –

Paul a fourni la majeure partie du financement initial ayant permis la création d'AP en 2000. En 2010, conformément aux dernières volontés de leur père, Alicia et Tannetta Fentener ont versé au Fonds de dotation d'AP 25 millions d'euros, principalement affectés à ses frais généraux. En 2023, AP a reçu du Fonds la somme de 1,35 million d'euros.



People's Postcode Lottery –

La Loterie gère les tirages au nom de 20 trusts de codes postaux indépendants en Grande-Bretagne. Depuis 2015, AP a reçu plus de 9,8 millions de livres sterling attribuées par le Postcode Planet Trust. En 2023, le versement de 1,5 million de livres sterling a soutenu les trois parcs du Malawi et la Garamba en RDC.

Rob Walton Foundation

Rob Walton Foundation (RWF) –

La RWF soutient des projets, des partenaires et des programmes

ambitieux, propices à l'épanouissement des populations et de la nature. Avec la passion de son fondateur, elle travaille dans l'urgence et la foi sincère en notre apport collectif aux objectifs mondiaux de conservation, de protection de la biodiversité et de création d'opportunités en faveur des communautés. Rob Walton est un partenaire inestimable d'AP depuis 2003 : il œuvre à préserver à long terme les zones protégées, essentielles au bien-être de la vie sauvage et des communautés dans l'ensemble de l'Afrique. En 2021, la RWF a pris un engagement transformationnel de 100 millions \$US sur cinq ans, le don le plus important de l'histoire d'AP. Des fractions de ces contributions annuelles ont soutenu notamment le Chinko, l'Ennedi, Liwonde et Nkhotakota, et déclenché des subventions de contrepartie pour Iona et Odzala-Kokoua en conjonction avec le Legacy Landscapes Fund. La Fondation s'est engagée en outre dans le lancement de l'Académie de conservation d'African Parks, ainsi qu'à développer la portée et l'efficacité du Programme des partenaires stratégiques. Ces actions consolideront collectivement le champ de la gestion des zones



Ci-dessus : Grâce au stage spécialisé d'équitation, les écopardes du Parc national de Zakouma, au Tchad, disposent d'un moyen de transport des plus efficace © Marcus Westberg

protégées en Afrique, illustrant l'allégeance de la Fondation au leadership en matière de conservation et de renforcement des capacités.



Stichting Natura Africae – Cette fondation caritative créée en 2017 par l'entrepreneur néerlandais Jan Verhagen, reconnaissant la relation réciproque entre les moyens de subsistance des communautés et la protection efficace d'un écosystème, œuvre à la conservation des parcs nationaux et des zones protégées d'Afrique. En 2023, elle a soutenu les opérations à Liuwa, Odzala-Kokoua, Matusadona, Nyungwe et l'Ennedi. La subvention a également fourni un financement essentiel à l'action de développement communautaire d'AP, en particulier dans le domaine éducatif.



Stichting Nieuwgeluk Philosophy – Cet organisme soutient des initiatives à petite et grande échelle, axées sur le changement et respectueuses des personnes, des animaux et de la nature. Son objectif : contribuer de manière à la fois réconfortante et marquante à la préservation d'un monde vivable pour les générations actuelles et futures. En 2023, il

a soutenu les coûts essentiels de Zakouma et, en décembre, le transfert dans ce parc de rhinocéros, de même que le développement communautaire à Kafue.



United States Agency for International Development (USAID) –

L'Agence de développement états-unienne a mis en œuvre l'important Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE) pour préserver l'écosystème du bassin du Congo : il aide les gouvernements et les communautés à collaborer à la gestion durable des ressources naturelles et à planifier à long terme l'utilisation des terres forestières. Grâce à son engagement de 27 millions \$US sur 2016-2024, AP a pu améliorer sa gestion des aires protégées et sa conservation de la faune dans la Garamba et la zone de conservation du Chinko – dans la région frontalière de Mbomou-Uele, à cheval sur la RDC et la RCA – et encourager les familles vivant à l'intérieur et à la périphérie de ces aires protégées à adopter des moyens de subsistance durables. Outre cette myriade d'impacts fructueux, ce partenariat contribue à instaurer un point d'ancrage pour la gouvernance, la sécurité et la

stabilité des communautés avoisinantes et pour le territoire transfrontalier qui englobe la RDC, la RCA et le Soudan du Sud.



The United States Department of State Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL) –

L'INL fait progresser la sécurité, la stabilité et l'État de droit, conditions préalables au développement économique durable et à la protection des ressources naturelles. Depuis 2017, son partenariat avec AP porte sur l'application de la loi en matière de conservation, cruciale dans les zones protégées, par la consolidation de la professionnalisation et de l'efficacité des écopardes à travers toute l'Afrique. Alors que la capacité opérationnelle normalisée traverse toutes les zones protégées gérées par AP, dix d'entre elles ont reçu un soutien direct : en RDC, au Tchad, en République du Congo, en RCA, au Bénin, au Malawi et en Zambie. L'appui de l'INL a permis de développer des infrastructures pour les formations de base et au leadership, de mettre en place une surveillance

aérienne, d'améliorer le confort des écopardes et de leurs chiens, de renforcer les technologies de communication, de surveillance de la faune et de gestion de l'information, et de faire progresser la collaboration nationale et régionale en matière de sécurité et de conservation. Grâce à la formation au traitement des preuves et au soutien apporté aux systèmes judiciaires, il a été constaté une augmentation notable des condamnations pour crimes contre la faune. Ces interventions ne protègent pas seulement les espèces sauvages, elles renforcent également la sécurité des communautés et la stabilité régionale.



The United States Fish and Wildlife Service (USFWS) –

L'USFWS a pour mission de conserver et de protéger les poissons, la faune sauvage, les plantes, ainsi que leurs habitats. Depuis son partenariat initial avec AP, en 2013, l'USFWS a toujours soutenu les actions de conservation menées dans les principales zones protégées d'Afrique centrale et occidentale. En 2023, il a poursuivi son engagement en apportant son appui à

Ci-dessous : Les 55 000 km² de la zone de conservation du Chinko, en République centrafricaine, abritent une riche biodiversité © Marcus Westberg



la gestion et la protection d'Odzala-Kokoua et de Zakouma, ainsi qu'à la conservation des éléphants dans les parcs de la Garamba, de la Pendjari et du W.



Wildcat Foundation – Wildcat est une fondation philanthropique privée dont l'objectif est la sauvegarde et la conservation à long terme de la vie sauvage menacée d'extinction en Afrique. Elle soutient des approches innovantes qui bouleversent les paradigmes traditionnels de protection, en se focalisant principalement sur des modules de formation complets, les équipements et les technologies destinés aux écogardes. Depuis 2014, date de son premier partenariat avec AP, elle a poursuivi son engagement dans huit parcs répartis dans sept pays et, en 2023, dans le développement et la mise en œuvre de stratégies d'application des lois à la Garamba en RDC, à la Pendjari et au W au Bénin, et au Parc national de Kafue en Zambie.



UBS Optimus Foundation – Organisme de subventionnement, la Fondation offre aux clients d'UBS une plate-forme

leur permettant d'employer leur patrimoine à des programmes porteurs de changements sociaux et environnementaux positifs. Elle sélectionne des programmes axés sur la santé et l'éducation des enfants, les problèmes environnementaux et climatiques, ou potentiellement transformateurs, évolutifs et durables. En 2022, elle a accordé à AP une subvention pluriannuelle en faveur de la Réserve faunique de Nkhotakota, au Malawi.



World Wide Fund for Nature (WWF) – Depuis 2007, le WWF soutient le modèle de gestion d'AP, qu'il cherche à promouvoir dans l'ensemble de l'Afrique. Le WWF Zambie contribue aux coûts de fonctionnement essentiels et aux programmes de conservation de Liuwa et de Bangweulu. WWF Belgique, champion des parcs du Malawi et de Liuwa, est devenu un partenaire financier stratégique en 2017.



Wyss Foundation – Cette organisation caritative privée se voue au renfort de solutions innovantes et durables capables d'améliorer la vie, d'autonomiser les communautés et de renforcer les

Ci-dessous : Près de 500 enfants ont été accueillis au Camp Dungu pour un séjour de sensibilisation à l'environnement en saison sèche dans le Parc national de la Garamba © Marcus Westberg



Ci-dessous : Le recensement de vingt nouveaux poussins d'autruche à cou rouge est le signe de la réintroduction réussie de l'espèce, en 2021, dans la Réserve culturelle et naturelle de l'Ennedi © Marcus Westberg

liens avec les territoires. Sa relation avec AP a vu le jour en 2015, d'abord avec une subvention en faveur de l'Akagera, puis d'un investissement important dans le Parc national de Liwonde et la Réserve faunique de Nkhotakota, au Malawi. En 2017, elle a pris un engagement sans précédent de 65 millions \$US pour assurer un concours régulier à l'Akagera et aux parcs du Malawi, ainsi qu'un financement de démarrage en faveur de cinq nouveaux parcs qui a permis de renforcer notre portefeuille avec la Pendjari et le W au Bénin, le Parc national de l'archipel de Bazaruto au Mozambique, celui d'Iona en Angola et celui de Matusadona au Zimbabwe. En 2021, la Fondation a renforcé son soutien à AP en lui versant la somme extraordinaire de 108 millions \$US, grâce à laquelle nous pourrions poursuivre notre action dans les parcs actuellement financés par Wyss et financer le démarrage de cinq nouveaux parcs. Ainsi, Kafue en Zambie, Badingilo et Boma au Soudan du Sud sont les trois nouveaux parcs du portefeuille d'AP, tandis que deux autres, Bazaruto et la Pendjari, bénéficient d'engagements renouvelés.



RAINFOREST TRUST

Rainforest Trust – Depuis plus de 30 ans, cette organisation à but non lucratif basée aux États-

Unis se voue à la création et à l'expansion de zones protégées et conservées dans le monde entier. Ciblante les régions à la biodiversité menacée et aux vastes espaces sauvages, elle s'efforce, en partenariat avec des donateurs, des ONG locales et des communautés, d'établir une protection formelle sur une superficie de plus de 40 millions d'hectares. En 2021, elle a collaboré avec AP au renforcement du cadre juridique de la zone de conservation du Chinko, en RCA, pour le transformer en parc national, ce qui sert de catalyseur à des actions régionales de plus grande ampleur. Forte de ce succès, elle a conclu en 2023 un second partenariat avec AP de 11 millions \$US pour restaurer et développer Boma et Badingilo, au Soudan du Sud, et y sauvegarder la grande migration des antilopes.

INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

Nous sommes infiniment reconnaissants à nos conseils d'administration pour leur gouvernance, leur leadership, leur expertise et leur soutien financier. Les détails des structures de gouvernance sont arrêtés au 31 décembre 2023.

RÉSEAU AFRICAN PARKS (APN)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vasant (Vas) Narasimhan (président), HE Hailemariam Desalegn, Valentine Chitalu, Prince Harry, Duke of Sussex, Peter Fearnhead (PDG), Tebogo Skwambane, Ted Woods, Hansjörg Wyss

DIRECTION GÉNÉRALE

Peter Fearnhead (PDG), Charles Wells, Christiaan Mulder, Jean Labuschagne, Mbulelo Ntusi, Helge Mahne, Oniya Masiye, Carli Flemmer

P.O. Box 2336, Lonehill, 2062, Afrique du Sud

Tél. : +27 11 465 0050

Courriel : info@africanparks.org

www.africanparks.org

N° d'enregistrement : 2007/030803/08

N° PBO : 930028082

AFRICAN PARKS FOUNDATION OF AMERICA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rob Walton (président), Edith McBean (co-vice-présidente), Mike Beaumont (co-vice-présidente), Anna McWane (secrétaire), Thomas Gallagher (trésorier), Jonathan Cummings, David Gibbons, Emma Pilkington Goergen, Penni Ludwig, Jonathan Mills, Marvin Schwartz, Sanjay Sen, Peter Fearnhead (membre ès qualité)

DIRECTION GÉNÉRALE

Liam T. Dall

21 West 46th Street, New York, NY 10036, États-Unis

liamd@africanparks.org

FONDATION AFRICAN PARKS ALLEMAGNE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr. Dieter Zetsche (président), Dr. Wolfgang Fink, Isabel Knauf, Olaf Koch, Prof. Dr. Klaus Mangold, Juergen Steinemann

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor

African Parks Deutschland Stiftung

c/o Brederock Steuerberatung

Rosengartenstraße 56

70184 Stuttgart, Allemagne

germany@africanparks.org

FONDA TION AFRICAN PARKS SUISSE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Arent Fock (président), Thomas Kern, Robert Naville,

Jan Niessen, Christian Wildmoser

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor

Hirschmattstrasse 13, 6003 Lucerne

Suisse

switzerland@africanparks.org

AFRICAN PARKS ROYAUME-UNI

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jon Zehner (président), Charles Graham, Maureen

Hooft Graafland, Matt Todd

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor, Sophie Vossenaar

SUMMIT HOUSE, 4-5 Mitchell Street,

Édimbourg EH6 7BD, Royaume-Uni

uk@africanparks.org

STICHTING AFRICAN PARKS FOUNDATION PAYS-BAS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Arent Fock (président), Mirjam de Blécourt, Pieter van

Doorne, Heleen Dura-van Oord, Frederik Lotz, Onno

van de Stolpe

DIRECTION EXÉCUTIVE

Tineke Floor, Sophie Vossenaar

P.O. Box 313, 3940 AH Doorn, Pays-Bas

netherlands@africanparks.org

AFRICAN PARKS ASIE-PACIFIQUE

GROUPE CONSULTATIF

Neil Harvey (président), Leo Evers, Robert Kwan,

Nancy Lee, Rajiv Louis

DIRECTION GÉNÉRALE

Vega Hall-Martin Embree

Hong Kong

vegahme@africanparks.org

AKAGERA MANAGEMENT COMPANY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Amin Gafaranga (président), Robert Bayagamba, Ian

Craig, Jes Gruner, Michel Masozera, Teta Ndejuru,

Jacqui Sebageni

AFRICAN PARKS CONGO

CONSEIL D'ADMINISTRATION

François Xavier de Donnéea (président), Milan Ngangay

Yves, Jean-Marc Froment, Sivha Mbake, Baudouin

Michel, Paulin Tshikaya Ngoi, Mwah Santosi

AFRICAN PARKS (MAJETE) LIMITED

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bob Renshaw (président), Michael Eustace, Jes Gruner,

Brighton Kumchedwa, Charles Merrick, Mohammed

Tayub

AFRICAN PARKS MALAWI (LIWONDE et

NKHOTAKOTA) CONSEIL D'ADMINISTRATION

Hon. Chief Justice Anastasia Msosa (directeur),

Michael Eustace (président), Jes Gruner, Brighton

Kumchedwa, Elsie Tembo, Titus Zulu

AFRICAN PARKS ZAMBIE (LIUWA) LIMITED

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Wim Plaizier (président), Jones Masonde, Prince

Mwendaweli Imwiko, Victoria Musonda, Robin Pope,

Crispin Zambwe (Induna Mukulwakashiko)

ZONES HUMIDES DE BANGWEULU

CONSEIL DE GESTION

Wim Plaizier (président), Stephen Chabala, Emmanuel

Chama, Andrew Chomba, Michael Eustace, Leon

Lamprecht, James Milanzi, Patrick Muma, Victoria

Musonda

COMITÉ DE SURVEILLANCE DU PARC NATIONAL DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO

Jorge Fernando, Leon Lamprecht, Eugénio Manhiça,

João Salomão

PARC NATIONAL DE BOMA ET BADINGILO

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Philip Winter (président), Hon. Major General Peter

Loro, Lt. General Khamis Adieng, Mike Fay, Orotto

Joseph, Martin Rickelton, Charles Wells

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROJET

CHINKO

Sam van der Feltz (président), Mike Fay, Erik Mararv,

Raymond Mbitikon

RÉSERVE NATURELLE ET CULTURELLE DE

L'ENNEDI CONSEIL D'ADMINISTRATION

Baudouin Michel (président), Enrico Pironio, Amir

Adoudou Artine, Malloum Sultan, Erik Mararv

GRAND ÉCOSYSTÈME DE ZAKOUMA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Yamita Hassane Tete (président), Dr Souleymane

Adam Adey, Amir Adoudou Artine, Abdramane Chaïbo

Hamit, Bokhit Maguine Sitti, Erik Mararv, Enrico

Pironio, Dr Christian Ruck

COMITÉ DE SURVEILLANCE DU PARC NATIONAL

D'IONA

Ana Paula de Carvalho (président), Edson Bulica, Peter

Fearnhead, Leon Lamprecht, Pedro Monterroso,

Sango de Sá, Miguel Xavier

PARC NATIONAL DE KAFUE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Guy Robinson (président), Jones Masonde, Faith

Mukutu, Robert Munro, Victoria Musonda, Alice

Sievu, Charles Wells

FONDS DE CONSERVATION DE MATUSADONA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Charles Wells (président), Fred Chimiti, Prof.

Patience Gandiwa, Leon Lamprecht, Precious Mhaka,

Tanyaradzwa Mundoga, Arthur Musakwa, Noel

Mutsasa

CONSEIL DE GOUVERNANCE DE LA SOCIÉTÉ DE

GESTION DE NYUNGWE

Francis Gatare (PDG du RDB et président), Jes Gruner,

Jean Labuschagne, Jacqui Sebageni, Charles Wells

FONDATION D'ODZALA-KOKOUA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sam Van Der Feltz (président), Jean-Bosco Nganongo,

Roger Mbete, Erik Mararv, Sylvestre Didier

Mavouenzela, Aurélien Mehoungal, Baudouin Michel,

Maret Mouende

PARC NATIONAL DE LA PENDJARI

COMITÉ DE GESTION

Baudouin Michel (président), Alfred Koffi

Allogninouwa, Abdel Aziz Baba-Moussa, Tiémoko

Ali Djafarou, Jean Marc Froment, Enrico Pironio, Toré

Sotrate

PARC NATIONAL DU W

COMITÉ DE GESTION

Hugues Akpona (président), Alfred Koffi

Allogninouwa, Abdel Aziz Baba-Moussa, Jeannot

Fransico, Jean Marc Froment, Enrico Pironio, Georges

Sossou

EN SOUVENIR

Année après année, hélas, nous devons faire nos adieux à des amis et à des collègues, dont certains ont perdu la vie dans des incidents tragiques et douloureux. En 2023, nous rendons hommage à chacun d'eux. Nous leur sommes reconnaissants de la manière dont ils ont soutenu la mission d'African Parks, qui est de protéger la biodiversité sur l'ensemble du continent. Tous ont laissé leur empreinte, tous nous manqueront. Nous adressons nos sincères condoléances à leurs familles, à leurs amis et à leurs proches.

Nous rendons hommage aux personnes courageuses tuées dans l'exercice de leurs fonctions :

IVANOH BANDA avait rejoint Liwonde en 2018 en

qualité d'écogarde. Il est décédé le 18 mai, attaqué par un buffle alors qu'il était en patrouille.

KOUGA INOCENT GNAMI avait rejoint la Pendjari en 2020 en qualité d'écogarde. Le 15 septembre, alors qu'il patrouillait avec son équipe, il a été abattu par un groupe de militants.

LIMBANI CHIDAKWA avait rejoint Nkhotakota en 2018 en qualité d'écogarde. Il s'est noyé dans la rivière Bua le 21 septembre alors qu'il était en service.

Ci-dessous, nous rendons hommage aux membres du personnel d'African Parks décédés pour d'autres raisons :

GRACE NATURE SYDANE avait rejoint Odzala-Kokoua en 2022 en qualité d'écogarde. Elle est décédée le 4 janvier.

STEVEN GONDONGWE avait rejoint Kafue en 2022

en qualité de superviseur de l'équipe de lutte anti-incendie. Il est décédé le 11 février.

YOUMANI NESTOR NAKA avait rejoint la Pendjari en qualité d'écogarde en 2017. Il est décédé le 19 février.

BINGA MAFWEDA avait rejoint Matusadona en 2022 en qualité de barreur. Il est décédé en avril.

YACOUB TOURAP avait rejoint Zakouma en 2016 en qualité d'opérateur radio de surveillance. Il est décédé le 2 mai.

JACKSON KALIMBA avait rejoint Liwonde en 2017 en qualité de superviseur junior des clôtures. Il est décédé le 9 juillet.

MALEMA DHIKI BÉONT avait rejoint la Garamba en 2018 en qualité d'écogarde. Il est décédé le 10 août.

GILBERT SHAMILIMO avait rejoint Kafue en 2008 en tant qu'agent du service de la faune. Il est décédé le 3 septembre.

BIO SINAKPARÉ SARIGUI était entré au W en tant qu'écogarde en mai 2023. Il est décédé le 9 octobre.

GILBERT BIO GANWOROGUI était entré au W en qualité d'écogarde en 2021. Il est décédé le 23 octobre.

KELVIN MUMBA avait rejoint Kafue en 2022 en qualité de peintre. Il est décédé le 18 novembre.

JAMES ABDUL avait rejoint Liwonde en 2017 en tant que préposé aux clôtures. Il est décédé le 24 novembre.

PIERRE ALAYA avait rejoint le Chinko en 2017 en tant que maçon. Il est décédé le 25 novembre.



FINANCES

Principaux chiffres financiers 2023	106
États financiers résumés	108
Gouvernance	112
Rejoignez-nous	IBC

PRINCIPAUX CHIFFRES FINANCIERS 2023

L'année 2023 a été marquée par plusieurs moments forts et quelques réelles difficultés, en particulier **la clôture de plusieurs cycles de financement institutionnels importants** dans quatre parcs. Leur impact est conséquent : les dates de « clôture de cycle » et de démarrage n'étant pas toujours homogènes, les opérations peuvent temporairement encourir des dépenses non financées, générant une pression sur les dons à court terme. Le résultat net est une résorption plus lente que prévu du déficit de financement.

Ce qui nous amène à notre prochain challenge : **le flux de trésorerie**. Ces déficits non financés impactent sérieusement notre trésorerie. Plus important encore, African Parks n'est remboursé que lorsque les retenues de clôture (5 à 10 % de la valeur du contrat) sont approuvées par des audits de tierces parties. Cette situation, ainsi que la croissance de notre portefeuille, en particulier l'arrivée à maturité de nos trois nouveaux parcs (Kafue, Badingilo, Boma) et la finalisation de nos investissements à Nyungwe et Iona, ont pesé lourdement sur le flux de trésorerie, d'où la nécessité de certaines interventions.

Lors de la **première intervention**, les coûts ont été réduits de 10 %. Seuls les activités et les investissements non financés pouvant être reportés à l'année suivante et, lorsque cela était viable, le report des investissements de remplacement non financés ont été pris en compte. Cela a permis de réduire le déficit de financement de 9 millions \$US.

Depuis 2022, nous nous sommes délibérément efforcés d'augmenter nos réserves de manière organique pour financer notre fonds de roulement. Cependant, les premières ont augmenté plus lentement que le second, dépassant les liquidités disponibles. Dans un **second temps**, nous avons donc impliqué certains de nos principaux donateurs : ainsi, la Fondation Rob Walton a réorienté vers nos réserves des fonds destinés à notre dotation, nous permettant de traverser 2023 et le premier trimestre 2024 avec moins de contraintes – l'un de nos plus grands points forts.

Autre **fait marquant** : nous nous sommes montrés à la hauteur de notre valeur « audace ». Le processus rigoureux

de diligence raisonnable conduit avant d'investir dans notre projet Rhino Rewild a exigé de notre équipe de direction énormément de temps et d'efforts ; pourtant, financée et pleinement opérationnelle en décembre 2023, cette entreprise a été conclue avec succès.

Les principaux chiffres financiers apparaissant dans cette section sont tirés des comptes de gestion résumés du groupe, qui sont préparés sur une base de trésorerie et ne contiennent pas d'éléments non monétaires tels que l'amortissement ou les profits et pertes de taux de change. Toutes les entités du groupe visent l'équilibre budgétaire, en veillant à ce que les recettes soient égales aux dépenses.

Les **subventions** ont représenté 86,3 % du revenu total du groupe, soit 118 millions \$US, les 13,7 % restants provenant respectivement des revenus commerciaux (10,6 %) et des revenus de la dotation (3,1 %). Les subventions proviennent de donateurs individuels et de fondations à hauteur de 64,3 % (2022 : 69 %), de fonds publics à hauteur de 3,2 % (2022 : 3 %), de fonds de dotation à hauteur de 3,3 % (2022 : 2,1 %) et de fonds institutionnels à hauteur de 20,9 % (2022 : 28 %). Le financement par subvention selon les comptes de gestion (136,8 millions \$US) est à comparer aux 127,1 millions figurant dans les états financiers annuels résumés. Le montant de 9,7 millions \$US est lié aux ajustements de consolidation comptabilisés dans les états financiers.

Ces ajustements garantissent que les revenus des donateurs liés à l'ajout d'immobilisations corporelles sont uniquement mis en correspondance avec les dépenses correspondantes au fur et à mesure de l'amortissement des actifs. Les ajustements reportent effectivement les recettes, qui sont portées au bilan sous la rubrique des produits différés. Il comprend également l'élimination des écritures inter-compagnies, conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS), et, en 2023, l'injection du fonds de roulement dans les capitaux propres à des fins de financement de ce fonds.

Au 31 décembre 2023, l'African Parks Foundation of America (APFA) gérait une généreuse dotation de 67,2 millions \$US (57,3 millions en 2022) de la Fondation Rob Walton. L'investissement principal a été augmenté en 2023 à 65 millions, et les reprises des marchés mondiaux ont permis au portefeuille de récupérer les pertes antérieures. African Parks (AP) a également reçu le premier prélèvement sur le fonds de dotation de 2,9 millions. Stichting African Parks Foundation (SAPF) gère également un fonds de dotation de 39,9 millions, et AP a reçu un prélèvement de 1,4 million sur ce fonds. Ces fonds

de dotation fournissent à AP un financement non affecté sous la forme de prélèvements annuels qui, dans une large mesure, aident à financer la supervision institutionnelle.

Les fonds sont investis dans une combinaison d'actions, d'obligations et de liquidités, conformément à la politique d'investissement du comité de financement. Les actifs du fonds de dotation sont détenus dans les bilans de la SAPF et de l'APFA – ces deux fondations

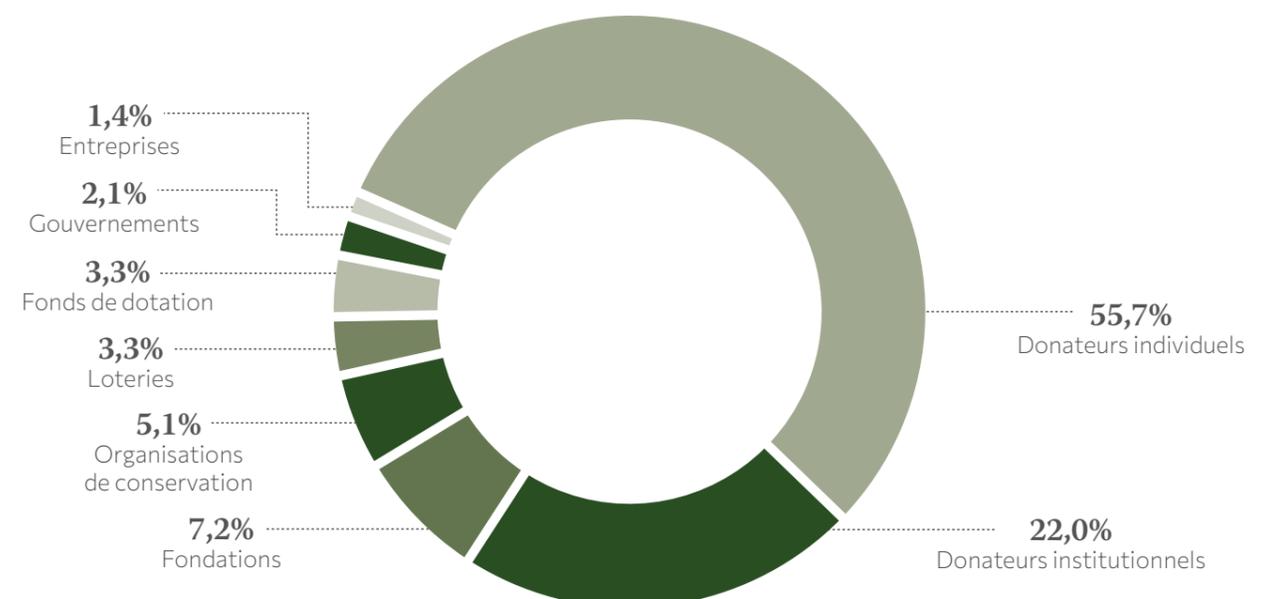
collectant des fonds pour le Réseau African Parks (APN).

APN contrôle les dépenses du groupe grâce à des processus minutieux d'approbation préalable et de suivi du budget annuel. Les dépenses réelles par rapport à ces budgets sont contrôlées chaque mois par le biais des comptes de gestion mensuels. Le budget total approuvé par le conseil d'administration d'APN pour 2023 s'élevait à 122,3 millions \$US (103,2 millions en 2022).

COMPTES DE GESTION VS ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 2023

	Zones protégées '000 \$US	Projects Rhino Rewild/Aouk '000 \$US	Réseau African Parks (APN) '000 \$US	Total par compte de gestion '000 \$US	Ajustements de consolidation '000 \$US	Total par états financiers '000 \$US
Revenus	107,967	15,653	13,191	136,812	(10,406)	127,101
Subventions	95,367	15,653	7,030	118,050	(7,479)	107,275
Revenus bruts du parc	12,600	-	1,869	14,469	(370)	14,839
Revenus de la dotation	-	-	4,292	4,292	-	4,292
Autres revenus	-	-	-	-	695	695
Dépenses totales du groupe	107,679	15,659	12,693	136,031	(20,236)	115,795
Dépenses de fonctionnement	93,097	2,780	11,020	106,898	(582)	106,316
Dépenses d'investissement	14,581	12,879	1,673	29,133	(19,654)	9,479
Excédent net avant impôt	288	(6)	498	781	10,526	11,306

SOURCES DE FINANCEMENT DES DONATEURS



Autre **fait marquant** : nous nous sommes montrés à la hauteur de notre valeur « audace ». Le processus rigoureux

ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

Les états financiers résumés du groupe (les « états financiers résumés ») ci-joints comprennent un résumé des états financiers audités (les « états financiers ») du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers résumés sont préparés conformément aux concepts du cadre et aux exigences en matière d'évaluation et de comptabilisation des IFRS, ainsi qu'aux exigences de la

Loi sud-africaine sur les sociétés (Companies Act). Ils ne contiennent pas toutes les informations requises par les IFRS et les exigences de la Loi sur les sociétés appliquées à la préparation des états financiers du groupe, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les états financiers résumés sont préparés sur la base de la continuité de l'exploitation.

Ce rapport résumé est extrait d'informations vérifiées, mais n'est pas lui-même vérifié. Les états financiers annuels ont été audités par KPMG Inc., qui a exprimé une opinion non modifiée. Les états financiers annuels audités et le rapport de l'auditeur sont disponibles sur le site Web de la société. Les administrateurs assument l'entière responsabilité de la préparation des états financiers résumés, et les informations financières ont été correctement extraites des états financiers annuels sous-jacents.

ÉTAT RÉCAPITULATIF DU RÉSULTAT GLOBAL DU GROUPE

Un état résumé du résultat global du groupe est présenté ci-dessous. Il a été enregistré un excédent consolidé pour 2023 de 11,3 millions \$US (2022 : excédent de 448 731 \$US).

	2023 '000 \$US	2022 '000 \$US	% Variation
Revenus	126,406	97,932	29.1%
Subventions	107,275	85,898	24.9%
Revenus de la dotation	4,292	2,000	114.6%
Autres produits d'exploitation	14,839	10,034	47.9%
Dépenses administratives	(20,666)	(15,458)	33.7%
Charges liées aux avantages du personnel	(43,774)	(36,990)	18.3%
Dépréciation	(9,479)	(8,028)	18.1%
Autres charges	(41,875)	(36,624)	14.3%
Résultats des activités opérationnelles	10,611	833	
Différences de change nettes et produits/(charges) financiers	695	(234)	
Excédent avant impôt	11,306	599	
Impôts	25	(143)	
Excédent/(déficit) de l'exercice	11,331	456	
Autres revenus/(pertes) globaux	-	(7)	
Total de l'excédent/(déficit) global pour l'année	11,331	449	

Les revenus sont comptabilisés en fonction des dépenses encourues. African Parks utilise un principe de budget équilibré selon lequel les fonds reçus des donateurs sont d'abord comptabilisés dans les passifs en tant que fonds non utilisés. Une fois utilisés, ces fonds sont alors comptabilisés en tant que subventions. En adoptant une démarche commerciale en matière de conservation, les coûts encourus sont d'abord financés par les revenus d'exploitation, puis par les subventions. Les frais généraux d'APN sont financés en partie par les revenus d'investissement générés par nos fonds de dotation. Les actifs du fonds ne sont pas comptabilisés dans l'état de la situation financière d'APN.

La hausse de 29,1% du compte reflète une augmentation des opérations due à plusieurs facteurs combinés :

- l'investissement dans le projet Rhino Rewild
- trois zones protégées arrivant à maturité : Kafue, Badingilo et Boma
- l'achèvement de la construction des bases d'opérations de Nyungwe et d'Iona

- les changements opérés dans le parc du Bénin pour mieux gérer la situation sécuritaire
- l'augmentation des investissements dans la plateforme institutionnelle (siège et investissements régionaux) conformément à la stratégie 30x30

Les **autres produits d'exploitation** sont constitués de recettes commerciales de 12,6 millions \$US (3,3 millions \$US en 2022). Cette augmentation est principalement due à la hausse significative du tourisme dans l'Akagera et à Nyungwe, à l'ajout du portefeuille commercial de Kafue et à la croissance inflationniste du reste du portefeuille. Le revenu commercial d'APN de 1,9 million \$US (1,3 million \$US en 2022) est lié aux recouvrements des locations d'avions et aux voyages des donateurs. Enfin, bien que négligeables, les autres produits d'exploitation comprennent également les recouvrements d'indemnités d'assurance reçus au cours de l'année.

Les différences de change nettes et les charges financières comprennent les gains/(pertes) de change réalisés et non réalisés au cours de l'exercice.

ÉTAT ABRÉGÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2023 :

	2023 '000 \$US	2022 '000 \$US	% Variation
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	77,259	61,363	25.9%
Actif lié au droit d'utilisation	519	642	
Actifs courants			
Stocks et en-cours	5,873	1,176	399%
Créances et paiements anticipés	23,221	23,147	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33,350	10,425	220%
Total des actifs	140,222	96,756	
Capitaux propres et passifs			
Capital et réserves			
Réserve de conversion des devises étrangères	(2,166)	(2,171)	
Bénéfices non distribués	8,496	7,059	
Réserve de fonds de roulement	9,618	-	
Réserve de maintenance	322	322	
Intérêts minoritaires	(516)	(733)	
Passifs non courants			
Impôts différés	1,094	1,081	
Dettes de location	404	549	
Passif à court terme			
Provisions	871	287	
Dettes commerciales et autres dettes	10,652	9,962	6,9%
Fonds non utilisés	30,063	18,816	59,8%
Dettes de location	104	90	
Produits différés	81,280	61,494	32.2%
Total des capitaux propres et des dettes	140,222	96,756	

Les dépenses en capital se sont élevées à 29,1 millions \$US, représentant des investissements dans les infrastructures, les équipements, les véhicules à moteur, les radios, les avions, etc.

L'augmentation des immobilisations corporelles est principalement due aux terrains, aux bâtiments et à l'équipement du projet Rhino Rewild acquis en Afrique du Sud, aux parcs arrivant à maturité (Kafue, Badingilo et Boma) qui majorent le nombre de bâtiments et d'infrastructures, et aux infrastructures de Nyungwe et d'Iona, en voie d'achèvement. Il convient de noter que tous les biens d'équipement (articles individuels dépassant 500 \$US et dont la durée de vie est supérieure à un an) sont capitalisés, dans la mesure

où nous en contrôlons l'usage. Dans l'hypothèse de son départ, AP devrait abandonner la plupart des équipements du parc et comptabiliser une perte sur la « cession ». Tous les avions restent au nom d'APN et peuvent être réaffectés à d'autres parcs.

En ce qui concerne **les créances et les paiements anticipés**, 19,4 millions US de ce solde concernent des créances sur des donateurs et 3,8 millions \$US sur des entités affiliées telles que l'APFA. Le reste est constitué de paiements anticipés, de dépôts et d'autres débiteurs.

La **trésorerie et les équivalents de trésorerie** représentent une combinaison de fonds détenus localement par les parcs dans leurs banques locales ou

comme petite caisse, et de fonds détenus par APN dans ses comptes offshore. Le groupe a été exposé au franc centrafricain (CFA), au kwacha zambien (ZMW) et au rand sud-africain (ZAR) à la fin de l'année, les parcs détenant un total de 0,8 million \$US en CFA et 0,6 million \$US en ZMW, et le siège d'APN détenant 1,5 million \$US en ZAR.

Un **solde d'imposition différée** s'est présenté dans les livres des parcs rwandais.

Les **fonds inutilisés** représentent les subventions reçues non utilisées pendant l'année en cours : il s'agit en effet soit de fonds non affectés qui seront utilisés dans les années à venir, soit de fonds affectés à des activités spécifiques qui n'ont pas encore eu lieu, soit de fonds excédentaires collectés. Ils sont conservés sous forme de liquidités et de créances et ne sont décaissés que dans le cadre du projet et de la période prévus.

LA COMPOSITION DE CES FONDS NON UTILISÉS ÉTAIT LA SUIVANTE À LA FIN DE L'ANNÉE :

Niveau de restriction	2023 Groupe	2023 Société	2022 Groupe	2022 Société
Restriction au niveau du parc	75%	76%	84%	75%
Réserves aéronautiques affectées	7%	16%	1%	3%
Non affecté au niveau du parc	11%	00%	8%	6%
Non affecté au niveau du portefeuille	6%	13%	7%	16%

Les **revenus différés** représentent des fonds de donateurs qui ont été dépensés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Les produits différés sont transférés au compte de résultat en tant que revenus des donateurs au fur et à mesure de l'amortissement de ces biens. Ce traitement des produits différés permet de mieux faire correspondre les produits et les charges.

La **réserve de conversion des devises étrangères** est le résultat de la consolidation des parcs qui ont des monnaies fonctionnelles autres que le dollar américain.

TABLEAU ABRÉGÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE DU GROUPE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023 '000 \$US	2022 '000 \$US
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	36,960	17,852
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(25,152)	(17,857)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	11,116	1,519
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	22,924	1,514
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	10,426	8,912
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année	33,350	10,426

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des bénéfices non distribués et des fonds des donateurs reçus mais non encore dépensés pour les programmes désignés.

GOUVERNANCE

Une bonne gouvernance, des contrôles internes rigoureux et une gestion financière professionnelle sont les principaux domaines d'action d'African Parks (AP).

Le principal organe directeur, le Réseau African Parks (APN), basé à Johannesburg, en Afrique du Sud, est une société à but non lucratif enregistrée conformément à la section 10 de la Loi sur les sociétés d'Afrique du Sud. Il est l'entité stratégique et décisionnelle chargée d'approuver le business plan de chaque parc, de déterminer les investissements en capital, les budgets d'exploitation et les procédures opérationnelles normalisées, et de recruter des gestionnaires qualifiés.

Son conseil d'administration, composé d'un membre exécutif et de sept membres non exécutifs, est responsable de la gouvernance générale de l'organisation. Trois sous-comités spécialisés – finances, risques et audit, rémunérations et ressources humaines, conservation – veillent à mettre l'accent davantage encore sur la gouvernance.

Chaque parc géré par African Parks dispose d'un conseil d'administration local dans le pays. Chaque conseil est représenté par des institutions partenaires, des acteurs clés et APN, et est directement responsable de la gestion professionnelle devant le gouvernement.

Les parcs sont tenus de fonctionner conformément aux procédures opérationnelles standards définies par APN. Leurs rapports de gestion comprennent la préparation de comptes mensuels, ainsi que de budgets et business plans annuels, qui sont examinés et approuvés par les conseils locaux et la direction d'APN à Johannesburg. L'ensemble du personnel est tenu de signer un code de conduite et d'observer les normes éthiques les plus élevées. La liaison avec les parties prenantes d'AP, à savoir le gouvernement local, les communautés, les donateurs, les employés et les organisations affiliées, est assurée par des canaux de communication formels, comme spécifié dans le manuel des procédures opérationnelles standards.

Les états financiers d'APN sont conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et vérifiés par KPMG Afrique du Sud.

APN possède des organisations affiliées aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis : Stichting African Parks Foundation (Pays-Bas) ; Fondation African Parks Suisse ; African Parks Foundation Allemagne ; African Parks UK ; et African Parks Foundation of America (États-Unis). Le rôle de ces entités juridiques distinctes, dotées d'un statut caritatif, est de poursuivre la mission d'AP. Elles sont dirigées par des conseils d'administration indépendants, mais sont liées par un accord de collaboration qui garantit la poursuite d'un objectif commun.

REJOIGNEZ-NOUS

Lorsque vous faites un don à African Parks, vous ne protégez pas seulement les paysages et la faune emblématiques de l'Afrique : vous contribuez également aux moyens d'existence des communautés et au rétablissement de la planète. Par notre travail et notre impact, nous créons des espaces de sécurité où se créent des emplois, où sont financées des entreprises durables, où se construisent des écoles, où se déploient des unités de santé mobiles et où commencent à se développer des économies basées sur la conservation. Nous opérons à grande échelle et sommes responsables à 100% de chaque somme qui nous est confiée ainsi que de chaque aspect de la gestion des parcs, pour faire en sorte que les fonds exercent l'impact le plus immédiat et le plus direct. Notre vision est de contribuer à la protection de 30% de la biodiversité africaine d'ici à 2030. Vu nos réussites précédentes, nous sommes convaincus que notre stratégie nous permettra d'atteindre cet objectif. Votre soutien, quelle que soit son importance, nous y aidera, pour le plus grand profit des populations et de la faune.

Nous vous remercions de votre soutien. Si vous souhaitez en savoir plus, n'hésitez pas à nous contacter :

HELGE MAHNE

Directeur du financement global
helgem@africanparks.org

TINEKE FLOOR

Directrice d'African Parks – Europe
tinekef@africanparks.org

LIAM T. DALL

Directeur exécutif – États-Unis
liamd@africanparks.org

VEGA HALL MARTIN EMBREE

Directrice d'African Parks – Asie
vegahme@africanparks.org



africanparks.org